

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES  
Master 1 Études Environnementales  
Année 2020-2021



**À la recherche d'un héritage écoféministe  
français : étude des Mères en colère.**

Un collectif de femmes du Nord-Cotentin face aux impacts  
sanitaires de l'industrie nucléaire (1997-2001).

Mémoire présenté par

Anna VAYNESS

Sous la direction de

Sezin TOPÇU

# Remerciements

Merci Agnès, Carole, Hélène, Laurence, Martine, Mireille, Sandrine, Sylvie et Valérie pour votre confiance et pour vos mots touchants et puissants, vous m'avez émue, vous m'avez fait rire, vous m'avez donné de la force. C'était une immense joie de travailler avec vous, votre détermination et vos témoignages ont forgé mes réflexions, j'espère que cela transparait dans ce mémoire.

Merci à la famille P., ce travail n'aurait jamais vu le jour sans votre accueil chaleureux. Merci pour votre hospitalité, pour les balades dans le brouillard ou sous le ciel bleu, pour les tisanes au coin du feu, pour les discussions enrichissantes autour d'un bon repas et pour m'avoir transmis votre amour de la Hague.

Merci Sezin Topçu pour votre disponibilité et vos conseils avisés, je me réjouis à l'idée de poursuivre mes recherches sous votre direction.

Merci Coline d'avoir pavé le chemin, sans ton travail mon mémoire n'aurait pas sa forme actuelle, merci pour ta précieuse expérience.

Merci Yohan pour tes relectures attentives, pour ton soutien dans les coups durs et pour notre voyage dans la presqu'île à la manière de deux enfants explorant la France atomique.

Merci Sydney, par exemple pour ton esprit critique et ton exigence, pour ta patience face à mon apprentissage des sciences sociales et pour nos écritures à quatre mains, thanks friend!

Merci Shalev pour les moments de travail partagés, merci Colette pour ton engagement de la vie quotidienne et merci Eyal d'avoir tenu la baraque.

Merci à ceux qui ont participé à la clarté de ce mémoire, particulièrement Lucie, Cécile, Alicia et Valentin.

Merci Laura et Lucas pour les repas d'affaires qui ont égayé mon année, énorme.

Merci aux copaines du M1 Études Environnementales, je suis tellement reconnaissante d'avoir partagé cette année de galères avec vous. Merci pour les discussions du jeudi matin, pour les séances du séminaire auto-géré sur l'écoféminisme et pour votre amitié qui ont rendu cette année beaucoup moins pénible. Continuons à visibiliser les pratiques de Mort et à célébrer, inventer les pratiques de Vie, vive la friche!

Merci à toutes les femmes, celles que je connais et celles que je ne connais pas, qui se mobilisent dans le monde entier pour réduire les injustices, *we know there is a healthy sensible loving way to live.*

Je tiens à affirmer que mon intérêt pour les actions des femmes n'a rien à voir avec l'exclusion des hommes. Il s'agit – pour une fois, juste une fois – de donner une chance aux femmes, d'*inclure* les femmes. C'est pour que les femmes – qui ont été tenues à l'écart de la politique et de pans entiers de la société pendant si longtemps, qu'on a renvoyées dans leurs foyers en leur disant que leur unique fonction était de s'occuper des enfants et de l'éducation dans un espace étroit et fermé – puissent s'extraire de ces espaces et prendre part à la vie politique, et de fait commencer à influencer et changer le monde, voilà « Pourquoi les femmes »... C'est positif. C'est pour que les femmes puissent se rassembler. Elles ont été isolées individuellement pendant si longtemps. Elles ont dû se battre pour se rassembler et travailler ensemble. C'est ainsi que des femmes peuvent se rejoindre. Des centaines de femmes peuvent se rejoindre et découvrir leur force, et il est essentiel à ce stade de notre histoire que la force des femmes soit utilisée, perçue, fonctionne et soit reconnue comme importante.

---

Katrina Howse, militante à Greenham Common, mars 1982, citée dans *Des femmes contres des missiles* d'Alice Cook et Gwyn Kirk (2016).

## Liste des abréviations liées au nucléaire

ACRO	Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest
Andra	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CLI	Commission locale d'information
Cogema	Compagnie générale des matières nucléaires
Crilan	Comité de réflexion indépendante et de lutte antinucléaire
Crii-rad	Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité
CSPI	Commission spéciale et permanente d'information près de l'établissement de la Hague
EPR	<i>European pressurized reactor</i>
GSIEN	Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire
IPSN	Institut de protection et de sûreté nucléaire
IRSN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
OPRI	Office de protection contre les rayonnements ionisants

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>8</b>
A Planter le décor . . . . .	8
B Les Mères en colère : un mouvement de femmes antinucléaires en France . . . . .	12
C Un héritage écoféministe en France ? . . . . .	14
D Positionnement et méthodes . . . . .	18
<b>I Des femmes qui vivent et résistent au nucléaire dans le Nord-Cotentin</b>	<b>21</b>
A Habiter dans <i>un pays</i> nucléarisé . . . . .	23
A.1 La double dépossesion du nucléaire . . . . .	23
A.2 Le tabou sur le nucléaire dans la région : conséquence sociale des avantages économiques . . . . .	24
A.3 Envisager un accident nucléaire à côté de chez soi ? . . . . .	27
B S’engager contre le nucléaire . . . . .	29
B.1 Leurs parcours antinucléaires avant 1997 . . . . .	29
B.1.1 Découverte de la mobilisation : de la méfiance à l’action . . . . .	29
B.1.2 S’investir pleinement dans la lutte antinucléaire . . . . .	31
B.2 Les motivations de leur engagement antinucléaire . . . . .	33
B.2.1 Les effets de la radioactivité sur la santé . . . . .	34
B.2.2 Les déchets comme éternité de l’industrie nucléaire . . . . .	34
B.2.3 L’absence de confiance dans l’industrie nucléaire nourri par les dissimulations et le manque de contrôle . . . . .	35
B.2.4 L’atome pour la guerre . . . . .	36
B.2.5 L’industrie nucléaire comme source d’inégalités sociales . . . . .	37
B.2.6 Les accidents nucléaires majeurs : révélateurs de dysfonctionnements de l’industrie nucléaire . . . . .	37
B.2.7 Les valeurs du mouvement antinucléaire . . . . .	38
B.3 Entre indifférence et exclusion : les activistes antinucléaires face au tabou du nucléaire dans la région . . . . .	40

<b>II Les Mères en colère : une réponse collective et originale pour interpeller la population et les pouvoirs publics</b>	<b>42</b>
A La formation du collectif . . . . .	43
A.1 L’alerte d’une étude épidémiologique . . . . .	43
A.2 L’évidence de la création d’un collectif . . . . .	44
A.2.1 Les Mères en colère : un nom interpellateur et fédérateur . . . . .	45
A.2.2 Les premières revendications des Mères en colère . . . . .	46
A.3 Pourquoi créer une nouvelle mobilisation collective ? . . . . .	47
A.3.1 L’approche scientifique du Pr Viel à l’origine de la création du collectif . . . . .	47
A.3.2 Se distancier des mouvements antinucléaires . . . . .	48
A.3.3 Mettre l’accent sur la santé des enfants . . . . .	50
B Leurs actions et leurs revendications en 1997 : interagir avec l’extérieur . . . . .	51
B.1 Une pétition pour questionner et protester contre les impacts du nucléaire	51
B.2 Manifestations au nez du nucléaire . . . . .	53
B.2.1 Une esthétique particulière . . . . .	54
B.2.2 Se confronter aux travailleurs du nucléaire . . . . .	55
B.3 Leurs relations avec les élu-e-s et les institutions étatiques . . . . .	57
B.3.1 Des élus locaux peu réceptifs . . . . .	57
B.3.2 Des ministres de l’Environnement à l’écoute . . . . .	59
B.3.3 Une exclusion des commissions scientifiques mises en place pour répondre à leurs inquiétudes : refus de légitimation du collectif?	60
B.4 Une représentation médiatique fructueuse dans un contexte de controverse	62
C La science comme outil : entre rejet et appropriation . . . . .	64
C.1 Se confronter à l’expertise nucléaire . . . . .	66
C.1.1 Une difficulté d’insertion dans le discours scientifique . . . . .	66
C.1.2 Une critique de la technoscience officielle et dominante . . . . .	66
C.2 Faire sa place dans le monde scientifique . . . . .	68
C.2.1 S’approprier la science du nucléaire . . . . .	68
C.2.2 Établir une relation avec une scientifique : Annie Sugier . . . . .	70
C.2.3 Intégrer les citoyen-ne-s dans l’expertise : l’expérience pratique de Nord-Cotentin 2000 . . . . .	71
C.2.4 Réflexions sur l’utilisation de la science par les Mères en colère .	72
<b>III L’héritage mondial et sur le temps long des Mères en colère : tisser des liens avec d’autres combats politiques</b>	<b>76</b>
A « Mères en colère » : se réapproprier la maternité et les émotions . . . . .	77

A.1	Les mères et les femmes contre le nucléaire . . . . .	77
A.1.1	La portée symbolique et politique de la maternité . . . . .	78
A.1.2	Pourquoi les femmes étaient-elles les premières à réagir ? . . . . .	81
A.1.3	Rester entre femmes : une évidence, une stratégie et une émancipation . . . . .	82
A.2	La colère remplaçant l'inquiétude . . . . .	84
A.2.1	La colère politique . . . . .	85
A.2.2	Le rôle des émotions dans leur lutte . . . . .	86
B	L'héritage du collectif à l'international et à travers les époques . . . . .	88
B.1	Voyage militant au Japon en 2001 : faire réseau à l'étranger . . . . .	88
B.2	La dissolution du collectif . . . . .	90
B.2.1	L'affaiblissement par les conflits internes . . . . .	90
B.2.2	Une fin progressive . . . . .	91
B.3	Succès mitigé des Mères en colère... . . . . .	92
B.4	...qui récupèrent cependant leur potentiel subversif par leur parenté avec d'autres mouvements environnementaux de femmes . . . . .	95
C	Les lendemains des Mères en colère : le prolongement des engagements politiques . . . . .	96
C.1	La transformation intérieure des ex-mères en colère . . . . .	97
C.2	La poursuite de leur activisme antinucléaire . . . . .	98
C.2.1	La longévité de leur attachement à leur région comme moyen de résistance . . . . .	100
C.3	D'autres combats politiques . . . . .	101
C.3.1	Le soin : de l'exercice de la profession à la vie quotidienne . . . . .	101
C.3.2	L'écologisme au quotidien ou la revalorisation du travail de la subsistance . . . . .	102
C.3.3	Leurs rapports aux féminismes . . . . .	104
C.4	Transmission de la lutte ou échange avec les nouvelles générations ? . . . . .	106
	<b>Conclusion</b>	<b>109</b>
	<b>Annexes</b>	<b>112</b>
	<b>Bibliographie</b>	<b>114</b>

# Introduction

## A Planter le décor

Nous sommes le 11 avril 2021, et j’accompagne dans leur sortie dominicale Sylvie et Olivier<sup>1</sup>, deux militant·e·s<sup>2</sup> antinucléaires qui m’hébergent pour la troisième fois cette année dans leur maison du Nord-Cotentin. Après avoir longé les champs, les élevages de vaches et de brebis, les quelques primevères qui témoignent de l’arrivée du printemps, après avoir traversé les quelques communes sur le chemin dont les maisons sont construites en schiste brun, une pierre grise-ocre, nous arrivons sur les landes. Elles sont encore rouges, leur couleur de l’hiver. Nous apercevons quelques ajoncs, ces arbustes aux fleurs jaunes caractéristiques de la Hague. Leur odeur est très reconnaissable, et apporte une touche tropicale dans ce pays au « temps irlandais » : elles sentent la noix de coco.

Nous nous garons au niveau des Dunes de Biville, sur la côte ouest du Nord-Cotentin, au sud de la Hague. Le paysage contraste nettement avec celui que nous venons de traverser puisqu’il est composé de sable et de mousses. Sur les dunes près du parking poussent des oyats, herbes hautes jaunes pâles et vertes, qui offrent un spectacle magnifique : en vibrant avec le vent, elles brillent et semblent s’animer. Nous franchissons la dune qui nous sépare de la Manche. Nous nous arrêtons pour regarder la grande étendue de sable fin, avec les quelques rangées de galets disposés par la marée, qui n’étaient pas là la semaine dernière d’après Sylvie et Olivier. Il et elle me font remarquer que d’une heure, d’une semaine, d’un mois ou d’une année à l’autre, grâce au travail des marées et du vent, « *le paysage change tout le temps, on s’en lasse pas* ». Un autre témoin de ce phénomène : les blockhaus, construits par les Allemands pendant la Seconde Guerre Mondiale comme poste d’observation sur les dunes, se retrouvent actuellement sur la plage, et sont décorés par des graffitis. En levant la tête pour regarder les va-et-vient de la mer, on devine au loin les îles anglo-normandes, de gauche à droite : Jersey, Guernesey et Aurigny. La vue est très dégagée grâce au beau temps, c’est la première fois que j’ai une vision aussi limpide des environs.

Lorsqu’on tourne la tête vers la droite, on voit la Hague, et plus loin, sous l’ombre des nuages,

---

1. Les prénoms sont anonymisés.

2. J’ai choisi d’écrire ce texte en écriture inclusive et selon la règle de l’accord de proximité.

le Nez de Jobourg. Une installation nucléaire se démarque du relief : c'est l'Usine. Entrée en service en 1966, elle retraite des combustibles nucléaires des centrales françaises, européennes et japonaises, c'est-à-dire qu'elle sépare les éléments radioactifs « réutilisables » de ceux qui ne le sont pas, et qui doivent donc être stockés. Je me souviens de ma première visite, où, avec Louise, la fille de Sylvie et Olivier, nous avons longé l'Usine sur ses 2,5 kilomètres de long, ce qui est proportionnellement très grand par rapport aux dimensions de la Hague, en suivant une route à la taille disproportionnée pour celle de la presqu'île. Il y avait un tel brouillard qu'on apercevait à peine ce qui se cachait derrière les grilles blanches de sécurité couronnées de barbelés, devant lesquelles les Mères en colère, le sujet de mon mémoire, avaient jadis manifesté. On avait fini par apercevoir les bâtiments qui s'apparentaient à d'énormes conteneurs de couleur grise, bleue ou orange, avec quelques cheminées grandes et fines. Louise m'avait même fait remarquer qu'un des édifices lui rappelait son collège construit dans les années 1960-1970. J'avais enfin compris comment il était possible de faire abstraction de la radioactivité dans la région<sup>3</sup> : l'Usine ressemblait à n'importe quelle autre installation industrielle. Il est facile d'oublier que les cheminées rejettent des effluents radioactifs gazeux dans l'atmosphère. Juste à côté se trouve le centre de stockage de l'Andra<sup>4</sup>, implanté en 1969. Jusqu'en 1994, il a accueilli des déchets faiblement et moyennement radioactifs, et est accusé de contaminer la nappe phréatique située en dessous. La baie qui se situe juste au sud de l'Usine, que l'on peut observer depuis la plage de Biville, se nomme l'Anse des Moulinets. On y trouve le début d'une canalisation longue de 5 kilomètres qui part de l'Usine de la Hague et qui rejette légalement des effluents radioactifs et chimiques en mer, ce qui est évidemment source de pollution, notamment sur les plages et dans les espèces marines. Encore aujourd'hui, une partie importante de la population locale ignore sa présence. Se trouve également la maison d'hôtes Le Moulinet, utilisée pour des dîners d'affaires ou des réunions par les cadres de la filière nucléaire, alors qu'aucun autre bâtiment n'a le droit d'être construit sur les côtes. La zone est parsemée de pancartes rouges, où est écrit en blanc : « Zone nucléaire à accès réglementé. Accès interdit sans autorisation ». C'est le seul véritable indice de la présence d'une activité nucléaire.

Si on détourne le regard vers la gauche, on aperçoit la centrale de Flamanville, qui s'étend sur le cap du même nom. Comme elle est refroidie par la mer, elle n'est pas composée de tours de refroidissement blanches que l'on se représente habituellement au niveau des centrales nucléaires. Malgré les dix ans de retard sur le calendrier initial, de nouvelles constructions liées à l'EPR<sup>5</sup> fleurissent au fil des années, notamment un grand dôme et trois bâtiments blancs, visibles depuis notre poste d'observation. Le projet d'EPR, qui devrait être mis en route fin 2022, a pour but d'ajouter un réacteur aux deux déjà existants à Flamanville construits entre

---

3. J'avais lu l'ouvrage ethnographique de Françoise Zonabend, *La presqu'île au nucléaire* (2014) avant ma première visite de la Hague, ce qui a orienté mes observations et mes perceptions.

4. Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

5. Réacteur pressurisé européen.

1978 et 1984. La centrale se prolonge sur les terres par une ligne électrique à très haute tension, et sur les eaux par les anciennes installations qui datent de l'époque où le site industriel était une mine de fer sous-marine. Olivier me dit que c'est une des raisons pour laquelle la centrale a été acceptée : elle s'inscrivait dans la continuité de cette activité minière. Près de cette centrale, le Crilan, Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire, a déposé une stèle dédiée « aux irradiés inconnus ». Devant cette omniprésence du nucléaire, je repense à la phrase que m'a dite Nathan, le frère de Louise, lors de mon deuxième séjour : « *La lutte contre le nucléaire, tu l'as perdue à partir du moment où il s'implante sur le territoire. Après, c'est trop tard, la pollution est là pour rester* ».

« *La centrale est beaucoup plus moche que l'Usine, mais l'Usine est pire en termes de pollution* », m'informe Olivier. Les données de l'ACRO montrent bien cette radioactivité artificielle, qui est présente en plus grande quantité au niveau de la baie d'Ecalgrain<sup>6</sup>, à l'ouest de l'Usine, acheminée par les vents et les courants marins. Le nucléaire pourrit la Hague, ses rivages, ses paysages variés et la santé de ses occupant·e·s. Cependant, la pollution nucléaire est invisible, d'autant plus quand on ne veut pas la voir. Avant d'observer de mes propres yeux les installations nucléaires et les paysages de la Hague, je ne comprenais pas comment les habitant·e·s pouvaient ignorer la radioactivité dans leur environnement. Maintenant, je peux le concevoir. Ce ne serait pas pareil si les rejets marins étaient d'une couleur douteuse et les rejets aériens d'une odeur nauséabonde. Mais non, la mer est d'un bleu magnifique et l'air est bien frais. Il est facile d'ignorer l'omniprésence du nucléaire et de fermer les yeux sur sa dangerosité pour la santé, et il est même peut-être nécessaire de le faire pour vivre, pour travailler, pour avoir des relations sociales dans la région, pour manger des poissons et des crustacés. L'oubli et le silence est une option que beaucoup choisissent.

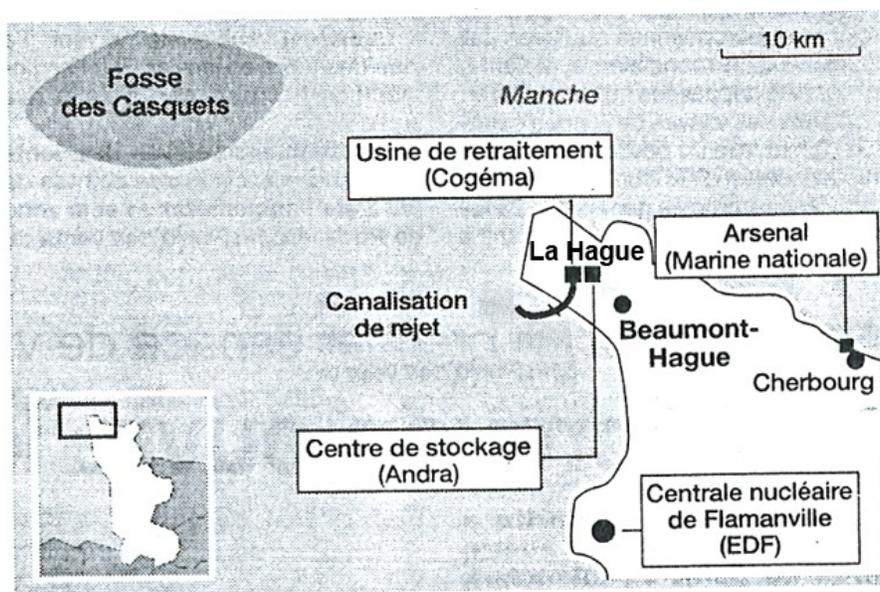
Cet aspect tabou du nucléaire, notamment dû au fait que c'est le premier employeur du Nord-Cotentin et que ses retombées économiques sur les communes sont considérables, a été étudié en détail dans l'ouvrage publié pour la première fois en 1989 de l'anthropologue Françoise Zonabend *La presque-île au nucléaire* (2014), dont le titre résume la réalité de la presque-île de la Hague, ce « bout du monde » situé au Nord-Ouest du Cotentin. Cette étude ethnologique a brisé l'omerta sur la peur du risque nucléaire des travailleurs et de la population locale, et a mis en lumière des techniques pour vivre avec le risque, par exemple en l'ignorant ou en essayant de le défier. Suite à sa publication, Zonabend a reçu des réactions violentes de la part des Haguais·es et devint *persona non grata* dans la région. Le décor est planté.

Pourquoi commencer par décrire mes perceptions des paysages et de l'état d'esprit de la population du Nord-Cotentin alors que j'étudie un collectif militant, les Mères en colère ? En

---

6. Voir les profils de contamination des côtes de la Manche sur le site de l'ACRO : <https://www.acro.eu.org/resultats/>.

séjournant dans le Nord-Cotentin pour m’entretenir avec les femmes qui constituaient le collectif des Mères en colère, je me suis vite rendue à l’évidence que ce n’est pas seulement les témoignages de ces femmes que je suis venue chercher, mais également l’atmosphère de cette région, la plus nucléarisée d’Europe. Nous l’avons vu, elle abrite l’Usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, un centre de stockage de l’Andra et la centrale de Flamanville sur un territoire très restreint (voir figure 1). Mes séjours m’ont alors permis de m’imprégner de cette présence du nucléaire, ignorée par la majorité de la population locale, et de l’attachement au territoire que ressentent les habitant-e-s, qui peut être à l’origine de la lutte antinucléaire. Cet ancrage territorial que j’ai saisi intellectuellement et émotionnellement ne m’était pas familier. En effet, en tant que Parisienne depuis toujours, je ne vis pas au quotidien à proximité de sites nucléaires et je n’éprouve pas une volonté particulière à préserver mon lieu de vie. Ainsi, ma perception des enjeux est empreinte des observations et des entretiens que j’ai réalisés durant mes trois week-ends dans le Nord-Cotentin (en janvier, mars et avril 2021), ainsi que des discussions que j’ai eues avec Sylvie et Olivier, originaires de la Hague et antinucléaires. Décrire mes sensations et observations, socles de mes réflexions, permet alors à mes lecteur·ices de s’imprégner de cette atmosphère particulière avant de découvrir les Mères en colère et la lecture que j’en ai faite.



**Figure 1 – Sites nucléaires du Nord-Cotentin.** D’après *Ouest France*, 12 mars 1997, « La marée basse découvre la radioactivité », Jean-Pierre Buisson.

## B Les Mères en colère : un mouvement de femmes anti-nucléaires en France

Le collectif des Mères en colère a été créé en janvier 1997, à la suite d'une étude de Jean-François Viel (1997) qui met en lumière des facteurs de risque dans le développement de leucémies chez les enfants, et qui a donné lieu à une importante controverse scientifique et médiatique. Les Mères en colère ont milité pour qu'une information objective, transparente et indépendante à propos du nucléaire et de ses conséquences sur la santé soit fournie aux citoyen·ne·s. L'environnement est ici envisagé sous l'angle de la santé publique : une pollution toxique, parce qu'elle se situe dans leur milieu de vie, peut avoir potentiellement des impacts négatifs sur leur santé et celle de leurs enfants. Ce collectif a été très actif dans la surveillance du risque radioactif dans le Nord-Cotentin. Il ne se revendiquait pas antinucléaire et n'était pas une association de mères d'enfants malades. Il a rapidement regroupé une quarantaine de membres, toutes habitant la région : des militantes antinucléaires ou écologistes s'associaient avec des épouses d'employés de l'usine de la Hague, non politisées au préalable (Topçu, 2010). N'ayant rencontré que des femmes faisant partie du collectif des Mères en colère qui se considéraient comme antinucléaires, je me permettrai pour mon mémoire d'inclure cette mobilisation dans le mouvement antinucléaire, même si, officiellement<sup>7</sup>, elle n'en fait pas partie.

La mobilisation des Mère en colère s'inscrit dans la lignée des collectifs de femmes qui ont combattu le nucléaire en France depuis les années 1960. Nous pouvons par exemple citer les « Guêpes de Fessenheim », trois femmes qui s'opposaient non seulement à la construction de la centrale de Fesseinhem à la fin des années 1960, mais aussi à l'énergie nucléaire en général, et qui s'attachaient à informer les citoyen·ne·s à travers des conférences, des débats publics et des publications de brochures<sup>8</sup>. Les déclarations des Guêpes rappellent celles des écoféministes anglo-saxonnes lorsque l'une d'elle parle d'« appel à la révolte justifiée des femmes, des mères de famille qui veulent que leurs enfants et leurs petits-enfants puissent vivre. Il s'agit de ça. En fait, il s'agit de la vie. [...] Ce n'est pas un progrès que d'attenter à la vie. »<sup>9</sup> Elles mettaient en avant leur position de mères de famille et de femmes, qu'elles considéraient à la fois comme leur « force » puisqu'elles estimaient être très écoutée des médias et avoir un poids important dans la contestation précisément parce qu'elles étaient des femmes, mais aussi comme leur « faiblesse » puisqu'elles pouvaient parfois pâtir d'un manque de crédibilité dans une société où le discours scientifique et politique restait (et reste) encore majoritairement porté par des hommes. Un

---

7. C'est-à-dire dans les discours publics tenus par le collectif.

8. *Rue89 Strasbourg*, 30 mars 2018, « Les femmes de Fessenheim », premières opposantes à la centrale dès sa construction », Guillaume Krempf.

9. Reportage « Les femmes de Fessenheim » (Alsace Panorama, archive INA, 1971, <https://www.ina.fr/video/R18081202>).

autre exemple de cette mobilisation antinucléaire spécifiquement féminine en France sont les Femmes de Plogoff (Conon et Laurent, 1981), qui ont joué un rôle majeur dans la lutte victorieuse contre le projet de centrale nucléaire dans cette commune bretonne. En effet, la plupart étant femmes de marin, elles étaient souvent seules à s’occuper du foyer et du village, et donc présentes activement lorsqu’il s’agissait de le protéger, notamment en faisant pression quotidiennement devant les gardes mobiles pendant les six semaines de l’enquête publique. Aujourd’hui, la lutte féministe et antinucléaire française est portée par le collectif des Bombes Atomiques qui lutte contre Cigéo, projet d’enfouissement des déchets nucléaires à Bure, et a notamment organisé des week-ends militants en 2019-2020. Ainsi, il me semble crucial d’étudier l’héritage des mobilisations féminines/stes et antinucléaires, à travers mon travail sur les Mères en colère, en vue de contribuer à une littérature encore émergente sur le sujet (Guérin, 2019).

J’ai choisi de m’intéresser au territoire français dans la mesure où celui-ci est très nucléarisé – avec un parc nucléaire vieillissant – et dispose d’armes nucléaires, malgré 70 ans de mobilisations antinucléaires (Touraine *et al.*, 1980; Wittner, 2009; Topçu, 2013b,a; Zonabend, 2014). Ce mémoire est écrit dans un contexte particulier concernant l’histoire du nucléaire et de ses contestations, à l’international et en France. Tout d’abord, en 2021, nous avons fêté les tristes anniversaires des 10 ans de la catastrophe de Fukushima, et les 35 ans de celle de Tchernobyl, les deux plus graves accidents nucléaires planétaires. Ensuite, deux révélations ont été faites cette année à propos des impacts du nucléaire français à l’échelle mondiale. En février, l’Association pour le contrôle de la Radioactivité dans l’Ouest (ACRO) a mis en évidence que « les poussières en provenance du Sahara, [qui] survolent l’Europe [...] contiennent des résidus de pollution radioactive datant des essais de la bombe atomique pratiqués par la France dans les années 60 » et nous revient « comme un boomerang »<sup>10</sup>. En mars, Philippe et Stadius (2021) démontraient comment l’État français a menti et minimisé les impacts sanitaires et environnementaux des 193 essais nucléaires sur les atolls de Mururoa et Fangataufa en Polynésie. En outre, les mouvements antinucléaires français subissent de plein fouet leur surveillance massive par l’État (Lindgaard et Barbier, 2020), et leur vieillissement, face auquel certain·e·s appellent à leur réinvention<sup>11</sup>.

Je propose alors de revisiter les luttes antinucléaires à l’aune de la place que les femmes y ont occupé afin de visibiliser leurs manières d’agir spécifiques. En effet, elles y sont parfois invisibilisées, probablement par la division sexuelle du travail militant du fait qu’elles restaient souvent dans l’ombre des mobilisations, par rapport aux hommes qui occupaient des positions de pouvoir (Thorne, 1975; Engels, 2002). Elles pouvaient par exemple se charger de tâches

---

10. « Nuage de sable du Sahara : une pollution radioactive qui revient comme un boomerang », disponible sur le site de l’ACRO : <https://www.acro.eu.org/nuage-de-sable-du-sahara-une-pollution-radioactive-qui-revient-comme-un-boomerang/>.

11. *Reporterre*, 11 décembre 2017, « Le mouvement antinucléaire est trop vieux, il doit se réinventer », Gaspard d’Allens.

d'organisation, ce que Thorne (1975) a nommé « *shitwork* », ou accomplir des rôles de *care* (soin) comme s'occuper des enfants pendant les réunions. Cependant, elles furent parfois des éléments moteurs des luttes, bien que la mémoire de celles-ci se concentre quasi-systématiquement sur les figures masculines. Je souhaite donc mener ma recherche dans un objectif de revalorisation des luttes des femmes.

## C Un héritage écoféministe en France ?

L'histoire des luttes féminines et antinucléaires françaises fait écho à des mobilisations environnementales de femmes à travers le monde, qu'elles soient antinucléaire, contre les déchets toxiques ou écoféministes. Je pense notamment aux mouvements antinucléaires et féministes des années 1980 aux États-Unis ou au Royaume-Uni en pleine Guerre Froide, lorsque la menace d'une guerre nucléaire était omniprésente. Deux actions sont particulièrement renommées : la *Women's Pentagon Action* et le camp des femmes de Greenham Common. Le 17 novembre 1980, deux mille femmes participèrent à la *Women's Pentagon Action* à Washington, où elles mirent en scène leurs émotions – la tristesse, la colère et la joie – avant de tisser des toiles de laines devant les portes du Pentagone (Zitouni, 2019; Hache, 2016). Elles déclamèrent ensuite leur déclaration d'unité écrite collectivement : « Nous nous rassemblons au Pentagone, ce 17 novembre car nous avons peur pour nos vies. Peur pour la vie de cette planète, notre terre, et pour la vie de nos enfants qui sont notre avenir humain [...] Nous sommes entre les mains d'hommes que le pouvoir et la richesse ont séparés non seulement de la réalité quotidienne mais aussi de l'imagination. Nous avons bien raison d'avoir peur. »<sup>12</sup>. De l'autre côté de l'Atlantique, commença en février 1982 le camp des femmes de Greenham Common, qui durera jusqu'en 2000. Grâce à cette occupation aux abords de cette base militaire anglaise et aux actions de désobéissance civile (blocage des entrées, des travaux...), elles se battaient pour la paix et contre le nucléaire, en particulier d'usage militaire. Elles montraient leur détermination idéologique avec légèreté et gaieté : au Nouvel An 1983, elles dansèrent en ronde sur des silos censés abriter la même année des missiles nucléaires états-uniens (Cook et Kirk, 2016). Ces deux actions phares ne sauraient mesurer la richesse de ces mouvements antinucléaires et féministes aux États-Unis ou au Royaume-Uni, mais également présents dans d'autres pays comme l'Australie, l'Italie, les Pays-Bas ou le Danemark. « Face à cette menace nucléaire et à la peur voire la terreur d'un avenir irradié comme à la détresse de léguer un monde en ruine, ces femmes ont résisté au désespoir à travers la joie et la puissance d'agir que procure l'action politique » écrit Hache (2016, p.14-15).

C'est à partir de ces actions concrètes que naquit l'écoféminisme, une vision politique du

---

12. Leur déclaration d'unité est disponible dans son intégralité ici : <http://www.wloe.org/women-s-pentagon-action.77.0.html>.

monde, qui met en lien historiquement et idéologiquement l'oppression des femmes et celle de la nature, en soulignant les racines communes dans la logique du capitalisme, du patriarcat et de la science moderne. Autrement dit, les femmes sont opprimées parce qu'associées à la nature et la nature est exploitée parce qu'associée à la féminité. Ainsi, les écoféministes se réapproprient (*reclaim*<sup>13</sup>) à la fois la nature *et* ce qui est habituellement attribué à la féminité ainsi que ce lien femme/nature, non pas comme outil de domination, mais comme objet de revendication et de lutte politique qui nous concerne tous·tes. Il s'agit alors de retourner cette association négative des femmes avec la nature pour recréer des liens avec le monde vivant dont nous faisons partie, se reconnecter à la terre grâce à un rapport sensible et de soin, de régénérer les espaces détruits et pollués (Hache, 2016). Une dimension majeure des mouvements écoféministes est leur approche « transformatrice » de la pratique politique, centrée sur « l'affirmation de la vie » : les activistes « postulaient le rôle central des femmes et des manières alternatives, joyeuses, bienveillantes, de pratiquer la politique afin de faire face à la destruction de l'humanité et de la planète » (Zitouni, 2019, p. 51-52). Elizabeth Carlassare (2016) résume : « La plupart des actions directes écoféministes visent à subvertir et à résister aux institutions politiques, aux structures économiques ainsi qu'aux activités quotidiennes qui vont à l'encontre des intérêts de la vie sur Terre. Une grande partie de l'écoféminisme théorique et académique cherche à identifier, critiquer et vaincre les cadres idéologiques et les modes de pensée dualiste et hiérarchique des valeurs qui approuvent la dégradation écologique et l'oppression des femmes. Plus encore, l'écoféminisme vise à produire des formes différentes, non dominantes, d'organisation sociale et d'interaction entre la nature et l'humain. »

L'écoféminisme est un terme englobant des mobilisations très différentes entre elles, puisqu'il s'applique aussi bien à des luttes antinucléaires et féministes des années 1980, au mouvement Chipko en Inde dans les années 1970, des femmes s'opposant à l'exploitation commerciale de leurs forêts en enlaçant les arbres. De plus, les mouvements écoféministes entretiennent des liens avec les mouvements de justice environnementale qui mettent en évidence que « les risques environnementaux, notamment de pollution industrielle, touchent [...] en premier lieu les populations les plus défavorisées et parmi elles, les populations de couleur » (Hache, 2016, p.45). Ce sont principalement des femmes qui s'engagent dans ces mobilisations, et ne se disent souvent ni écologistes ni féministes. Une des luttes emblématiques est celle de *Love Canal*, une banlieue de Niagara Falls aux États-Unis. Des mères de famille, inquiétées par des odeurs et des rejets pollués, ont réalisé des enquêtes épidémiologiques et ont remarqué que la majorité des enfants avaient des soucis de santé, ce qu'elles ont attribué à des décharges toxiques d'industriels enfouies secrètement (Brown et Ferguson, 1995; Newman, 2001).

---

13. *Reclaim* est difficilement traduisible en français, puisqu'« il signifie tout à la fois réhabiliter et se réapproprier quelque chose de détruit, de dévalorisé, et le modifier comme être modifié par cette réappropriation » (Hache, 2016, p. 23).

Qu'en est-il de l'écoféminisme en France ? Même si le terme « écoféminisme » est né en 1974 sous la plume d'une française, Françoise d'Eaubonne, le mouvement n'a pas eu la même ampleur que dans les pays anglo-saxons. Ce n'est pourtant pas faute d'engagement féminin anti-nucléaire ou anti-militariste en France (Cambourakis, 2019). Deux raisons peuvent expliquer l'absence de mouvements écoféministes français. La première raison m'a été offerte à la lecture de la préface de l'ouvrage *Des femmes contre des missiles* (Zitouni, 2016, p. 42), où est citée une correspondance épistolaire entre deux femmes anglaises. Elles s'interrogent sur l'absence de Françaises sur le camp de Greenham Common. L'une d'elles affirme : « les Françaises n'ont pas peur, elles ne croient pas que la guerre nucléaire soit imminente ; elles semblent faire confiance à leur ingénierie voire à leur gouvernement (de gauche). » Ainsi, les Françaises n'auraient pas ressenti une motivation suffisante pour créer leur mouvement de masse spécifique. La deuxième raison, peut-être la plus déterminante, est que les luttes féministes portées par des femmes ont eu très peu de liens avec les organisations écologistes en France (à l'exception faite de Françoise d'Eaubonne<sup>14</sup>). Pourtant, certains discours féministes théoriques affirment que le nucléaire civil ou militaire est la conséquence d'une société patriarcale portée par la domination et l'exploitation, et « l'évaluent comme un reflet des valeurs d'une société dominée par les mâles » (Nelkin, 1981, traduction).

Afin de mettre en lumière des luttes féminines et françaises qui pourraient participer d'un certain héritage de l'écoféminisme français, on peut émettre l'hypothèse qu'il ne faut donc pas se pencher vers les milieux féministes ou écologistes, mais vers des femmes ne se revendiquant pas nécessairement du féminisme ou de l'écologisme (Pruvost, 2019; Guérin, 2019). Le collectif des Mères en colère ne se revendiquait ni antinucléaire ni féministe et encore moins écoféministe. Il ne peut même pas être qualifié d'écoféministe sous la définition large d'Ariel Salleh (2016), qui considère qu'une personne est écoféministe pas seulement lorsqu'elle se définit comme telle, mais aussi lorsque ses « actions politiques défendent la thèse selon laquelle la domination de la nature et celle des femmes sont interconnectées », ce qui n'est pas le cas des actions des Mères en colère. Pourquoi donc chercher cet héritage écoféministe chez les Mères en colère ? Cependant, je souhaite montrer qu'il y a matière à faire dialoguer les mouvements écoféministes avec les actions, revendications et parcours militants des Mères en colère. Comme elles se battaient contre le nucléaire et mettaient en avant la maternité, ce qui peut être considéré comme deux piliers de l'écoféminisme, il m'a semblé intéressant d'explorer ce collectif à l'aune des similarités qu'elles pouvaient avoir avec les mouvements écoféministes.

Réfléchir sur le nucléaire, d'usage civil ou militaire, c'est d'abord envisager l'environnement sous l'angle de sa destruction, réelle ou potentielle. Les luttes locales contre des projets de

---

14. Elle a animé un atelier « Écologie et féminisme » dans le cadre du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) en 1972, ce qui deviendra une association en 1978.

nucléarisation du territoire ont été nombreuses par le passé et continuent d'exister en France, comme contre le projet Cigéo ou l'EPR de Flamanville. La potentialité destructrice du nucléaire – mémoire persistante des explosions atomiques de la Seconde guerre mondiale, et celle, plus récente, des accidents nucléaires de Tchernobyl et Fukushima –, mettant en péril l'habitat des populations locales, et donc leur survie, invite à considérer l'environnement de manière très pragmatique, en lien avec des problématiques de santé publique. C'est la raison pour laquelle les luttes antinucléaires, comme moyen d'accéder à l'écologie politique, m'ont paru être un lieu privilégié pour chercher une forme d'héritage écoféministe en France.

La question de la maternité semble s'être imposée pour nombre de militantes antinucléaires, qu'elles se considèrent féministes ou non. Souvent, la maternité devenait une porte d'entrée dans le militantisme et un accélérateur de prise de conscience pour les femmes activistes contre le nucléaire ou contre des déchets toxiques (Nelkin, 1981; Brown et Ferguson, 1995). Elles étaient portées par un questionnement sur leur fonction socio-historique de maintien de la vie humaine sur Terre à travers leur rôle de mère. Ainsi, les mères se sont mobilisées dans les luttes sociales et environnementales, et continuent à le faire y compris dans des contextes post-catastrophe (Barlett, 2011; Gonon, 2015; Kimura, 2016; Kasperski et Topçu, 2016; Ouassak, 2020). Néanmoins, celles-ci ne sont valorisées ni dans certains discours féministes où la maternité est vue comme une domination patriarcale et une aliénation (De Beauvoir, 1949)<sup>15</sup> ni dans le discours écologiste, où leurs actions sont parfois recalées au titre d'« écologie du quotidien » (Guérin, 2019). De ce fait, il me paraît pertinent d'axer ma recherche d'un héritage écoféministe dans des mobilisations de mères. Il ne s'agira pas d'essentialiser la maternité, au contraire, mais de la repolitiser en essayant de comprendre les rapports de force spécifiques aux expériences maternelles et les résistances qui y naissent (Ouassak, 2020).

Je souhaite donc participer à l'éclairage socio-historique du collectif des Mères en colère (Dauvin et Marie, 1997; Estades et Remy, 2003; Grandazzi, 2004; Topçu, 2010; Barbier, 2019) à partir d'une recherche d'un mouvement écoféministe « à la française », ou du moins de ponts à établir avec les mobilisations écoféministes à travers le monde. Bien évidemment, il n'est pas question d'accoler l'étiquette « écoféministe » aux Mères en colère, mais d'établir des liens entre ce collectif et les mouvements écoféministes, à la fois dans leurs ressemblances et dans leurs différences. Afin d'élargir mon propos, je m'intéresserai également à la comparaison avec ce que Barbara Epstein (1993) appelle les « activismes environnementaux de femmes », qui eux-mêmes entretiennent parfois des liens étroits avec l'écoféminisme sans en faire strictement partie. Il s'agira de composer avec « la réalité du terrain » et les études théoriques. Pour ce faire, j'interrogerai l'existence du collectif et des femmes qui le composaient. Quelles étaient les spécificités

---

15. Ce rejet de la maternité dans les mouvements féministes français peut aussi expliquer l'absence d'un mouvement écoféministe d'ampleur en France.

de leurs modes d'actions en tant que femmes et mères de famille ? Quelle en a été la réception dans un monde gouverné par les hommes à la fois dans l'industrie nucléaire et dans la lutte antinucléaire ? Ont-elles dû batailler pour la légitimité de leurs préoccupations maternelles face au monde technoscientifique (Kimura, 2016) ? Comment créaient-elles des espaces sans violence patriarcale ? Y débattaient-elles des liens entre militarisme, patriarcat et capitalisme ? Quelle était la place réservée aux émotions et à la politique « sensible », caractéristique de l'écoféminisme ? Mais aussi : quelles étaient les trajectoires des femmes de ce collectif, leurs représentations de ce qu'est résister au nucléaire et à ses externalités, leurs rapports à l'écologisme et au féminisme ? De quelles manières appréhendaient-elles les atteintes au corps et à l'environnement des industries polluées, et comment celles-ci se distinguaient-elles des formes d'évaluation scientifiques et/ou masculinistes de ces mêmes enjeux (Brown et Ferguson, 1995) ? Quelle importance avait la maternité dans leurs engagements ?

En suivant une progression quasiment chronologique, mon mémoire discutera, à différentes échelles, des potentielles alliances entre les Mères en colère et les mouvements écoféministes et autres « activismes environnementaux de femmes » (Epstein, 1993). D'abord, je m'intéresserai à leurs manières individuelles de vivre et de résister au nucléaire avant 1997, date de la création du collectif, pour interroger la pluralité des parcours qui alimenteront leur action collective (chapitre I). Ensuite, j'étudierai les Mères en colère à travers leurs actions, leurs revendications et leurs relations avec l'extérieur (chapitre II). Enfin, je tenterai de dépasser le cadre spatio-temporel (la France de la fin des années 1990) et de la mobilisation antinucléaire, pour établir des liens entre d'autres formes de mobilisations féminines à travers le monde, les époques et les motivations de l'action (chapitre III). Pour ce faire, j'analyserai entre autres les apports et limites de leur combat, dans le traitement de la controverse relative aux leucémies de la Hague, et plus généralement dans la lutte contre la nucléarisation des corps et des environnements, mais aussi les mobilisations ultérieures et en dehors des Mères en colère des femmes qui constituaient le collectif. Cet élargissement conceptuel – de l'individu, au collectif, à une plus grande portée spatio-temporelle et politique qui dépasse les Mères en colère – me semble bien représenter la spécificité des mouvements écoféministes qui partent de préoccupations individuelles pour s'unir en collectif en solidarité avec d'autres mobilisations (Nelkin, 1981; Cook et Kirk, 2016).

## **D Positionnement et méthodes**

Comment transcrire des événements que j'ai simplement lus ou que l'on m'a racontés, mais que je n'ai pas éprouvés moi-même ? Comment puis-je prétendre pouvoir rendre compte de parcours militants de personnes que je ne connais pas ? Comment puis-je prétendre pouvoir comprendre ce que cela signifie de vivre à côté de sites nucléaires ? Je vais tenter de le faire en

m'appuyant sur les méthodes pratiques et théoriques acquises cette année<sup>16</sup>, notamment grâce à la lecture de l'ouvrage méthodologique *Les ficelles du métier* de Becker (2002).

Pour rédiger ce mémoire, je m'appuie principalement sur des entretiens semi-directifs individuels (7) et collectifs (2) avec des femmes ayant composé le collectif des Mères en colère. En effet, comme je ne peux pas réaliser des observations ethnographiques pendant la période active des Mères en colère, j'ai accès à son histoire et aux parcours des femmes qui le composaient grâce à l'histoire orale. Cette méthode se base en grande partie sur la confiance réciproque entre le ou la chercheur·se et les enquêté·e·s. Elles se sont donc livrées sur des événements parfois anciens – le collectif des Mères en colère a plus de vingt ans – qui me parviennent parfois altérés, recomposés, reformulés par le temps et le recul. Cependant, comme certaines me l'ont fait judicieusement remarquer, leur réalité est similaire à celle qu'elle était à la création du collectif car le nucléaire et ses répercussions sont toujours d'actualité et elles habitent toujours dans la région. De plus, pour les deux entretiens collectifs que j'ai menés, ce sont dans les deux cas les groupes d'ex-Mères en colère qui souhaitaient être interrogés conjointement. Cela leur permettait de rafraîchir leur mémoire collectivement, et peut-être qu'elles se sentaient plus légitimes à parler du collectif à plusieurs. Lors de ces deux entretiens, je leur ai proposé de les rencontrer individuellement par la suite, pour qu'elles puissent me raconter leur parcours de vie en lien avec les Mères en colère et le nucléaire, et la majorité a accepté. Pour d'autres, je les ai directement rencontrées individuellement. Les entretiens individuels et collectifs m'ont permis de faire ressurgir la pluralité des voix présentes à un moment donné dans le collectif des Mères en colère. Les discussions informelles avec mes hôtes et les visites des lieux ont également été déterminantes pour mon travail. Concernant les sources écrites, je me base sur des archives de ce collectif (communiqués de presse, tract, pétition, correspondances, etc.), et d'une étude de la presse, principalement de l'année 1997. Ces archives personnelles m'ont été gracieusement prêtées par deux des femmes interrogées et par mes hôtes.

Concernant ma posture méthodologique, je m'inspire des travaux de Donna Haraway (1988) sur les savoirs situés, qui émanent de l'épistémologie féministe. Elle établit ce concept en réaction à la conception dominante de l'objectivité scientifique et du relativisme. Haraway imagine alors une objectivité qui prend en compte la situation de la personne qui produit de la connaissance, c'est-à-dire la position d'où parle et d'où voit le ou la chercheur·se, en s'interrogeant sur les limites de sa vision et des relations de pouvoir dans laquelle il ou elle est pris·e. Autrement dit, l'observateur·ice doit incarner le savoir en faisant preuve d'esprit critique, plutôt que de se rendre invisible. Je ne peux pas me détacher de ma position de femme, d'écoféministe et d'antinucléaire, et c'est grâce à elle que je construis ma réflexion, et que j'ai probablement obtenu la confiance

---

16. Effectivement, c'est ma première année d'étude en sciences sociales, puisque j'ai fait toutes mes études jusqu'à cette année en sciences physiques.

des femmes interrogées, puisqu'elles pouvaient être sûres que je n'allais pas utiliser leurs propos contre elles. De plus, cette position, ou plutôt ce point de départ, m'amènera à visibiliser des manières atypiques de lutter et parfois discréditées, de rapporter la parole de personnes parfois peu considérées dans le monde académique et de donner de la place aux émotions et ressentis. Ceci ne me semble pas contradictoire avec une rigueur académique nécessaire à toute recherche.

D'autre part, j'ai souhaité m'intéresser à la question de l'écoféminisme à travers l'étude d'une lutte spécifique plutôt que par une réflexion uniquement intellectuelle et théorique pour essayer de ne pas faire de l'écoféminisme une abstraction coupée de tout lien avec son histoire de mobilisations concrètes (Hache, 2016). Dans les années 1990, l'académie a critiqué certains courants de l'écoféminisme pour tenter de le rendre compatible avec une étude universitaire et n'a pas tenté d'adapter l'académie pour laisser place à la complexité de l'écoféminisme (Cook, 2016). J'espère donc ne pas tomber dans cet écueil et de ne pas participer à la réduction de l'écoféminisme à un seul discours académique, qui peut amener à la fin de sa puissance politique (Mies et Shiva, 1999).

Enfin, un des objectifs primordiaux de mon mémoire sera de respecter le positionnement éthique que je me suis fixé : ne pas dénaturer les propos des femmes interrogées. Ainsi, les interprétations des données collectées pour mon mémoire, c'est-à-dire des entretiens et des archives militantes, n'iront pas à l'encontre des intentions de recherche que j'ai présentées lors de la prise de contact et après. Par ailleurs, les sciences sociales ont parfois été mises au service de l'industrie nucléaire pour comprendre les contestations antinucléaires « mais aussi, et surtout, d'agir pour bloquer ou prévenir toute action susceptible de retarder la construction des centrales. [...] Elles doivent permettre d'amener le public à agir de manière non pas "émotionnelle" (i.e. avec la peur des radiations et des cancers) mais "raisonnable". Elles doivent œuvrer à la fabrique d'individus capables de raisonner non seulement pour l'intérêt général (i.e. "l'indépendance énergétique de la France"), mais aussi selon une logique coût-bénéfice, en particulier en ce qui concerne l'impact des centrales nucléaires en fonctionnement normal. » (Topçu, 2010). Évidemment, je ne souhaite pas participer à cette utilisation qui me semble abusive des sciences sociales puisque je ne mène pas mon enquête dans un désir de manipulation. De la même façon, j'essaie de m'éloigner de la recherche dite « extractiviste », c'est-à-dire une recherche qui accapare les informations données par les enquêté·e·s sans jamais leur rendre quelque chose en échange. À défaut d'avoir pu co-construire sur la durée ma recherche avec elles, j'ai par exemple proposé aux femmes interrogées de lire mon mémoire et je leur ai fait part de mon ouverture à toutes remarques et critiques.

# Chapitre I

## Des femmes qui vivent et résistent au nucléaire dans le Nord-Cotentin

« Empoisonnée par la radiation ou non, elle reste ma patrie. À aucun autre endroit, on n'a besoin de nous. Même l'oiseau aime son nid... »

---

Témoignage d'un-e habitant-e d'un village à une cinquantaine de kilomètres de la centrale de Tchernobyl, cité dans *La supplication* de Svetlana Alexievitch (1999).

Dans le tableau page 22 se trouvent toutes les informations utiles quant aux femmes interrogées et les entretiens que j'ai menés avec elles. Tous les prénoms ont été anonymisés pour permettre la diffusion du mémoire sans mettre en danger les femmes qui m'ont accordé leur confiance, et respecter l'accord que nous avons passé.

Le premier entretien collectif que j'ai effectué était avec Mireille, Sylvie et Carole, et le deuxième avec Laurence, Sandrine et Agnès, où nous avons majoritairement abordé des questions liées au collectif pendant 2 heures à chaque fois. J'ai ensuite réalisé des entretiens individuels avec quatre d'entre elles et trois autres femmes afin de recueillir des témoignages plus individualisés sur leurs expériences aux Mères en colère, et leurs manières de vivre et de lutter contre le nucléaire en général. Ces entretiens ont duré entre 50 minutes et 2 heures.

Les femmes que j'ai interrogées sont toutes nées au début des années 1960. Ainsi, celles qui sont originaires de la région l'ont vu se nucléariser au fur et à mesure. Toutes habitent encore dans la région, soit près de la Hague, sur la côte ouest, soit dans le Val de Saire, sur la côte nord. En 1997, toutes les femmes avaient deux ou trois enfants entre 0 et 9 ans, sauf Agnès qui n'a pas d'enfants. Leurs niveaux d'engagement au sein du collectif des Mères en colère est très hétérogène : certaines ne s'y sont pas beaucoup impliquées, certaines se sont investies uniquement sur l'année 1997, et d'autres jusqu'à la dissolution du collectif.

	<b>Mireille</b>	<b>Sylvie</b>	<b>Carole</b>
Date de naissance	1962	1961	1964
Arrivée dans la région	Est née à Flamanville	Est née à Beaumont	Est née à Flamanville
Métier	Institutrice en maternelle	Assistance sociale	Professeure d'histoire-géographie au collège
Date de naissance des enfants	1988, 1992	1993, 1996	1990, 1995
Durée et date de l'entretien collectif	2h (30/01/2021)		
Durée et date de l'entretien individuel	2h (15/03/2021)	1h40 (14/03/2021)	1h15 (09/04/2021)

	<b>Laurence</b>	<b>Sandrine</b>	<b>Agnès</b>
Date de naissance	1964	1963	?
Arrivée dans la région	Arrivée il y a 30 ans	Originaire de la région	?
Métier	Professeure d'EPS au collège puis au lycée	En 1997 : restauratrice	Infirmière
Date de naissance des enfants	1993, 1996, 1997	1992, 1994, 1996	Pas d'enfants
Durée et date de l'entretien collectif	2h (13/03/2021)		
Durée et date de l'entretien individuel	1h20 (06/05/2021, par téléphone)	Non réalisé	Non réalisé

	<b>Martine</b>	<b>Valérie</b>	<b>Hélène</b>
Date de naissance	1962	1963	1964
Arrivée dans la région	Née dans le Val de Saire	Arrivée en 1983, sa famille est originaire de la région	Arrivée il y a 30 ans
Métier	En 1997 : mère au foyer. Actuellement : éducatrice spécialisée auprès d'adultes handicapés	Travaille à la Chambre de commerce (apprentissage)	Infirmière libérale et réflexologue
Date de naissance des enfants	1992, 1993, 2000	1992, 1996	1991, 1993, 1996
Durée et date de l'entretien individuel	50 mn (10/04/2021, par téléphone)	1h15 (10/04/2021)	1h (17/05/2021, par téléphone)

**Tableau I.1** – Informations personnelles et sur les entretiens menés avec les ex-membres du collectif des Mères en colère.

Dans ce premier chapitre, je décrirai la manière dont ces femmes vivaient le nucléaire et y résistaient avant leur engagement aux Mères en colère, dans le but de saisir comment leurs perceptions de l’atmosphère du Nord-Cotentin vis-à-vis du nucléaire et leurs militantismes politiques précédents les ont menées à créer le collectif des Mères en colère. Certaines réflexions et événements qu’elles m’ont raconté se sont déroulés pendant ou après leur participation au collectif, mais il me paraissait tout de même pertinent de les inclure ici puisqu’ils éclairent les conditions de formation des Mères en colère. Ainsi, leurs parcours individuels, comme militantes et habitantes du Nord-Cotentin, nourriront mon analyse comme ils ont nourri le collectif. Ce premier chapitre se base principalement sur les entretiens individuels, que je n’ai malheureusement pas pu mener avec Sandrine et Agnès.

## A Habiter dans *un pays* nucléarisé

Qu’elles soient nées dans le Nord-Cotentin, comme Mireille, Sylvie, Carole ou Martine, ou bien qu’elles s’y soient installées plus tard, comme Laurence, Valérie ou Hélène, toutes les femmes avec lesquelles je me suis entretenue savent ce que signifie vivre à côté d’installations nucléaires, et ce, avant la création des Mères en colère. Leurs façons de percevoir le nucléaire ont construit et alimenté leurs engagements. Ces perceptions, loin d’être figées, ont continué d’évoluer après la dissolution du collectif, mais ce qui en transparaît dans leurs discours révèle des ressentis et des préoccupations sur leur manière de vivre avec le nucléaire qui me semblent pertinentes pour cerner les origines d’un mouvement citoyen comme les Mères en colère.

### A.1 La double dépossession du nucléaire

Commençons par décrire brièvement ce que peut signifier la présence d’installations nucléaires à côté de chez soi. Une conséquence directe de la nucléarisation de la région est la présence imposante de l’Usine de retraitement des déchets qui défigure la Hague et qui peut susciter des inquiétudes. Ici, je vais me concentrer sur ce cas car il illustre parfaitement les attitudes que peuvent avoir la population locale face à un site nucléaire. Hélène, qui vit dans la Hague, explique ce qu’elle ressent lorsqu’elle passe auprès : « *Ça donne un peu des frissons, de voir tous ces grillages, tous ces barbelés, on se dit "si c’est aussi bien protégé, c’est que ça peut présenter des risques" [...] c’est pas très joli en plus, dans ce paysage qui est magnifique, ça fait un peu une verrue quoi* ». Alors, comment habiter concrètement sur les mêmes terres que le nucléaire ? Hélène fournit quelques réponses :

« C’est vrai que quand on se promène, on évite d’aller là où on voit l’Usine, ça c’est certain. On va plutôt se promener sur les sentiers des Douaniers qui sont en contre-bas, qui nous cachent l’Usine. Si on devait changer de lieu d’habitation, on

choisirait certainement pas un lieu qui nous ferait voir l'Usine. On a pas envie de la voir, on a envie de l'oublier. On a envie de l'oublier parce qu'elle nous inquiète. »

Zonabend nomme ce comportement d'évitement la « cécité paysagère », qui permet aux Haguais-es d'oublier l'existence de l'Usine et leurs craintes : si on ne peut pas voir l'Usine, alors elle n'existe pas, et ses dangers non plus. Mais l'industrie nucléaire ne s'arrête pas à ses installations, puisque celles-ci rejettent des effluents liquides dans la mer, et gazeux dans l'atmosphère, auxquels les femmes interrogées essaient d'échapper. Par exemple, certains lieux de baignade sont évités comme la Baie d'Ecalgrain, qui présente des taux très élevés de radioactivité artificielle. Mais cela peut-être plus subtil, comme Sylvie qui regarde la direction des vents pour choisir un lieu de balade, et peut décider de ne pas aller quelque part « *car le vent ramène la saleté de ce côté-là* ». « *C'est notre manière d'agencer notre vie avec cette réalité-là* » résume-t-elle<sup>1</sup>.

L'Usine ne prend pas une place considérable seulement physiquement mais aussi dans les mentalités, par l'usurpation du nom de la Hague (Zonabend, 2014), ce qui m'a été décrit par Sylvie, qui est née dans la Hague. Il est « *insoutenable* » pour elle que l'Usine soit connue sous le nom de « la Hague », car, en s'appropriant le nom de son *pays* d'enfance, l'Usine lui vole une partie de son identité. De la même manière, Sylvie avait « *vraiment l'impression d'être dépossédée* » lorsque « *l'Andra s'est ouvert pendant le week-end des journées du patrimoine. Ils disent : 'ça fait partie de la mémoire'. La poubelle ! Ils banalisent complètement.* ». Zonabend (2014) explique que « la poubelle » est le surnom donné à l'Usine par les écologistes, puis repris par les journalistes, même si les habitant-e-s de la Hague n'emploient habituellement pas cette expression si péjorative pour la qualifier.

Ainsi, les installations nucléaires dépouillent les habitant-e-s du Nord-Cotentin doublement : matériellement par leur occupation du territoire – à la fois les sites industriels et les zones polluées –, et plus symboliquement par l'occupation des imaginaires.

## **A.2 Le tabou sur le nucléaire dans la région : conséquence sociale des avantages économiques**

A chaque entretien, les femmes m'ont toutes rappelé l'omerta dans la région face au nucléaire, ce que j'avais pu lire dans l'ouvrage de Zonabend (2014). En effet, le nucléaire est le premier employeur du Nord-Cotentin, donc les habitant-e-s soit travaillent directement dans ce secteur, soit connaissent quelqu'un-e y travaillant à travers leurs relations familiales ou amicales. De plus, les retombées économiques de cette industrie sur les communes sont considérables, notamment concernant la construction d'infrastructures. Autrement dit, « *on vit à la campagne avec tous*

---

1. J'aborderai davantage les changements de mode de vie liées à la présence de radioactivité dans l'environnement dans le Chapitre II.

*les avantages de la ville en matière d'activités sportives et culturelles* »<sup>2</sup>. C'est la raison pour laquelle le nucléaire est très peu critiqué dans la région. Les femmes avec lesquelles je me suis entretenue n'hésitent pas, quant à elles, à souligner le lien entre richesse des communes et silence au sujet du nucléaire

« C'est là qu'est la manne financière, on le sait bien, soixante-dix pour cent du budget du département provient du nucléaire<sup>3</sup>, donc évidemment les élus, les journaux sont un peu nourris comme ça. Ça permet aux élus de faire des choses dans leur commune et de se faire réélire. » (Mireille, née à Flamanville).

« "Regardez tous les avantages qu'il y a avec le nucléaire", les élus ils se sont fait acheter. Sur les Pieux, qui était une commune moyenne, c'est terrain de foot, salle des fêtes, boulodrome, théâtre, piscine... » (Valérie, arrivée dans la région il y a presque 40 ans).

« C'est vrai qu'on est gâté, mais à quel prix ? Pourquoi est-ce qu'ils nous achètent comme ça ? Je sais bien qu'il y a des retombées économiques, les gens n'osent pas dire vraiment ce qu'ils pensent parce qu'il y a des intérêts qui sont en jeu » (Hélène, qui habite dans la Hague).

Par leurs témoignages, elles montrent comment la richesse apportée par le nucléaire crée un tabou sur le nucléaire et sur ses dangers, que la plupart des habitant·e·s ignorent consciemment ou inconsciemment (Zonabend, 2014). Pour Valérie, ce tabou arrange bien l'industrie nucléaire :

« Il y en a beaucoup qui cherchent pas, ça c'est vrai aussi. Ils [les dirigeants de l'industrie nucléaire] utilisent ça, ils savent bien qu'il y a une majorité de la population qui va pas chercher, une partie évidemment, qui va avoir sa richesse avec ça, et puis l'autre qui va l'ignorer et qui va pas chercher à comprendre quoi que ce soit. »

Le nucléaire est donc un sujet très clivant dans la région. Les femmes que j'ai rencontré n'osent pas aborder ce sujet dans les sphères familiales, amicales ou professionnelles car « *les gens s'enflamment vite* ». Par exemple, Carole « *ne se lance jamais dans de grandes conversations* » avec ses frères qui travaillent dans le nucléaire et Martine « *ne parle surtout pas de ce sujet-là* » avec ses beaux-frères qui y travaillent. Quant à Sylvie, qui n'a pas de membre de la famille exerçant dans cette industrie, elle « *ne peut pas trop aborder* » ce sujet avec ces ami·e·s d'enfance qui y travaillent car « *si on a une position vraiment radicale, on va se couper d'une partie de nos relations* ». De la même façon, Carole n'en parle pas au travail car « *c'est tabou, parce que beaucoup de mes collègues ont des conjoints qui travaillent dans le nucléaire* ». Les réactions vont de l'indifférence, avec des réponses-types comme « *oui t'as raison [...] mais si on a pas ça, on sera une région pauvre, on aura pas de travail* » à des réactions beaucoup plus

---

2. Propos de mères en colère recueillis dans *L'Événement du jeudi*, 26 juin 1997, « La sourde angoisse des habitants de la Hague ».

3. Je ne suis pas parvenue à vérifier cette information.

violentes, comme le raconte Sylvie, assistante sociale : « *Au travail, le nucléaire c'est quelque chose dont on ne peut absolument pas parler. Une collègue, son mari travaillait là-haut<sup>4</sup>, elle m'avait incendiée, que son mari lui avait dit que c'était faux, qu'il n'y avait pas de tuyau.* »

En outre, plusieurs d'entre elles ont connu des enfants atteints de cancers dans le cadre de leur travail, comme Mireille et Carole, toutes deux enseignantes. A ce propos, Carole raconte que même si « *c'est pas commun, c'est pas dans tous les collèges* », c'est seulement l'an dernier qu'une collègue lui a fait remarquer que c'était particulièrement inhabituel. Celle-ci, qui avait un regard extérieur puisqu'elle venait de Paris, se disait « *choquée de voir le nombre de gamins qui ont eu des cancers, des leucémies. [...] Pourquoi les gens ne réagissent pas ?* ». La réponse se trouve peut-être dans l'emploi, puisque Carole estime que la moitié de ses collègues ont un mari travaillant dans le nucléaire. D'autres rencontraient ces enfants malades dans le cadre de leur métier, comme Sylvie ou Hélène, mais n'engageaient aucune conversation sur la possibilité que ces pathologies soient causées par la radioactivité. Sylvie se rappelle :

« Dans le cadre de mon travail, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs enfants leucémiques. En tant qu'assistante sociale, on faisait les évaluations pour les enfants qui avaient une allocation d'éducation spéciale [...] et ça m'est arrivé plusieurs fois, c'était des gens qui bossaient dans le nucléaire, mais pour moi il y avait un clivage, je les rencontrais en tant que professionnelle, et je faisais assez peu le lien, et je crois que j'avais besoin de ça. Mais dans le cadre de mon travail, j'ai connu plusieurs enfants morts de leucémie, c'est clair. Mais quand tu as en face de toi des parents dans la douleur, je ne pouvais pas à la fois être dans l'aide et dans le soutien de ces *parents* qui avaient un enfant malade et avoir une démarche militante, ça c'est pas possible. »

Si pour Sylvie, le nucléaire ne lui venait pas à l'esprit, pour Hélène, qui exerce en tant qu'infirmière, cette potentialité était toujours dans un coin de sa tête, mais ne le disait pas :

« J'ai soigné des enfants avec des cancers, certains sont morts, et c'est vrai que j'ai beaucoup pensé à ça [...] est-ce que c'est lié ? Probablement pas, c'est multifactoriel, mais on pense toujours à ces usines qui sont à côté, et est-ce qu'elles sont responsables de la mort de ces enfants ? »

Elle pense pourtant que « *les gens y pensent quand même, parce que les parents s'interrogent toujours : "pourquoi c'est arrivé à mon enfant ?"* ». Le tabou qui concerne le nucléaire en général dans la région s'observe aussi dans les réactions de la population locale face à la maladie infantile, qui peut être radio-induite.

Les avantages économiques du nucléaire dans la région que sont l'emploi et la richesse des

---

4. Désigne l'Usine de retraitement.

communes ont créé une ambiance de silence par rapport au nucléaire, avec lesquelles doivent vivre les femmes que j'ai rencontrées. Je discuterai de la manière dont ce tabou affecte spécifiquement leurs engagements militants dans la sous-partie B.3.

### A.3 Envisager un accident nucléaire à côté de chez soi ?

« *On a toujours raconté que s'il y avait un problème, on couperait la presqu'île aux marais de Carentan. On submergerait, et ça serait coupé* » explique Sylvie, qui est née à Beaumont. Cette rumeur permet « d'exprimer d'une même voix l'angoisse de questions sans réponse » (Zonabend, 2014). Pour clore cette première partie, je vais donc décrire ce que c'est de vivre à côté d'installations nucléaires dans la perspective de l'accident grave, potentialité incarnée par les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima de 2011<sup>5</sup>, et en prévision d'un potentiel accident dans la région.

Deux femmes ont témoigné de leur capacité à s'identifier à la population à Fukushima après l'accident nucléaire. Notamment, Sylvie, qui milite à l'ACRO depuis sa création (en réaction à l'accident de Tchernobyl), et dont les parents étaient paysans :

« Le président de l'ACRO il est marié à une japonaise [...] là on était plus dans de l'idéologie, dans du combat, la femme de D., sa famille est au Japon, c'était comme si c'était là, ça donnait une proximité à l'incident... Je m'en souviens vraiment. Et de voir tous ces débats à la télé où t'avais des paysans qui voulaient pas quitter leurs terres parce qu'ils voulaient pas laisser leurs animaux, moi ça faisait écho, je me dis il aurait eu un truc comme ça à mes parents, qu'est-ce qu'ils auraient eu comme attitude ? Ils auraient eu la même chose, je suis sûre qu'ils seraient restés sur place, ils auraient dit « bah non, on va pas laisser nos bêtes. Oui, Fukushima ça m'a beaucoup parlé ». (Sylvie)

« Moi j'étais très inquiète, ça m'a fait peur, je m'imaginai maman et femme là-bas, je faisais vraiment un report, donc j'étais vraiment secouée. J'imaginai la population complètement... du coup il va falloir qu'ils partent de chez eux, ils ont été dans des maisons, dans de la famille ailleurs, ou dans les écoles, on entendait que les gamins fallait pas les toucher, ils étaient expulsés en fin de compte, il étaient pas admis, vous vous en rendez compte, c'est comme s'ils avaient la peste, parce qu'ils ont été irradiés. Ça ça m'a traumatisé, ça ça fait peur. » (Valérie)

Qu'en est-il d'envisager un grave accident dans les installations nucléaires de la région ? « *Ça on l'a toujours imaginé, on vit avec depuis toujours* » m'a répondu Martine, qui vit dans le Val

---

5. L'accident de Fukushima est postérieur à 1997, année de création du collectif des Mères en colère, mais comme les femmes interrogées vivaient encore dans le Nord-Cotentin en 2011, cela n'enlève rien à la pertinence de leurs perceptions dans cette partie.

de Saire. Pour d'autres, ce sont les accidents de Tchernobyl ou Fukushima qui ont accentué les inquiétudes. Par exemple, Hélène m'a confié que « *Les accidents nous ont fait peur oui. On se dit qu'un accident pourrait arriver chez nous. C'est inquiétant.* » Ces inquiétudes peuvent être brusquement ravivées comme le décrit Carole : « *On vit avec, et parfois on a peur, quand tu as un hélicoptère qui passe au-dessus.* », ou bien en étant loin de sa région, comme Sylvie :

« Tu peux pas regarder le Soleil en face tout le temps. Je ne peux pas dire que j'ai vraiment très peur. [...] Là où je pense le plus à un accident, c'est quand je suis pas là. Et c'est l'idée de pas pouvoir revenir qui m'est insupportable, et qu'on pourrait pas revoir tous ceux qui sont là. Je crois que ça m'est plus douloureux quand je suis pas là. »

Cette peur peut s'amplifier au fil du temps, avec le vieillissement des installations nucléaires encore utilisées qui augmente la probabilité qu'un accident se produise :

« C'est terrible, moi je assez pessimiste, je suis assez triste de voir cet avenir-là, peut-être que ça va nous péter à la figure un jour ou l'autre, tellement on a plus confiance dans cette technologie, je ne sais pas si on a eu un jour confiance, mais là on s'en rend carrément compte parce qu'on a un peu plus d'informations, avec les CLI, qui sortent, et qu'on sait et qu'on voit à quel point ces structures-là sont vétustes. Comment ils peuvent donner 10 ans de plus de fonctionnement ? » (Mireille, membre de l'ACRO qui siège à la CLI).

L'angoisse s'ancre également dans des questionnements pratiques. À titre d'illustration, après l'expérience de Tchernobyl et ses conséquences « *irréversibles* » et « *l'impossibilité d'agir* », Mireille se demande : « *Comment on accède au site ? [...] La région sera terminée, foutue, et combien de morts ? Est-ce qu'on aura le droit de revoir nos petits-enfants ? Est-ce qu'on aura le droit de quitter... ?* ». De plus, Valérie regrette le manque de préparation à un possible accident : « *on a jamais fait d'exercice* », tout le monde n'entend pas bien la sirène d'alarme et « *Comment les gens doivent se comporter ? On doit rester chez nous ? Procéder à une évacuation ? Par où ? On sera tous sur les routes en même temps ?* ».

Certaines femmes ont plus peur d'un accident nucléaire que d'autres, mais l'envisager témoigne de leur façon de vivre à côté de sites nucléaires. Cette inquiétude se manifeste à différents moments et endroits, et peut s'accroître avec les retours des accidents passés, l'usure du parc nucléaire français, et les questions laissées sans réponse.

Dans cette partie, j'ai décrit ce que cela pouvait signifier d'habiter dans cette région fortement nucléarisée pour les femmes avec lesquelles je me suis entretenue individuellement : partager son territoire matériellement et symboliquement, vivre avec une omerta sur le nucléaire et envisager qu'un accident nucléaire se produise près de leur lieu de vie. Évidemment, leur perception de

cette nucléarité se nourrit de leurs engagements contre le nucléaire, et inversement : au-delà de leur expérience sensible que j'ai abordé dans cette partie, elles en ont une compréhension politique.

## **B S'engager contre le nucléaire**

Afin de comprendre leur motivation à créer le collectif des Mères en colère, il me paraît important de s'intéresser à leurs engagements antinucléaires précédents, car la multiplicité de leurs parcours a alimenté le collectif, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. De plus, en étudiant des parcours de femmes devenues activistes dans le domaine de la justice environnementale en Californie, Tracy E. Perkins (2012) remet en cause l'analyse, fréquente dans les sciences sociales, qui expliquent les mobilisations féminines par l'expérience de la maternité et des maladies de leurs enfants, ou du moins des inquiétudes à ce propos (Krauss, 1993a,b; Brown et Ferguson, 1995; Newman, 2001; Culley et Angélique, 2003; Managhan, 2007; Kimura, 2016). En effet, Perkins montre que les parcours militants des femmes interrogées sont beaucoup plus riches que cela, et qu'ils ont commencé avant qu'elles n'aient des enfants. C'est également ce que j'ai retrouvé chez les femmes que j'ai rencontrées : elles étaient toutes sensibilisées au nucléaire et plus ou moins engagées politiquement avant d'être mère et de s'investir dans le collectif des Mères en colère.

### **B.1 Leurs parcours antinucléaires avant 1997**

#### **B.1.1 Découverte de la mobilisation : de la méfiance à l'action**

Pour celles qui ont toujours habité dans la région, le contact avec le nucléaire s'est fait très jeune : « *Les gens de notre âge, ça fait partie de notre culture* » me confirme Martine, née en 1962 dans le Val de Saïre. En effet, comme l'écrit Zonabend (2014) : « La lutte contre l'emprise et l'empire du nucléaire sur la région n'a pas toujours eu cet aspect feutré, caché qu'on lui connaît aujourd'hui ; il fut une époque où tout ce qui touchait à cette énergie – construction de la centrale de Flamanville, extension de l'usine de la Hague – déclenchait la contestation et soulevait les foules. » (p. 124). Ainsi, Sylvie, Mireille, Carole et Martine ont toutes participé au naissant mouvement antinucléaire dans les années 1970. Leurs différents témoignages de cette époque me permettront d'en relater les moments forts.

Sylvie considère être « *née avec l'Usine* », puisque son année de naissance, 1961, coïncide avec celle de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'Usine, qui ont débuté en 1962. Sylvie a vécu jusqu'à l'âge de 7 ans à Beaumont, tout près de l'Usine. Sa mère, qui « *n'était pas militante mais qui ne parlait jamais très positivement du nucléaire* », s'en était même voulue d'avoir amené Sylvie en poussette voir les travaux, alors même que l'Usine n'était

pas encore en service. Sylvie raconte également à propos de sa mère : « *qui était une écolo sans le savoir, sans le vouloir aussi peut-être, elle me disait : "je suis contente, parce que dans ma famille, personne n'est gendarme et personne ne travaille dans le nucléaire". C'était l'idée que c'était dangereux de travailler là.* » Mireille et Carole sont nées à Flamanville respectivement en 1962 et 1964, et étaient adolescentes lorsqu'il a été question de construire une centrale nucléaire à Flamanville, en 1974. Carole explique alors comment elle en est venue à s'intéresser au nucléaire : « *Le projet te touche dans la mesure où c'est une toute petite commune. Lorsque j'ai appris le projet de centrale nucléaire, forcément ça pose question, tu t'interroges un peu.* »

Les parents et le frère de Mireille étaient paysans et étaient « *sensibles à des infos critiques qu'on pouvait leur donner* ». Mireille a alors commencé la lutte en 1976, alors qu'elle avait 14 ans, avec sa première manifestation en 1976 contre la centrale de Flamanville, à laquelle Sylvie a également participé. Le frère de Mireille rapportait des informations des réunions antinucléaires, « *pour savoir comment on allait pouvoir lutter contre cette centrale nucléaire qu'on voulait nous construire* », et petit à petit elle a commencé à aller aux réunions du Crilan vers 15-16 ans.

Sylvie se souvient particulièrement des manifestations de 1976, lorsque la gestion de l'Usine n'allait plus être opérée par le CEA<sup>6</sup>, une agence publique, mais par la Cogema<sup>7</sup>, entreprise publique de droit privé. Elle se rappelle que « *c'était la première fois qu'on voyait des gens en Shadoks* », c'est-à-dire des salariés de l'Usine habillés dans leur tenue en plastique ventilée qu'ils utilisent pour aller en zone fortement contaminée. Elle se souvient également du film projeté publiquement *Condamnés à réussir*, réalisé avec la collaboration des travailleurs syndiqués de l'Usine, d'habitant·e·s de la région et de scientifiques, et qui « *montre de façon réaliste les conditions de travail en milieu nucléaire* » (Zonabend, 2014, p. 128). Pour Sylvie, ce fut un « *choc de découvrir ce monde que je connaissais pas.* » Elle n'était pas la seule, puisque c'est à ce moment qu'une partie de la population découvre ce que signifie concrètement travailler *là-haut*, où on manie de la radioactivité. Ainsi, à travers les manifestations et le film, les travailleurs expliquent « *que le maintien de conditions optimum de sécurité à l'usine est le seul moyen d'assurer la sécurité des populations avoisinantes. Or ces conditions ne sauraient être préservées, posent les travailleurs dans une entreprise privée orientée vers le rendement et le profit.* » (Zonabend, 2014, p. 128)

Carole, dont les parents n'étaient pas militants, n'a pas participé à la lutte contre la centrale de Flamanville car elle était trop jeune. Lorsqu'elle était lycéenne à Cherbourg, en janvier 1979,

« *lorsque des déchets parvenaient du Japon par bateau, étaient déchargés par bateau dans le port de Cherbourg pour ensuite être acheminés vers la Hague, nous participions en tant que lycéens aux grandes manifestations contre l'arrivée de ces bateaux de déchets radioactifs qui allaient être traités à l'Usine. Ça forge ton esprit*

---

6. Commissariat à l'énergie atomique.

7. Compagnie générale des matières nucléaires.

critique et tes idées. »

Martine, qui se considère « *légèrement engagée, plus moralement que physiquement* » avait participé aux manifestations contre l'extension de l'Usine décidée en 1980, directement liée aux contrats passés avec le Japon et donc à l'augmentation des besoins en traitement. Suivra pendant dix ans le « Grand Chantier », qui donnera à l'Usine son aspect actuel.

Les autres femmes comme Hélène, Laurence, et Valérie, se sont préoccupées davantage du nucléaire lors de leur installation dans la région. Hélène était « *déjà sensibilisée au problème du nucléaire* », mais elle l'est encore plus depuis qu'elle habite dans la Hague. Laurence, qui avait des sensibilités écologistes et humanitaires dans son adolescence grâce à sa mère qui était investie dans ces causes, ne voulait pas s'installer originellement dans le Nord-Cotentin à cause des nombreuses installations nucléaires, « *c'était pas plus politisé que ça* ». Valérie est née à Paris, mais venait régulièrement dans sa jeunesse dans le Nord-Cotentin pour aller rendre visite à ses grands-parents, qui n'abordaient pas le sujet du nucléaire. Ce n'est que lorsqu'elle s'y est installée à l'âge de 20 ans que le nucléaire est devenu quelque chose de « *concret* », et n'était plus « *seulement une industrie* » :

« Petit à petit, avec les amis du coin, qui eux étaient réveillés à ça depuis leur adolescence, ils habitaient dans le coin, ils ont connu des gens qui ont vendu des terres, ils ont connu des gens qui ont travaillé au début du chantier, il y avait des choses concrètes, que j'ai découvert au fur et à mesure de notre présence ici. »

Valérie, qui avait déjà des sensibilités écologistes, a donc commencé à s'intéresser au nucléaire par les témoignages d'amis-e-s ayant vu leur région se transformer, ce qui lui a permis de comprendre la réalité matérielle et humaine du nucléaire.

### **B.1.2 S'investir pleinement dans la lutte antinucléaire**

Quatre des femmes que j'ai rencontrées ont eu un engagement plus prononcé avant les Mères en colère, et j'ai pu échanger avec trois d'entre elles (Sylvie, Mireille et Carole) à ce sujet lors d'entretiens individuels.

Sylvie considère que « *le problème du nucléaire est ancré dans mon itinéraire* ». Elle s'est investie avec son conjoint à l'ACRO dès sa création en 1986, à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. L'ACRO est une association citoyenne d'information et de surveillance de la radioactivité, dotée d'un laboratoire d'analyse afin de pouvoir effectuer ses propres mesures de manière indépendante.

Mireille s'est « *retrouvée impliquée automatiquement* » dans l'amplification du mouvement antinucléaire de la fin des années 1970, notamment constitué de fêtes et de manifestations. Ses parents et son frère participaient activement au mouvement également. Mireille s'est donc

investie dans « *un groupe solide et solidaire dans lequel je me suis complètement retrouvée* ». Elle s'est impliquée très longtemps au Crilan, le Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire, né en 1980 après la lutte contre la centrale de Flamanville. Puis, elle a adhéré à l'ACRO dans les années 1994-1995 par le biais d'amitiés, après avoir participé à quelques campagnes de prélèvements citoyens, une action trimestrielle pour « *surveiller s'ils sont pas en train de rejeter trop d'éléments radioactifs* » à certains endroits stratégiques.

Carole participait principalement aux activités du Crilan :

« Moi j'aimais bien ce côté action, plutôt que de participer à des CLI<sup>8</sup>, bien sûr c'est légitime, tu peux avoir accès à des informations, mais ça fait pas avancer les choses. Moi je pense que c'est quand même la mobilisation citoyenne qui fait avancer les choses, plus que la participation à des réunions officielles. [...] Quand l'Etat renonce, c'est parce qu'il y a mobilisation dans la rue, plus que parce qu'on s'est battu juridiquement. On peut, il faut les deux, il faut aussi cette mobilisation citoyenne, cette présence dans la rue, je crois qu'elle est importante ».

Je n'ai pas pu m'entretenir individuellement avec Sandrine, mais elle m'a toujours été présentée comme étant militante antinucléaire depuis son enfance, notamment par l'engagement de ses parents.

En s'impliquant dans ces différents mouvements, elles prenaient part à des moments d'apprentissage sur le nucléaire, comme lors de conférences organisées par l'ACRO, le Crilan ou Greenpeace. « *Ça nous conforte et t'aide par leurs connaissances à argumenter* » résume Carole. Sylvie a également assisté à des cours donnés par un membre scientifique de l'ACRO, qui lui a donné des bases dans la science du nucléaire et de ses dangers, notamment sur le principe de l'accumulation des faibles doses – les doses radioactives reçues par les organismes vivants, même très faibles, ne sont pas éliminées, ce qui peut avoir un effet sur le long terme.

Les femmes que j'ai interrogées étaient toutes plus ou moins impliquées dans le mouvement antinucléaire avant les Mères en Colère : d'une simple méfiance à quelques manifestations jusqu'à une implication intensive dans une association antinucléaire. Ainsi, elles n'ont pas commencé à s'intéresser au nucléaire en devenant mère ou à la création des Mères en colère, même s'il faut garder à l'esprit que j'ai rencontré des femmes parmi les plus actives aux Mères en colère.

---

8. Commission locale d'information, structure d'information et de concertation présentes près des sites nucléaires et composées d'élus·e-s, syndicalistes, représentant·e-s d'associations et expert·e-s.

## B.2 Les motivations de leur engagement antinucléaire

« Avant de commencer leurs carrières d'activistes, la plupart des femmes actives dans le domaine des déchets toxiques ont centré leur vie sur la sphère privée, ou domestique, du foyer et de la famille » écrivaient Brown et Ferguson (1995, p. 159, traduction). Pourtant, en considérant la lutte contre le nucléaire comme un combat contre des « déchets toxiques », les femmes que j'ai rencontrées étaient investies dans d'autres sphères que le privé avant les Mères en colère. D'ailleurs, leur engagement ne vient pas uniquement de l'inquiétude face à la maladie de leurs enfants, comme il est souvent constaté en sciences sociales à propos des mouvements de femmes contre des déchets toxiques (Krauss, 1993a,b; Brown et Ferguson, 1995; Newman, 2001; Culley et Angélique, 2003; Managhan, 2007; Perkins, 2012; Kimura, 2016). Par exemple, pour Sylvie : « *Quand je me suis investie dans ce mouvement en général, par rapport au nucléaire, je n'avais pas tellement peur de la maladie. Pour moi c'était un enjeu politique, l'idée qu'on dénaturait la région, c'était des différences sociales insoutenables, plutôt que la peur d'être malade* ». Ainsi, il me semble important de décrire la diversité des raisons de l'engagement des femmes interrogées. Effectivement, même si celles-ci se sont réunies à un moment donné pour protéger la santé de leurs enfants, ce n'est pas leur unique préoccupation concernant le nucléaire.

Toutefois, pour se forger un avis sur le nucléaire, elles se sont confrontées à la difficulté d'accès à des informations objectives et critiques sur le nucléaire et de compréhension du vocabulaire lié au nucléaire, notamment car elles étaient non-scientifiques : « *C'est compliqué le nucléaire, tous les termes au niveau de l'Usine, au niveau de tous les éléments et de comment ça fonctionne, faut s'y connaître* » (Valérie). Afin de se forger un avis, elles ont donc dû se renseigner en allant chercher des informations critiques par exemple données par des associations antinucléaires comme l'ACRO, le Crilan ou Greenpeace, parfois encadrée par des scientifiques. À titre d'illustration, Mireille s'est appuyée sur la « *vulgarisation du monde scientifique parce qu'on a l'impression, et encore maintenant, que si t'es pas scientifique, t'as pas le droit à la parole pour t'exprimer par rapport au nucléaire* », surtout dans la mesure où « *on a l'impression quand on entend les scientifiques, on croit que c'est tous les scientifiques qui parlent au nom du nucléaire, mais il y a aussi un certain nombre de scientifiques qui sont sensibilisés à tous ces dangers-là et sur lesquels on peut quand même s'appuyer* »<sup>9</sup>. Pour avoir des informations les plus transparentes possibles sur le nucléaire, elle avait plus confiance dans la presse nationale que régionale « *parce qu'on s'apercevait que plus on s'éloignait des sites nucléaires, plus on avait une information un peu plus objective, c'est-à-dire avec plus de recul* ».

---

9. Nous aborderons la question de la science dans le chapitre II, partie C.2.

### B.2.1 Les effets de la radioactivité sur la santé

Certaines femmes se sont impliquées dans la lutte antinucléaire « *par rapport aux dangers que ça représente* », comme Hélène. Son mari étant agriculteur, elle garde en souvenir le moment où le lait avait été ramassé car il n'était pas consommable, ce qui la conforte dans l'idée qu'« *il y a des risques, réellement* ». De plus, elle se demande : « *Nos troupeaux sont alimentés peut-être par des eaux qui sont contaminées* ».

L'engagement adolescent de Mireille l'informait sur les dangers du nucléaire : « *c'était aussi tout ça qu'on découvrait, l'atome, cette méconnaissance qu'on avait des conséquences de ces éléments radioactifs sur la santé.* » Elle a d'ailleurs manifesté contre les essais nucléaires dans le Pacifique, qui mettaient en avant les conséquences sur la santé, et notamment des cancers. Pour construire son argumentaire antinucléaire, Mireille s'appuyait aussi sur le mouvement syndical qui défendait la santé des travailleurs de l'Usine de retraitement, et spécifiquement des témoignages « *des gens qui travaillaient sur les sites nucléaires qui avaient des cancers* ». En effet, elle estime qu'à l'époque, les travailleurs avaient « *plus de liberté pour parler sur les problèmes de santé* » qu'aujourd'hui. L'avenir ne leur a pas été favorable puisque « *énormément de personnes qui avaient témoigné, à 60-70 ans qui sont morts par des cancers* », ce qui conforte Mireille dans ses opinions sur la dangerosité du nucléaire sur la santé.

### B.2.2 Les déchets comme éternité de l'industrie nucléaire

La question des déchets ressort des entretiens menés comme l'une des motivations principales des femmes interrogées. Ainsi, Carole m'avait répondu :

« Les dangers. Et puis les déchets, on a pas trouvé de solution, c'est-à-dire qu'on se lance sur un projet, on sait que ça va générer des déchets, mais que pour l'instant, on est incapable de s'en débarrasser, incapable de les gérer et laisser ça aux générations futures. Ça me permet tellement risqué et court terme. Je pense que c'est ça, surtout le danger. »

Mireille ajoute l'aspect inédit de la situation : « *Après qu'ils aient extrait le plutonium, il reste des déchets ultimes qui sont extrêmement dangereux, jamais on a laissé sur notre planète de déchets aux générations futures pour des milliers d'années* »

Là encore, les témoignages des travailleurs du nucléaire étaient utiles à la construction des opinions. Par exemple, Laurence avait un ami exerçant dans le domaine nucléaire, qui l'avait sensibilisée à la notion des déchets. Il considérait le nucléaire comme une énergie propre, mais avait conscience qu'« *il y a le problème des déchets* » tandis que Laurence trouvait cette position incohérente : « *comment tu peux parler d'énergie propre avec des déchets ?* ». Pour étayer son argumentaire, Carole se fonde également sur le témoignage de l'ancien directeur du Centre de stockage de la Manche, Christian Kernaonet, qui avoua en 2009 : « Il faut reconnaître que dans

les premières années de stockage, on a mal fait le boulot. Nous avons travaillé avec les techniques de l'époque, mais elles n'étaient pas à la hauteur. »<sup>10</sup> Ce genre de témoignage, d'autres sortant au fil du temps par les travailleurs du nucléaire, nourrit le manque de confiance des femmes interrogées en l'industrie nucléaire.

### **B.2.3 L'absence de confiance dans l'industrie nucléaire nourri par les dissimulations et le manque de contrôle**

Le « *mensonge* » de l'industrie nucléaire est la première raison pour laquelle Valérie est contre le nucléaire. Mireille explique pourquoi :

« On nous a toujours tout caché, même ici, quand il y a eu un incendie sur un silo de stockage de déchets radioactifs dans la Hague, la Cogema est allée collecter le lait discrètement, en cachette<sup>11</sup>, on nous a pas dit. On l'a su après mais on nous a pas dit : "ne mangez pas les salades de votre jardin"... Ils avaient agi encore de manière sournoise et en cachette [...] C'est un des gros soucis de cette industrie, c'est le mensonge et tout ce qu'on peut nous cacher, ça crée toujours des suspicions donc on a pas confiance... on a toujours des suspicions parce qu'on a toujours l'impression qu'on nous dit pas la vérité, on a tellement vécu des mensonges par omission, des choses qu'on nous a cachées tout le temps. »

Le manque de confiance dans l'industrie nucléaire s'alimente également par la maîtrise insuffisante des installations en fonctionnement et de leurs conséquences. Pour Mireille, ce sont particulièrement « *les dangers pas maîtrisés, les cancers toujours pas maîtrisés* » qui la motive à lutter. De plus, elle met en lumière les promesses de la recherche scientifique qui font miroiter depuis des décennies des progrès technologiques qui permettront de résoudre des problèmes inhérents au nucléaire, comme les déchets radioactifs, et qui ne sont toujours pas réalisés. Mireille insiste aussi sur « *la catastrophe de l'entretien et de la technologie de la centrale [de Flamanville]* » et de sa sidération devant le fait que les réacteurs 1 et 2 soient toujours en fonctionnement. De plus, à propos de l'actuelle gestion du futur EPR de Flamanville, Valérie trouve absurde que ses combustibles soient déjà acheminés alors qu'il ne sera pas en fonctionnement avant fin 2022 :

« Comment voulez-vous faire confiance à un gouvernement qui autorise des trucs pareils ? C'est quand même hallucinant. C'est comme conduire une voiture, on vous dit : "elle a pas de direction, elle a pas de freins, mais tu vas la conduire avec tes gamins dedans", bah on y va pas hein ! ».

---

10. Jean-Pierre Buisson, « 40 ans de stockages radioactifs dans la Hague », *Ouest-France*, 22 septembre 2009.

11. L'incendie s'est déroulé en janvier 1981, mais je n'ai pas trouvé la trace d'une collecte de lait.

Ce manque de confiance s'appuie également sur les discours de travailleurs du nucléaire. Par exemple, Valérie a été marquée par un travailleur qui avait témoigné de l'absence de transmission entre générations d'employés, de perte de compétences et de qualification et de diminution des formations, ce qu'elle trouve « *pas rassurant* ».

Pour combler ce manque de confiance, elles tenteront précisément avec les Mères en colère de demander plus de transparence à l'industrie nucléaire.

#### **B.2.4 L'atome pour la guerre**

Certaines des femmes m'ont également parlé de leur engagement pacifiste en lien avec leur lutte antinucléaire. Mireille a participé à la lutte politique contre l'arme atomique, pour « *défendre la non-violence, contrer cette arme qui avait bien montré ses dangers avec Hiroshima et Nagasaki et les essais après* ». Quant à Carole, elle a manifesté contre le dernier essai nucléaire dans le Pacifique en 1996.

Elles m'ont également expliqué leurs positionnements pacifistes et antinucléaires. Carole, qui n'associe pas le nucléaire à « *l'énergie* », mais plutôt à « *l'arme* », m'a raconté comment l'histoire du nucléaire civil est associé à la volonté de l'État français de se doter de la bombe nucléaire :

« On voulait affirmer le pouvoir de la France en plein Guerre Froide, face aux États-Unis et l'URSS. C'est intimement lié, nous notre nucléaire il est tout d'abord militaire. Le CEA a été créé pour ça, il voulait absolument se doter de la bombe. C'est intimement lié : le centre de retraitement il sert à extraire le plutonium [qui sert à faire des bombes. »

Effectivement, historiquement, la région s'est nucléarisée d'abord par le nucléaire militaire. D'une part, l'usine de retraitement de la Hague a été construite pour pallier les éventuelles défaillances de l'usine de Marcoule, édifiée en 1958 dans le Gard, par le CEA pour la production de plutonium nécessaire à la bombe atomique. D'autre part, de 1967 aux années 2000, l'Arsenal de Cherbourg était spécialisé dans la construction de sous-marins à propulsion nucléaire. Hélène voit également l'industrie nucléaire comme mortifère sans parler d'un point de vue historique car celle-ci met « *le profit avant tout, et la vie humaine et la Vie de façon plus large vient après* ».

« C'est anxiogène je trouve. Je pense qu'il faut faire d'autres choix de société, il faut vraiment pas aller vers ce qui peut coûter la vie aux gens, il faut absolument mettre l'argent dans ces autres solutions, ça devrait se faire depuis de nombreuses années. Les autres solutions sont peut-être pas parfaites, mais elles sont moins dangereuses. ».

## B.2.5 L'industrie nucléaire comme source d'inégalités sociales

Les disparités sociales induites par le nucléaire peuvent être également une motivation pour lutter contre. Sylvie m'a parlé des avantages économiques des travailleurs de l'Usine, notamment leurs salaires importants et des réductions spéciales pour les employé-e-s du CEA dans les magasins locaux, qui contrastaient avec le niveau de vie de la population locale au moment de l'implantation. Sa mère lui disait à ce propos : « *ça veut dire que mon salaire, qui était fait de la paie du lait que je trayais n'avait pas la même valeur que le salaire [des travailleurs du nucléaire]* ». Valérie remarque également des différences spatiales : « *Sur notre coin ouest, on a 4-5 piscines, vous allez au Val de Saire, ils en ont pas une. (Sur un ton ironique) C'est bien réparti la richesse des régions.* » Pourtant, elle fait remarquer que la non-répartition des richesses dans leur *pays* n'est « *pas juste* », car il y a des « *inconvénients* » pour tous-tes les habitant-e-s et « *et s'il y a un accident, on sera dedans* ».

## B.2.6 Les accidents nucléaires majeurs : révélateurs de dysfonctionnements de l'industrie nucléaire

Les accidents nucléaires de Tchernobyl (avant 1997) et Fukushima (après 1997) m'ont souvent été présentés par les femmes interrogées comme des événements qui viennent « *conforter notre mobilisation, notre engagement* » (Carole) ou « *nos sentiments* » (Martine), ou bien « *l'inquiétude* » (Hélène) :

« Un accident nucléaire, au final on essaye d'anticiper tout un tas de choses [...] mais il peut toujours se produire quelque chose qu'on attend pas, on a jamais pensé à tout, si ces accidents-là se sont produits c'est qu'ils avaient pas été anticipés, donc ça ne fait qu'augmenter l'inquiétude » (Hélène)

« Pour nous c'est aussi des angoisses terribles parce que là on voit bien qu'on en est tous à la merci, qu'on a une épée de Damoclès au-dessus de la tête et qu'un jour ou l'autre, est-ce que c'est chez nous ? Qui va avoir le gros lot ? Et on se dit malheureusement : est-ce qu'il va falloir qu'il y est une centrale qui explose pour que la France se dise "bon là on arrête, on ralentit, et on passe à autre chose" ? » (Mireille)

Les opinions antinucléaires se consolident pour Sylvie par le témoignage de personnes s'étant ravisées sur le nucléaire à la suite d'accidents nucléaires :

« Le Premier ministre japonais [Naoto Kan, en fonction lors de l'accident de Fukushima, ancien pro-nucléaire] est venu faire une conférence il y a 2-3 ans, invité par une asso antinucléaire à Flamanville, et c'était incroyable, il disait "la question c'est pas de savoir si on est pro-nucléaire ou anti-nucléaire, moi j'ai vécu le drame et je ne peux pas ne pas être anti-nucléaire". Ça montre bien que face à un événement un

ministre pro-nucléaire, il te dit ça. »<sup>12</sup>

Mireille retient de Tchernobyl le fait que « *même si c'est loin, on peut en avoir des conséquences parce qu'on a eu le nuage de Tchernobyl qui est passé au dessus de la France. On peut voir les conséquences mondiales d'un accident nucléaire.* »

La gestion des accidents nucléaires a également alimenté leur réflexion antinucléaire. Valérie relève le fait qu'à Fukushima la contamination a été grattée, que ces résidus ont été mis dans des grands sacs près de la mer et s'interroge donc sur les conséquences d'un autre tsunami qui viendrait s'abattre sur la côte et peut-être emmener ces déchets en mer. Par ailleurs, Hélène considère que « *la population n'a pas été protégée comme il se doit* » depuis 2011.

Pour Sylvie, les accidents révèlent « *quelque chose de totalitaire* », puisque « *le gouvernement peut imposer n'importe quoi. On dit que Tchernobyl aurait été beaucoup plus catastrophique si c'était pas un état totalitaire. Ici, les gens n'auraient pas la discipline d'obéir, les gens partiraient. Il faudrait que les gens acceptent de perdre leur vie pour ça.* » Cette réflexion est à mettre en lien avec le slogan que scandait Sylvie pendant les manifestations contre le nucléaire : « *Société nucléaire, société policière* ».

Enfin, l'absence de confiance décrit dans le paragraphe B.2.3 se retrouve dans le secret qui entoure la gestion des conséquences des accidents, comme décrit Carole :

« On voit comme on minimise chaque fois : on a minimisé Tchernobyl. Dans un premier temps, en nous expliquant que le nuage n'avait pas touché la France. Et puis en disant "les Russes ne sont pas performants, leurs industries sont vieillissantes". Et puis Fukushima, on peut quand même pas dire que les Japonais sont des nuls en matière de technologie. Alors du coup les autorités font diversion, en disant "c'est le tsunami qui a causé l'accident". Il n'empêche que des zones entières sont contaminées sans que les populations retournent, ou quand elles y retournent, à grand renfort publicitaire. On sait très bien, nous, que si elles y retournent, c'est parce qu'elles n'ont pas le choix, les populations déplacées recevaient une indemnité, dès lors qu'on leur sucre leurs indemnités, qu'elles ne peuvent plus se loger ailleurs, elles sont obligées inévitablement de revenir vivre dans leur lieu de vie, et là on dit "regardez les gens retournent!", mais à quel prix au niveau sanitaire? ».

### **B.2.7 Les valeurs du mouvement antinucléaire**

Mireille s'est engagée dans le mouvement antinucléaire, non seulement car elle avait des arguments *contre*, mais aussi parce qu'elle avait trouvé dans cette mobilisation des valeurs pour lesquelles elle était *pour* :

---

12. Pour plus d'informations sur cette conférence de 2018 : <https://www.sortirdunucleaire.org/Tournee-de-l-ancien-Premier-Ministre-japonais>

« Quelque chose d’humain, de solidaire, les fêtes antinucléaires c’était vraiment génial, j’avais 16-17 ans, c’était des occasions de retrouver des gens nouveaux, des gens qui vivaient différemment de notre quotidien assez classique dans une ferme dans les années 75-80. On rencontrait des gens qui avaient vécu d’autres choses, avec des idées de vivre autrement, des idées que je trouvais géniales. [...] Tu sentais de la solidarité, une envie d’aller contre cette société qui était pas trop respectueuse de l’humain. Je crois que c’était tout ça aussi qui nous a porté dans ces mouvements-là. Il fallait ça aussi pour avoir envie de lutter, de se battre, car on était toujours minoritaire, et on luttait contre un gouvernement, contre une politique, contre une économie. C’était nouveau, tous les liens que tu peux faire entre la politique, l’économie, moi je découvrais ça, c’était très riche, et c’est ce qui a renforcé sans doute notre lutte. »

On peut noter que les femmes interrogées « ne débitent pas des données, ni ne mobilisent de statistiques pour soutenir leurs positions. [...] Leur analyse n’est pas technique, elle est politique » comme l’avait remarqué Krauss (2016, p. 217) lors d’interviews qu’elle a menés avec des militantes contre des déchets toxiques. Notamment, pour certaines d’entre elles, il m’a également semblé qu’elles reliaient leur lutte antinucléaire aux luttes anticapitaliste et antimilitariste, inhérentes à l’écoféminisme (Nelkin, 1981; Eschle, 2013; Zitouni, 2016, 2019).

Nous avons vu également que les femmes que j’ai rencontrées ne suivent pas le « récit traditionnel des femmes dans la justice environnementale », qui consiste à dire que « les femmes sans expérience politique sont personnellement confrontées à un problème environnemental et sont motivées pour devenir des militantes afin de protéger leur famille et leur communauté » (Perkins, 2012, traduction). Bien sûr, nous le verrons, le collectif des Mères en colère s’est formé à la suite d’un scandale sanitaire concernant des leucémies infantiles, et certaines des femmes se sont majoritairement investies dans la lutte antinucléaire pour leurs enfants, mais il s’avère que ce discours ne permet pas comprendre les parcours militants de toutes les mères en colère<sup>13</sup> – même s’il faut garder à l’esprit que je n’ai pas pu rencontrer toutes les femmes qui composaient le collectif et celles que j’ai interrogées faisaient partie des plus actives. En effet, elles avaient toutes au moins une petite expérience politique avant de s’engager aux Mères en colère et étaient motivées par des problématiques plus larges et moins « terre-à-terre » et personnelles que la santé de leur famille. À ce propos, Perkins (2012, p. 89, traduction) affirme : « Bien qu’il soit important de montrer que les préoccupations familiales et le foyer sont une base légitime pour l’action politique, il est également important de ne pas trop généraliser les actions et les motivations politiques des femmes comme étant basées sur le foyer. Dépeindre de manière générale les femmes qui se battent pour la justice environnementale comme des personnes qui

---

13. Écrit en minuscules, les « mères en colère » désignent les individualités qui composait le collectif des Mères en colère, avec la majuscule.

sont devenues spontanément des militantes après que des menaces environnementales aient pesé sur leur famille ne tient pas compte de la capacité des femmes à tenir des engagements et des valeurs politiques abstraits, de leurs expériences politiques et de leur capacité de réflexion stratégique. »

### **B.3 Entre indifférence et exclusion : les activistes antinucléaires face au tabou du nucléaire dans la région**

Il semblerait que toutes les femmes interrogées soient connues dans leur entourage pour leur engagement antinucléaire dans une région où c'est une posture peu répandue et difficile à tenir. Selon les femmes que j'ai rencontrées, les militant·e·s antinucléaires sont stigmatisé·e·s, et ce, depuis le début de leur parcours. Avec le recul, et l'histoire leur ayant donné raison, ce dénigrement prend un autre sens aujourd'hui. Cette stigmatisation est toujours d'actualité, notamment de la part de la population locale :

« Au tout début où je militais, on passait pour des rigolos, quand tu disais "et si un avion tombait sur une centrale ou sur une piscine du centre de retraite?" et on nous riait au nez sans arrêt. Et là [après les attentats du 11 septembre 2001] on s'est dit : "ah ça reste possible". » (Carole qui milite depuis son adolescence)

« Donc on avait raison, on voit les cancers, on avait raison de dire... Pourtant on était tellement dénigrés, on était les écolos... Il y a avait un dénigrement de tous ces mouvements-là, en disant qu'on était extrémistes, qu'on était toujours contre tout, mais on en voit les conséquences. » (Mireille qui milite depuis son adolescence)

Valérie était déçue que les accidents nucléaires n'aient pas plus « *réveillé les gens ici* » et que les réactions aux manifestations sont rarement positives. De plus, les participant·e·s aux manifestations sont peu nombreux·ses et sont « *toujours les mêmes* ». Selon Mireille, cette hostilité, sinon cette indifférence, est en partie due à la presse locale, qui reçoit de l'argent du nucléaire :

« Pour les journaux locaux, c'est quand même une grande manne financière le nucléaire. Donc les journaux locaux, dès que les antinucléaires veulent faire passer un article, c'était toujours un petit entrefilet, "allez on va leur donner ça"... mais le lendemain, on avait une demi-page qui nous ventait le nucléaire et la dynamique économique que ça pouvait représenter, pour faire une contrepartie ».

Certaines des femmes interrogées ont vécu dans leur vie professionnelle cette hostilité ou ce désintérêt pour la cause antinucléaire. Par exemple, Laurence faisait attention à ce qu'elle disait à ses collègues – à juste titre puisqu'elle subira quelques pressions pendant son engagement aux Mères en colère. Une anecdote de Carole illustre l'animosité dont pouvaient faire preuve ses collègues enseignant·e·s à son rencontre :

« Un jour j'avais mis une affiche dans la salle des profs à propos d'un rassemblement organisé par le Crilan entre autres, contre l'EPR. Mon affiche, je l'ai posée le matin, deux heures plus tard elle était plus là. Un de mes collègues l'avait enlevé, en disant "ce n'est pas une information syndicale" [...] je suis un peu cataloguée dans mon établissement comme antinuc, et au pays du nucléaire, c'est pas très bien vu »

Au delà du cadre professionnel, l'indifférence vis-à-vis du travail fourni et au temps alloué aux activités militantes peut être mal vécue dans les relations amicales : c'est le cas de Sylvie par rapport à son engagement à l'ACRO.

A cause de cette stigmatisation des militant·e·s antinucléaires, leurs voix ont du mal à se faire entendre, ce qui « *évoque beaucoup d'angoisse, beaucoup de tristesse* » pour Mireille, qui fait remarquer que c'est aussi le cas pour les scientifiques critiques « *qu'on a du mal à entendre sur la place publique* ».

Face à ce dénigrement de la population locale, force est de constater que le collectif peut être source de réconfort : « *tu te sens moins seule aussi, c'est toujours bien de partager tes idées avec d'autres, surtout dans une région où les antinucs sont pas non plus légion* » (Carole). Nous verrons que la création des Mères en colère s'est aussi faite en réaction à cette stigmatisation des mouvements antinucléaires dans la région.

Ainsi, nous avons vu que leurs expériences en tant que militantes antinucléaires sont riches dans la théorie et la pratique, d'une diversité qui a probablement nourri le collectif des Mères en colère. Il est d'ailleurs possible d'affirmer que toutes les femmes que j'ai interrogées individuellement étaient déjà contre le nucléaire, à différents niveaux d'engagements et de maturité des réflexions à ce sujet, ce qui rejoint les conclusions de Tracy E. Perkins (2012). Cette description des parcours militants de chacune des femmes permet de se rendre compte que le collectif des Mères en colère a joué différents rôles dans ces trajectoires : pour certaines, il s'inscrivait dans la continuité de leur lutte antinucléaire, pour d'autres, c'était l'unique moment de mobilisation collective de long-terme.

## Chapitre II

# Les Mères en colère : une réponse collective et originale pour interpeller la population et les pouvoirs publics

« Cette histoire est celle d'un millier de familles », écrit-elle à propos des activistes de Love Canal, « qui vivaient près du site d'une décharge de déchets toxiques abandonnée. Et c'est l'histoire de la manière dont les citoyen-ne-s ont forcé le gouvernement à réagir. Je veux vous raconter notre histoire, mon histoire parce que je crois que les citoyen-ne-s ordinaires... peuvent influencer les solutions aux problèmes importants de notre société. »

---

Rich Newman (2001, traduction), citant Lois Gibbs, figure emblématique de la lutte de Love Canal.

Dans ce deuxième chapitre, je m'attacherai à décrire et analyser la formation du collectif des Mères en colère, ses actions et ses revendications, ainsi que son usage de la science. Plus particulièrement, je me concentrerai sur ce que les Mères en colère ont entrepris pour lancer l'alerte sur l'impact sanitaire du nucléaire dans le Nord-Cotentin. Je tâcherai de montrer que l'histoire, les actions et les ressentis des Mères en colère font écho à des mouvements environnementaux menés par des femmes et s'inscrivent dans cette lignée de lutte. Pour écrire leur histoire aux multiples facettes, j'ai tenté d'assembler les témoignages des mères en colère que j'ai rencontrées sur leurs expériences personnelles de leur engagement dans le collectif. Certaines se sont engagées seulement sur l'année 1997, d'autres ont continué à s'impliquer dans le collectif jusqu'à sa dissolution au début des années 2000.

## A La formation du collectif

Le collectif des Mères en colère s'est formé au début de l'année 1997, année qui sera le théâtre de controverses scientifiques et médiatiques sur les impacts sanitaires du nucléaire.

### A.1 L'alerte d'une étude épidémiologique

En 1995, Dominique Pobel et Jean-François Viel ont publié une étude épidémiologique qui met en lumière une sur-incidence de leucémies pour les moins de 25 ans : sur la période 1978-1992, dans un rayon de 10 km autour de l'Usine de retraitement, 4 cas de leucémies sont observés contre 1,4 attendus, soit presque 3 fois plus. Cet article a été vulgarisé dans la revue *Science & Vie* dans le dossier « Nucléaire et cancer. L'enquête qui dérange »<sup>1</sup>. Début 1997, Pobel et Viel ont publié des résultats dans le prolongement de la première étude puisqu'ils portaient sur le mode de vie des jeunes malades et leur famille et celui d'un groupe témoin. Ils mirent en évidence des facteurs de risque au développement de leucémies infantiles : la fréquentation des plages par les mères lors de la grossesse ou par les enfants eux-mêmes, la fréquence de consommation de produits de la mer, et habiter dans une maison en granit (lien avec le radon domestique). Cette publication a déclenché une controverse scientifique et médiatique sur la significativité scientifiques des résultats trouvés (Barbier, 2019). En effet, « *c'est la mono-industrie dans la région, donc c'est un peu un pavé dans la mare, il était quand même bien gênant* » explique Carole à propos de Jean-François Viel.

Les futures mères en colère avaient presque toutes des enfants en bas-âge ou étaient enceintes lors des publications des études épidémiologiques, elles se sont donc senties très concernées par celles-ci. Elles étaient d'autant plus inquiètes qu'elles emmenaient leurs enfants sur la plage depuis leur naissance et consommaient des poissons et des crustacés.

Pour Carole, cela a fait écho à une projection-débat organisée par le Crilan lorsqu'elle n'était pas encore mère d'un documentaire sur des femmes qui avaient des enfants malades d'une leucémie et qui vivaient près du site de Sellafield en Angleterre, principal complexe nucléaire britannique, qui contient notamment une usine de traitement des combustibles usés. Certaines, comme Sylvie, ne pouvaient pas supporter que leurs enfants puissent avoir des problèmes de santé : « *Entre se battre pour des idées, t'es pour ou contre le nucléaire, c'est une idéologie, et imaginer que tes enfants ont des problèmes de santé, là c'est trop dur. [...] Quand tu entends que les mamans qui sont allées sur la plage : ça te ramène à ta responsabilité de n'avoir pas su protéger... Je ne pouvais pas concevoir que mes enfants soient malades à cause de ça.* »

Suite à ces études, la plupart des femmes interrogées m'ont rapporté ne pas avoir changé leur mode de vie. Certaines au contraire, ont limité les promenades sur la plage ou mangé moins de poissons et crustacés, comme Laurence, qui résume, à propos des femmes du collectif :

---

1. *Science & Vie*, décembre 1995, vol. 939, « Des leucémies en trop », p. 76-81.

« *La plupart d'entre nous, a diminué ou arrêté la consommation des produits de la mer. Pour les plages plus compliqué, y aller avec un peu la boule au ventre...* ». Pour la majorité des femmes que j'ai rencontrées, qu'elles aient changé ou non leurs habitudes, les études scientifiques ont conforté leurs inquiétudes et leurs opinions à propos du nucléaire. Au-delà des réactions qu'elles pouvaient avoir individuellement dans leur foyer, elles se sont regroupées en collectif pour interpeller la population locale et les pouvoirs publics.

## A.2 L'évidence de la création d'un collectif

Le déclic pour créer une mobilisation citoyenne a eu lieu sur un parking d'école lorsque Sandrine et une autre mère sont tombées sur un article publié le 10 janvier 1997 par *La Presse de la Manche*, qui diffusait l'avis du directeur de l'Usine de retraitement sur l'enquête épidémiologique : « Absurde »<sup>2</sup>. C'est de ce mot, « absurde », que vient la colère qui ne les a jamais quittées. « *Le nucléaire a tout acheté, les terres, les routes, maintenant la santé des enfants ! Il faut faire quelque chose. On ne nous dit pas tout et le peu qu'on nous dit est incompréhensible. On veut en avoir le cœur net !* »<sup>3</sup>. Puis, lorsque Sandrine, Mireille, Carole et leurs conjoints se sont retrouvés lors d'un diner, elles se sont mises d'accord sur la nécessité de réagir puisque ces études concernaient leur mode de vie et celui de leurs enfants : « *il faut qu'on fasse quelque chose en tant que mères de famille* ». Elles voulaient simplement répondre à la question : « *peut-on emmener nos enfants sur la plage ? Peut-on continuer à manger du poisson ?* »<sup>4</sup>.

Il a fallu ensuite rassembler des personnes pour former un collectif, ce qui s'est fait assez rapidement par les cercles amicaux, familiaux et professionnels. En une semaine, elles étaient trente. Sandrine a fait le lien entre les femmes de la côte ouest (notamment Mireille, Carole, Agnès, Valérie, Sylvie et Hélène) et celles de la côte nord (notamment Laurence et Martine). Plus tard, d'autres femmes se sont greffées au collectif, informées de son existence par la lecture de la presse ou désireuses de se joindre à une action précise. Le collectif a donc démarré grâce à l'impulsion des femmes déjà très actives dans la lutte antinucléaire, qui furent rejointes par d'autres, moins engagées antérieurement. « *La plupart des femmes du collectif n'avaient jamais milité auparavant.* »<sup>5</sup>. Se rassembler en collectif avait une importance pour les femmes que j'ai interrogées : « *ça rassure d'avoir les mêmes inquiétudes, les mêmes questionnements* » (Valérie, mère de deux enfants en 1997) et le collectif permettait de « *voir qu'on restait vigilantes toutes par rapport à cette industrie, voir qu'on était pas les seules à être inquiète de la façon dont l'in-*

---

2. *La Presse de la Manche*, 10 janvier 1997, « Cogema : "Absurde" », Laurent Gouhier.

3. Témoignage d'une mère en colère, *Le Monde*, 12 février 1997, « Autour de la Hague, les mères sont en colère de ne pas savoir », Véronique Maurus.

4. *Humanité Dimanche*, 21 août 1997, no. 338, « On nous cache tout ».

5. *Humanité Dimanche*, 21 août 1997, no. 338, « On nous cache tout ». Dans l'idéal, il aurait fallu que j'interroge davantage d'ex-mères en colère n'ayant jamais milité auparavant puisque leurs témoignages auraient construit un récit plus riche et plus aligné avec la réalité du collectif.

*formation passait* » (Hélène, mère de trois enfants en 1997). Le fait de s'organiser collectivement contre les déchets toxiques est pour Brown et Ferguson (1995, traduction) la manière dont « les femmes transcendent la douleur, la peur et la dépossession et deviennent de puissantes forces de changement. ».

La nécessité de former le collectif est venue de leurs enfants : « *Moi ce qui m'a motivée : ce que je fais faire à mes enfants, est-ce que c'est judicieux ou pas ? J'avais envie d'être plus renseignée, or des informations on ne pouvait absolument pas en avoir, c'est secret défense.* » explique Martine, mère de deux enfants en 1997. Pour Laurence qui allait être mère de son troisième enfant en 1997, ses enfants étaient même son moteur principal dans cette lutte, plus que le côté politique.

Au delà de leurs motivations personnelles, la question des enfants était au centre de la réflexion à l'origine du collectif des Mères en colère, comme moyen de sensibilisation aux dangers du nucléaire sur la santé qui permet d'« *interpeller autrement les pouvoirs publics, les citoyens. Parce que aussi il faut alerter aussi les citoyens. Quand on nous dit que quand on emmène nos enfants sur les plages, peut-être qu'on les expose à des cancers, des leucémies, il faut quand même alerter* ». Pour obtenir le soutien du plus grand nombre, le collectif ne se revendiquait pas antinucléaire et mettait l'accent sur les impacts sanitaires du nucléaire dans la région, particulièrement sur les enfants, ce que je détaillerai dans la partie A.3. De plus, « *l'originalité, c'est que c'était des femmes qui ont décidé de se mobiliser. [...] Dans les autres mouvements, c'était surtout les hommes qui étaient en avant* » indique Carole, militante antinucléaire depuis son adolescence<sup>6</sup>.

### **A.2.1 Les Mères en colère : un nom interpellateur et fédérateur**

Derrière le nom « Mères en colère » se cache les motivations principales de la création du collectif : ce sont des mères inquiètes de la santé de leurs enfants et en colère face à la réaction médiatique et de l'industrie nucléaire suite aux enquêtes du Professeur Viel. Elles ont choisi ce nom car il permettait d'interpeller et de réveiller la population locale, de rassembler un maximum de personnes, tout en montrant que la mobilisation est à la portée de toutes et en gardant un « *capital sympathie important* ». Mireille résume :

« Peut-être qu'on a choisi ça parce que c'était plus porteur, parce qu'on avait vraiment envie d'interpeller, et qu'on a cherché comment on pouvait sortir du cadre antinucléaire, de nos assocs antinucléaires pour essayer d'interpeller plus large et d'avoir un impact. Je pense que tellement on était inquiet, que c'est peut-être pour ça qu'on a choisi « les Mères en colère », plus que par féminisme quoi. »

---

6. Je me pencherai davantage sur la question du genre dans le chapitre III, partie A.1.

Ce nom de collectif lui offrait une existence propre et donnait de fait la parole aux femmes qui le composaient, notamment dans la presse où elles apparaissaient régulièrement.

Par leur nom, elles voulaient aussi montrer qu'il n'était pas nécessaire d'être un·e scientifique ou travailleur·se du nucléaire pour entrer dans le débat et réclamer des informations (voir partie C.2). Mais comme elles n'étaient pas le type de personnes qui prenait habituellement la parole sur le nucléaire, elles ont dû batailler au début pour leur légitimité et pour ne pas être cantonnées à des « *bobonnes* » qui n'étaient inquiètes *que* pour la santé de leurs enfants. En effet, elles se rappellent avoir été d'abord considérées comme des « *illuminées* » ou des « *babos* », qui les renvoient respectivement à une irrationnalité et aux « *écolos chevelus* ». Ces désignations permettaient à l'industrie nucléaire de délégitimer facilement leur mobilisation (Topçu, 2013b). De plus, elles ont eu des relations conflictuelles avec certains membres d'associations antinucléaires existantes. Mais elles sont tout de même parvenues à être prises au sérieux par la presse et certain·e·s élu·e·s. J'aborderai la question du nom « Mères en colère » à partir d'une approche sociologique et historique, ainsi que d'une étude de ces ambiguïtés dans la partie A du chapitre III.

### A.2.2 Les premières revendications des Mères en colère

Le 17 janvier 1997, elles se sont réunies pour écrire l'« *acte de naissance* » des Mères en colère, qui fut transformé dix jours plus tard en lettre ouverte à l'attention de Corinne Lepage, alors ministre de l'Environnement. Après avoir rappelé qu'elles étaient « irritées par l'absence de données complètes et objectives quant à l'influence du rejet des particules radioactives dans l'atmosphère et dans l'environnement marin », elles s'interrogeaient : « Après les affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, des hormones de croissance, faut-il un nouveau scandale de santé publique touchant la vie de nos enfants pour réagir ? Nous ne pouvons plus nous contenter de propos rassurants, lénifiants et parcellaires. ». Elles déploraient qu'aucune étude épidémiologique n'ait été effectuée alors que le Nord-Cotentin détient la plus grande concentration de sites nucléaires en Europe. Dans leur lettre ouverte<sup>7</sup>, elles listaient cinq exigences qui avaient pour but de « *gratter là où ça fait mal* » :

1. Des études complémentaires et indépendantes, non seulement par l'INSERM<sup>8</sup>, mais aussi par des laboratoires indépendants afin d'évaluer le mode d'intégration des radionucléides par l'écosystème côtier et les voies de transfert dans les chaînes alimentaires.
2. Une étude épidémiologique complète avec cartographie des cancers et de l'ensemble des maladies radio-induites.

---

7. Lettre ouverte à Madame Corinne Lepage, Ministre de l'Environnement, 27 janvier 1997 (communiqué de presse).

8. Institut national de la santé et de la recherche médicale.

3. Un inventaire précis de la quantité, de l'état et de la durée de vie des 17 000 tonnes de déchets nucléaires britanniques et belges immergés dans la fosse des Casquets de 1950 à 1963<sup>9</sup>. Ces déchets participent-ils à la contamination de la chaîne alimentaire ? La zone des Casquets est en effet de plus en plus utilisée par des flotilles de pêche internationales.
4. La localisation des déchets nucléaires produits par le CEA avant la création du Centre de Stockage de la Manche, point sur lequel Madame Lepage avait promis une réponse en octobre 1995 lors de sa venue à Cherbourg.
5. La publication et l'interprétation des campagnes d'analyses de sédiments et d'organismes marins réalisées par la Marine Nationale et le laboratoire de radio-écologie marine de COGEMA HAGUE, sur la littoral de la mer de Manche entre la baie du Mont Saint Michel et la baie de Seine.

Elles terminent leur lettre ouverte par une demande spécifique pour Mme Lepage : « Notre collectif souhaite des informations claires et objectives. Afin de répondre à une inquiétude légitime, latente et de bon sens, nous souhaitons vous rencontrer Madame, le lundi 3 février lors de votre venue à Cherbourg ». Elles obtiendront cette rencontre, que nous découvrirons dans la partie B.3.2.

### A.3 Pourquoi créer une nouvelle mobilisation collective ?

Quelles étaient les motivations des femmes pour créer un nouveau collectif ? En effet, pourquoi n'ont-elles pas mené leurs actions dans les associations antinucléaires déjà existantes, dont certaines faisaient déjà partie ? Face à l'omerta du nucléaire dans la région (chapitre I, parties A.2 et B.3) et pour « *donner un coup de pied dans la fourmilière* », elles ont décidé de décaler le débat grâce à un angle d'approche nouveau : la santé des enfants. Leur but premier était de « *lever la chape de plomb. Parler, libérer l'angoisse.* »<sup>10</sup>

#### A.3.1 L'approche scientifique du Pr Viel à l'origine de la création du collectif

L'étude de Jean-François Viel a eu une importance cruciale dans la création du collectif : les Mères en colère ont *voulu*, mais surtout *pu* réagir grâce à cette enquête. En effet, elles avaient enfin un soutien scientifique sérieux et des chiffres à l'appui de leurs inquiétudes et pour réveiller la population locale. Cette étude légitimait et intensifiait leurs peurs et leur volonté d'agir : ce n'était plus des « *impressions* » ou des « *sentiments infondés* », mais une étude épidémiologique réalisée par un professeur « *qui n'avait pas l'air d'un illuminé* ». Valérie, mère de deux enfants

9. La fosse des Casquets est située à 15 km du cap de la Hague. Le gouvernement britannique a reconnu son utilisation comme dépôt de déchets radioactifs en octobre 1995.

10. Témoignage d'une mère en colère, *Le Monde*, 12 février 1997, « Autour de la Hague, les mères sont en colère de ne pas savoir », Véronique Maurus.

en 1997, explique sa réaction à la suite de la publication : « *on se sent concernée, c'est vrai que quand on voyait cet article, ça fait des doutes, même si on en avait déjà. Quand il y a un professeur qui dit ça, ça nous bouleverse quand même, on est pas rassuré* ».

Cette étude ne décrivait pas de seules statistiques sur des cancers puisqu'elle évoquait spécifiquement le mode de vie des habitant·e·s de la Hague, ce qui était plus parlant pour la population locale. Carole indique que cette approche scientifique nouvelle – en plus du fait que les études du Professeur Viel étaient les premières enquêtes épidémiologiques sur le territoire – a été primordiale pour le collectif : « *Il nous a touché car c'était sur notre façon de vivre, et c'était peut-être plus facile pour nous de s'emparer de ça* ».

Non seulement c'était une étude sur les habitudes des Haguais·es, mais aussi, et surtout, elle parlait des enfants :

« Il y avait toujours un questionnement autour des gens qui travaillent et leur santé, et là c'était pas les gens qui travaillent, donc c'était un autre angle d'approche : les enfants, nos enfants. Il n'y a pas besoin de travailler dans le nucléaire. Parce qu'on entendait quand même des questionnements "machin il a travaillé là-bas et il est malade", mais là ça n'avait rien à voir... Je pense que ça secouait quand même les gens. Les enfants... » (Sylvie, mère de deux enfants en 1997).

Le fait que l'étude parle spécifiquement des enfants a été la raison d'être des Mères en colère, ainsi que l'un de ses atouts principaux car pouvait rassembler large et être le point d'entrée dans un mouvement antinucléaire (voir partie A.3.3). Ainsi, l'approche nouvelle de cette étude épidémiologique a entraîné une nouvelle réaction citoyenne : la création du collectif des Mères en colère.

Les Mères en colère ont évidemment tenté d'entrer en relation avec le Professeur Viel, notamment en souhaitant l'inviter dans le Nord-Cotentin. Mais la controverse scientifique et médiatique a été tellement violente que Jean-François Viel ne se sentait pas le bienvenu dans la région et a par la suite abandonné toute étude sur le nucléaire après 1997. Les Mères en colère ont regretté le fait qu'il ne soit pas venu, même si elles comprenaient les raisons de son absence, puisqu'elles pensaient que leur combat pour obtenir plus d'informations aurait été facilité par sa venue en pays haguard (Dauvin et Marie, 1997).

### **A.3.2 Se distancier des mouvements antinucléaires**

Les Mères en colère ne voulaient pas être perçues comme des militantes antinucléaires<sup>11</sup> puisque certaines femmes actives dans des associations antinucléaires avaient déjà éprouvé un manque d'écoute et de considération de leurs alertes :

---

11. La position publique du collectif contraste alors avec les convictions individuelles des mères en colère décrites dans le chapitre I. Je ne les ai pas questionnées individuellement sur la manière dont elles ont vécu ce choix stratégique, mais cela aurait été pertinent pour ma recherche.

« Quand on dénonce quelque chose on n'arrive jamais à sortir de l'ombre pour dire : "regardez, il y a quand même quelque chose de grave, de dangereux". On se fait toujours voler la vedette par autre chose et là, on a essayé de chercher quelque chose qui pouvait avoir un impact un petit peu plus violent sur la population et sur les gens. » (Carole).

D'ailleurs, « *il suffit de demander des informations pour être taxé d'antinucléaires !* »<sup>12</sup> rappelle une mère en colère.

Portées par leur inquiétude par rapport à l'étude du Professeur Viel, elles ont donc essayé de sortir du cadre de ces associations et du mouvement antinucléaire plus généralement, et préféraient avoir l'image d'être des citoyennes du Nord-Cotentin vivant auprès de sites nucléaires. « *Nous ne sommes pas antinucléaires, nous sommes des mères inquiètes* »<sup>13</sup> répondent-elles pour se désolidariser des mouvements antinucléaires. En effet, elles considéraient que ne pas se positionner sur le débat pro- ou anti-nucléaire était une nécessité pour se faire entendre et interpeller la population locale, mais aussi pour que celle-ci puisse s'exprimer. « *Il y a plein de gens, de femmes qui sont venues nous rejoindre, qui n'avaient encore pas trouvé de groupe dans lequel elles pouvaient s'exprimer, comme ça, sans se faire cataloguer d'antinucléaires ou d'écologistes. Ce qui a quand même une connotation assez péjorative dans le coin où tout le monde a plus ou moins des intérêts économiques, financiers dans le nucléaire* » indique une mère en colère<sup>14</sup>. Ainsi, elles ont contourné le fait que peu de personnes étaient prêtes à critiquer le nucléaire afin de réussir quand même à interroger la population sur les dangers du nucléaire sur la santé et plus particulièrement celle des enfants.

Les Mères de colère sont restées un collectif, sans jamais devenir une association au point de vue légal : la spontanéité du mouvement et la plus grande liberté permises par un cadre moins contraignant leur importaient. Elles n'avaient de ce fait pas d'obligations d'organisation avec une présidente, une secrétaire et une trésorière qui alourdisaient les démarches et le processus de décision. Cela leur permettait de prendre facilement des décisions puisque toutes les membres pouvaient décider et parler au nom du collectif<sup>15</sup>. Enfin, il n'est pas possible d'intenter un procès envers un collectif, ce qui permettait de protéger les Mères en colère de procédures juridiques, dont Greenpeace, par exemple, était régulièrement la cible.

---

12. Propos d'une mère en colère recueilli dans *Humanité Dimanche*, 21 août 1997, no. 338, « On nous cache tout ».

13. Ibid.

14. Propos recueilli dans Dauvin et Marie (1997, p. 21)

15. Nous parlerons des dissensions du collectif sur ce point dans la partie B.2.1 du chapitre III.

### A.3.3 Mettre l'accent sur la santé des enfants

Les Mères en colère ont porté le débat sur un autre terrain que celui des habituels affrontements de connaissances scientifiques<sup>16</sup>, en mettant en avant un sujet simple, « *plus terre-à-terre* » et qu'elles maîtrisaient : la santé de leurs enfants et leurs modes de vie. La question des enfants, qui concerne beaucoup de personnes, permettait alors de mettre en avant-scène le nucléaire et ses impacts, en sensibilisant et en rassemblant le plus grand nombre. Pour être écoutées, elles souhaitaient « *ramener ça aux citoyens, à la mère de famille avec ses gamins, qui consomme du poisson, qui va sur la plage* » et interroger la population locale sur l'inquiétude provoquée par l'étude de Jean-François Viel.



**Figure II.1 – Logo des Mères en colère.** Son aspect enfantin – il a été dessiné par un enfant d'une mère en colère – rappelle la volonté du collectif de mettre l'accent sur la santé des enfants.

Les Mères en colère, qui n'étaient pas un collectif de mères d'enfants malades, ont reçu des lettres de soutien de familles d'enfants leucémiques décédés, dont deux me sont parvenues. « Je rejoins tout à fait votre sentiment de révolte, j'ai perdu mon petit-fils d'une leucémie »<sup>17</sup> écrit une grand-mère qui souhaite établir un lien avec le collectif via l'association « Côte d'Émeraude-Manche Leucémie Espoir » qu'elle a fondée, qui offre un soutien moral et financier avec les familles et les malades. Un autre témoignage a été envoyé par une mère prête à leur faire part de l'expérience des 6 ans de maladie de leur enfant, qui a fait partie des cas étudiés par le Pr Viel : « Voilà un peu notre histoire, je veux me battre avec vous, pour plus qu'aucune famille ne vive l'horreur que nous avons vécu »<sup>18</sup>.

Nous avons montré pourquoi mener la lutte entre femmes pour dénoncer l'impact sanitaire du nucléaire sur la santé des enfants était la stratégie des Mères en colère pour contrer l'indifférence vis-à-vis du discours antinucléaire dans la région. Ce mouvement était donc original par le fait qu'il était féminin, qu'il ne se positionnait pas sur le plan pro- ou antinucléaire, qu'il se focalisait

16. Se référer à la partie C.2.

17. Lettre de soutien, 2 février 1997.

18. Lettre de soutien, 17 avril 1997. Il semblerait que cette femme n'ait jamais rejoint le collectif car la perte de son enfant était trop récente et douloureuse. Le collectif n'avait vraisemblablement pas de contacts proches avec les familles d'enfants leucémiques, mais je n'ai pas suffisamment creusé cette piste.

sur la santé des enfants, qu'il interrogeait sur les impacts de la pollution nucléaire sur les activités quotidiennes et de subsistance, et qu'il ne s'est pas constitué en association. Les Mères en colère ne voulaient pas être une association antinucléaire ou écologiste de plus car elles voulaient avoir un espace de parole pour ouvrir la discussion sur les conséquences du nucléaire et sur les inquiétudes associées. Elles ont donc symbolisé un certain « réveil de la société civile » (Dauvin et Marie, 1997) puisque les derniers mouvements d'ampleur de la lutte antinucléaire dans le Nord-Cotentin datait de la fin des années 1970.

## **B Leurs actions et leurs revendications en 1997 : inter-agir avec l'extérieur**

Dans cette partie, je vais m'intéresser à ce que les Mères en colère ont réalisé en 1997 puisque c'est l'année où elles étaient le plus actives, et pour laquelle j'ai le plus de sources à ma disposition.

Les Mères en colère ont axé dans un premier temps leurs actions sur une pétition, l'organisation de sit-ins et la prise de contact avec des élu·e·s locaux et nationales afin d'interpeller la population locale et les pouvoirs publics. La comparaison entre les actions et revendications des Mères en colère et celles d'autres luttes environnementales menées par des femmes s'avère fructueuse. Nous pouvons dès lors remarquer qu'elles n'ont pas fait d'épidémiologie populaire comme cela s'est fait à Love Canal (Brown et Ferguson, 1995), ou ne se sont pas concentrées sur l'obtention pratique et régulière de mesures fiables des contaminations comme certaines mères après la catastrophe de Fukushima (Kimura, 2016).

### **B.1 Une pétition pour questionner et protester contre les impacts du nucléaire**

La première action des Mères en colère auprès du public, après avoir rédigé la lettre ouverte à Corinne Lepage, fut de mettre en place une pétition intitulée « Manifeste pour une information objective et transparente ». La pétition en tant que moyen d'action permettait d'accomplir deux objectifs : « *réveiller les gens du coin* » en allant à leur rencontre, puis transmettre les interrogations et l'inquiétude de la population sur l'impact du nucléaire dans la région aux élu·e·s. Elles espéraient par ce biais « *sensibiliser les gens du Cotentin plus massivement* » tout en montrant qu'il était possible de se poser des questions sur les impacts du nucléaire sans se revendiquer antinucléaire.

« L'idée de la pétition c'était de toucher les gens qui vivent là, ne disent rien et qui ne semblait pas s'interroger sur le sujet, toucher d'autres personnes. Parce que les

antinucléaires, on les connaissait, ils étaient déjà engagés dans différents mouvements qui existaient là, là il y avait l'idée de sensibiliser plus largement. » (Carole, déjà engagée dans l'activisme antinucléaire depuis son adolescence).

Ce n'était évidemment pas une pétition antinucléaire, le but principal était d'alerter la population : « *vous vivez dans une région très nucléarisée qui a un impact sur votre santé* » explique Carole, « *et sur la santé des enfants* » ajoute Mireille. Nous vérifions ici qu'elles mettaient l'accent sur la question des enfants afin d'interpeller le plus grand nombre, comme nous avons vu dans la partie A.3.3. Notamment, les Mères en colère indiquaient dans la pétition : « Nous voulons savoir si dans le Cotentin, comme dans les autres régions exposées à des risques analogues, la santé des enfants est susceptible d'être menacée ».

Pour recueillir des signatures, les Mères en colère se sont déplacées sur les marchés, ce qui permettait de s'assurer que c'était en majorité des habitant·e·s de la région qui signaient. Les signataires approuvaient la démarche du collectif : « Par ce manifeste, je soutiens le collectif des Mères en colère dans sa volonté d'obtenir enfin des informations claires et objectives, sur les risques liés à l'influence des rejets, dans l'atmosphère et dans l'environnement marin, de l'industrie nucléaire. »

Les Mères en colère comptabilisaient 1000 signatures fin mars 1997, près de 4000 en juin, pour finalement atteindre un total de 6000 signatures, dont 4500 d'habitant·e·s du Cotentin (Dauvin et Marie, 1997). Ce nombre important de signatures montrait qu'elles n'étaient pas les seules à s'inquiéter des conséquences sanitaire du nucléaire et donnait de fait du crédit à leurs requêtes. Elles devenaient alors les porte-paroles des signataires, notamment de ceux qui profitaient de cette action pour porter leur voix : « *Si en fait eux n'osaient pas le dire ouvertement, le fait de signer cela ne les engageait pas trop et puis ils étaient très satisfaits, en fait, qu'il y ait des gens qui le fassent pour eux* »<sup>19</sup>. La pétition s'adressait en effet à une population baignée dans les discours rassurants de l'industrie nucléaire, comme l'explique une interview de mères en colère<sup>20</sup> :

« Première génération née sous le nucléaire, nous avons toujours vécu là-dedans sans avoir de recul. [...] Comme la plupart des gens ici, nous avons toujours cru aux discours de la Cogema sur l'innocuité du nucléaire. [...] La plupart des gens qui signent notre pétition avaient une totale confiance en la Cogema. »

De manière générale, les gens n'étaient pas agressifs envers les Mères en colère pendant qu'elles récoltaient leur signature, ce qui n'est pas forcément l'accueil qui leur aurait été fait si elles s'étaient positionnées comme antinucléaires. Parfois, certaines personnes rappelaient qu'elles n'étaient pas antinucléaires mais signaient tout de même la pétition, ce qui montre un certain

---

19. Propos recueillis par Dauvin et Marie (1997, p. 24).

20. Propos de mères en colère recueillis dans *L'Événement du jeudi*, 26 juin 1997, « La sourde angoisse des habitants de la Hague ».

succès de l'action puisqu'elle touchait des personnes *a priori* hostiles à cette démarche, mais qui étaient tout de même intéressées pour connaître l'impact du nucléaire sur la santé.

« Il y a certaines personnes qui tout en y travaillant ou en étant directement concernées par l'industrie nucléaire acceptaient de la signer, parce qu'il y avait malgré tout une inquiétude, quand on est mère surtout, on est concernée par la santé de nos enfants. » (Hélène, qui parlait de la pétition avec des travailleur·se·s du nucléaire)

Après avoir récolté les signatures, les Mères en colère ont remis la pétition à la ministre de l'Environnement, Dominique Voynet, rencontre que je décrirai dans la partie B.3.2. Le type de population touché par la pétition, c'est-à-dire beaucoup plus large que celle touchée par les actions antinucléaires habituelles, le nombre de signataires, et la transmission effective à une élue nationale ont fait de cette action un succès par rapport aux objectifs visés.

## B.2 Manifestations au nez du nucléaire

Les Mères en colère ont régulièrement crié leur mécontentement et leur inquiétude lors de rassemblements et sit-ins près des sites nucléaires locaux, dont je vais décrire quelques occurrences. Leur première action de ce type s'est déroulée le mercredi 19 mars 1997 aux portes de l'Usine de retraitement des déchets. Elles expliquaient leurs motivations dans un communiqué de presse intitulé « Les raisons de la colère ». Quelques jours avant ce rassemblement, Greenpeace et la Crii-Rad ont profité d'une grande marée pour aller mesurer la radioactivité sur la canalisation qui part de l'Anse des Moulinets : le niveau de radiation est 3000 fois supérieur à la radioactivité naturelle<sup>21</sup>. Les Mères en colère s'indignaient alors : « Outre le fait que depuis près de trente ans, nous avons pu avec nos enfants fréquenter cet endroit, nous y baigner et ramasser des coquillages sans qu'aucune information ne soit donnée par la Cogéma sur les risques encourus ; le niveau d'irradiation mesuré au contact extérieur de la canalisation donne une idée de la quantité colossale de radioactivité contenue dans les effluents rejetés en permanence dans la Mer de la Manche et qui sont ainsi transportés le long des côtes du Cotentin vers la Baie de Seine et la Baie du Mont Saint-Michel. » Les Mères en colère sont restées avec leurs enfants deux heures devant les grilles de la Cogéma « *pour exprimer un ras-le-bol général et une grande inquiétude. Nous avons prévu cette manifestation depuis un petit moment mais le tuyau des Moulinets a accéléré le mouvement. Nous n'avons aucune animosité mais juste besoin de dialogue* ». Elles souhaitaient réitérer ce genre d'action « *jusqu'à ce que les élus et la Cogéma comprennent que la population est inquiète* »<sup>22</sup>. Par la suite, elles ont effectivement organisé de nombreuses manifestations en 1997, des mercredis ou des samedis, où elles voient arriver à chaque fois de nouvelles personnes<sup>23</sup>.

---

21. *Ouest France*, 12 mars 1997, « La marée basse découvre la radioactivité », Jean-Pierre Buisson.

22. *Ouest France*, 20 mars 1997, « Après-midi goûter au nez du nucléaire ».

23. Un tract des Mères en colère est reproduit dans la partie Annexes.

### B.2.1 Une esthétique particulière

L'esthétique du sit-in goûter du 19 mars est singulière et soulignée par les journaux locaux : « Banderole, distribution de tracts, gâteaux, café, serpentins et ballons de baudruches, petits dessins à la craie sur le bitume... »<sup>24</sup>, « Des marmots qui courent en ribambelle [...] En tout une cinquantaine de personnes, qui le temps d'un sit-in goûter, ont donné au centre de retraitement des déchets de retraitement des déchets nucléaires un autre aspect. Celui d'une cour de récré, d'un joyeux parterre où les enfants dessinent à la craie et les adultes peinturlurent au pochoir le logo du collectif »<sup>25</sup> (voir figure II.2). Cet univers décoratif contraste avec la froideur de l'Usine et rappelle celui des actions antinucléaires menées par des femmes aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1980 (Hache, 2016; Cook et Kirk, 2016; Zitouni, 2019).



**Figure II.2 – Manifestation du 19 mars 1997 devant les grilles de l'Usine de retraitement.** *Sciences & Vie*, juin 1997, no. 957, « Peut-on contrôler le nucléaire ? », Hélène Crié.

Une autre action est caractéristique d'une recherche esthétique et symbolique. Le samedi 7 juin « le Collectif des Mères en Colère vient exprimer son inquiétude et son mécontentement aux portes de la Centrale Nucléaire de Flamanville. Les rejets liquides et gazeux de l'usine Cogéma la Hague ne doivent pas occulter ceux produits par la Centrale Nucléaire de Flamanville. Bien qu'ils soient moindres, ils sont inacceptables. »<sup>26</sup> Dans leur communiqué de presse, les Mères en colère actualisèrent leurs revendications :

24. *La Presse de la Manche*, 20 mars 1997, « Inquiétude et colère des mères devant la COGEMA ».

25. *Ouest France*, 20 mars 1997, « Après-midi goûter au nez du nucléaire ».

26. Communiqué de Presse : « Le collectif des Mères en colère à Flamanville (Manche) », le samedi 7 juin 1997.

1. Que soient publiés : le bilan radioécologique décennal et annuel, ainsi que le bilan initial appelé "point zéro" obligatoirement effectué avant le démarrage d'une nouvelle installation nucléaire.
2. Que les élus, avec les retombées financières de cette industrie (taxe professionnelle EDF de 1995 = 110 MF) fasse procéder par des laboratoires indépendants à des analyses régulières afin de quantifier les rejets chimiques et radioactifs, et d'évaluer leur éco-toxicité dans l'environnement marin et terrestre.
3. Que les communes participent financièrement et de manière substantielle à la pérennité du registre des cancers de la Manche.
4. Qu'il soit procédé à la distribution des pastilles d'iode qui doivent obligatoirement être mises à disposition de la population.
5. Que soient donnés à la population les moyens de pouvoir appliquer les consignes du Plan Particulier d'intervention mis en place par le Préfet en cas d'accident.

Les enfants des Mères en colère ont symboliquement lâché au vent ces exigences attachées à des ballons multicolores, ce qui donnait une ambiance joyeuse et enfantine (voir figure II.3)<sup>27</sup>. L'action avait aussi pour but de « *prouver que les rejets gazeux atmosphériques ne sont pas localisés à Cogema ou à Flamanville mais que leur impact va beaucoup plus loin.* »<sup>28</sup>

### B.2.2 Se confronter aux travailleurs du nucléaire

Puisque les Mères en colère choisissaient de se rassembler devant les installations nucléaires, elles se confrontaient aux travailleurs du nucléaire et inversement. De manière générale, elles ne se souviennent pas d'animosité particulière de leur part lors des manifestations, à part une altercation avec le service communication de la centrale de Flamanville. Pourtant, comme l'a décrit Zonabend (2014), la plupart des employés de l'Usine de la Hague étaient convaincus que leur travail n'est pas dangereux, que tout est fait pour leur sécurité ou alors vivaient dans un certain déni des dangers, et que donc les antinucléaires se fourvoyaient. Devant les Mères en colère, les travailleurs du nucléaire se heurtaient à leurs préjugés : « *ceux qui critiquent, ce sont des intégristes antinucléaires. Et nous on arrivait avec nos gamins devant les grilles à la sortie de leur job.* » (Carole). Cette anecdote ressemble à ce que Laurence décrit à propos de la visite de l'Usine de retraitement par les Mères en colère en 2000 : « *ils étaient dans un monde où on leur faisait un lavage de cerveau par rapport à nous, et nous on se faisait un plaisir d'aller serrer la main à tout le monde, de les regarder dans les yeux, de dire, "tu vois je mords pas".* ». Ces anecdotes font écho aux expériences des femmes du camp de Greenham Common, qui se

27. Pour plus de photographies des manifestations, voir Annexes.

28. *Ouest France*, 9 juin 1997, « Des mères en colère à Flamanville ».



**Figure II.3 – Manifestation du 7 juin 1997 devant la centrale nucléaire de Flamanville.**  
*Pèlerin magazine*, 11 juillet 1997, « Les mères veulent savoir », Chantal Joly.

retrouvaient face à des hommes, vigiles ou dirigeants, désarmés par leur présence et leurs modes d'action (Cook et Kirk, 2016).

Les manifestations étaient un moment privilégié pour rentrer en contact avec les travailleurs du nucléaire, et connaître leur position à propos des dangers du nucléaire. Sylvie décrit son ressenti des manifestations des Mères en colère devant les grilles de la Cogema :

« C'était des femmes avec leurs enfants, et puis c'était des hommes qui sortaient du travail, moi j'ai une image forte tu vois. Et je me souviens à la Cogema distribuant les tracts, d'un monsieur qui a ouvert sa vitre et qui nous a fait signe (elle lève son index au ciel) "peut-être vous vous trompez un petit peu". Parce que, je ne sais pas, dans le tract on parlait plus de l'impact de l'eau, de la mer... Et je me souviens qu'il nous avait fait signe d'aller faire des prélèvements dans l'air, d'un air de dire, eux ils savaient des choses et c'était un moyen finalement de nous dire où il fallait aller chercher. Mais j'ai cette image-là, quelque chose de fort. Il y a quand même un savoir des gens qui bossent et qui ne disent pas, qui n'osent pas dire. Et le fait qu'on soit là, c'était aussi un moyen pour... On peut imaginer que c'était un père de famille. L'utilité de ça, c'est aussi de permettre à des gens de s'exprimer sur des

choses qu'ils peuvent savoir et qui les empêchent peut-être de dormir. »

Ce genre de collaboration avait lieu aussi en dehors des manifestations puisque quelques mères en colère étaient en contact avec des employés de la Cogema « *qui donnaient des billes* », et dont elles gardaient parfois l'identité secrète de peur que les témoignages ne les mettent en danger.

Les manifestations des Mères en colère font écho à celles des mouvements environnementaux et/ou antinucléaires menés par des femmes. Même si elles ne faisaient pas de la désobéissance civile (comme les femmes de Greenham Common par exemple), elles se montraient publiquement pour alerter la population locale et les pouvoirs publics, pouvaient avoir un lien similaire avec les travailleurs de l'industrie qu'elles rejetaient et jouaient sur une esthétique particulière.

### **B.3 Leurs relations avec les élu·e·s et les institutions étatiques**

Les Mères en colère ont cherché à rentrer en contact avec des élu·e·s à l'échelle municipale, départementale, régionale et nationale afin d'« *obliger les autorités à communiquer* ». Malgré leur colère affichée dans le nom de leur collectif, elles essayaient de maintenir une posture calme pour espérer obtenir des avancées et préserver un espace de discussion avec les élu·e·s. Dans la littérature des mobilisations féminines contre les déchets toxiques, il est observé « des conflits avec les officiels masculins et les autorités qui ne sont pas encore habituées à entendre les voix de ces femmes entêtées et tenaces contester le système... Les femmes sont fréquemment ignorées par les politiciens mâles, les représentants officiels du gouvernement et les porte-parole des entreprises » (Zeff *et al.*, 1989 cité dans Krauss, 2016). Nous allons donc nous intéresser aux relations qu'ont entretenues les Mères en colère avec les élus locaux, les ministres de l'Environnement, et les commissions mises en place par des représentant·e·s étatiques.

#### **B.3.1 Des élus locaux peu réceptifs**

Les Mères en colère ont très vite sollicité tous les maires et conseillers municipaux du Nord-Cotentin « afin de les sensibiliser et de les inciter à faire réaliser des analyses complètes et régulières sur les sédiments et organismes marins de leur zone littorale et à en rendre publics les résultats »<sup>29</sup>. Elles demandaient leur soutien et joignaient le « Manifeste pour une information objective et transparente » qu'elles leur encourageaient à signer. Malheureusement, elles n'ont reçu que très peu de réponses et encore moins de soutien de la part de leurs élus locaux<sup>30</sup>. Les femmes que j'ai interrogées m'ont expliqué ce délaissement de la part des élus locaux par le fait qu'ils travaillaient souvent dans le nucléaire ou bénéficiaient des retombées économiques de la filière pour leurs communes. Ainsi, la grande majorité des maires n'ont pas voulu « prendre

---

29. Communiqué de presse des Mères en colère : « Les Mères sont toujours en colère », 4 mars 1997.

30. Je n'ai aucune lettre de réponse de la part d'un élu local à ma disposition.

position » comme demandaient les Mères en colère dans leur acte de naissance. Une exception notable est le maire socialiste de Cherbourg, Jean-Pierre Godefroy, partisan du nucléaire, qui demanda en mars 1997 que des analyses soient réalisées par des organismes indépendants et « que la Cogema informe plutôt que de se contenter d'affirmer »<sup>31</sup>. D'après les Mères en colère, il semblerait qu'elles n'y soient pas pour rien dans cette demande de « transparence » et de « contre-expertise ».

Certains maires étaient cependant très hostiles aux démarches des Mères en colère. Par exemple, Michel Laurent, conseiller général et maire de la commune de Beaumont-Hague s'est exprimé dans la presse locale : « Une surenchère se met en place contre le centre de retraitement de la Hague de la part d'organismes bien connus qui ne souhaitent en réalité que l'arrêt du nucléaire et la fermeture de la Hague. Exemple : les Mères en colère, qui ne sont en réalité que le mouvement antinucléaire Robin des Bois, l'Acro, Greenpeace, etc. Il ne faut donc pas tomber dans ce mouvement et ce piège antinucléaire. »<sup>32</sup> Il ajouta que les maires de la Hague sont « profondément soucieux de la santé publique et de l'avenir économique de leur beau pays ». Les Mères en colère ont alors répondu une semaine plus tard dans le même journal<sup>33</sup>. Elles se défendaient en affirmant que le collectif « s'est créé spontanément [...] : qui d'autre que des mères pourraient se sentir plus concernées et inquiètes pour la santé et l'avenir de leurs enfants ? C'est là tout le sens et la pertinence de ce collectif. Bien sûr, parmi les mères en colère, il n'est pas surprenant d'y rencontrer des femmes déjà sensibilisées au problème du nucléaire. [...] Pour nous aussi, l'économie du Nord-Cotentin est un souci quotidien mais nous n'hypothéquons pas la santé et l'avenir de nos enfants ». Michel Laurent était d'ailleurs soutenu par certains de ses collègues, notamment le Conseiller Régional de Basse-Normandie qui lui adressa une lettre : « L'image touristique de cette région et au-delà, son économie et ses emplois ne peuvent être sacrifiés à l'intégrisme anti-nucléaire et destructeur de quelques-uns »<sup>34</sup>.

Les élus locaux organisaient des réunions publiques, ce qui était vu positivement par les Mères en colère car inenvisageable dix ans auparavant. Cependant, elles n'étaient pas totalement convaincues par leurs démarches :

« C'est pas vraiment une information réelle et objective. C'est donner une impression d'information et de communication aux gens, mais quand on voit les gens qui sont invités et ce qu'ils nous racontent, qui relèvent ni de l'objectivité ni de la démocratie. [...] Quand on va bien voir au fond des choses, ils ont tous plus ou moins un pied dans le nucléaire quelque part. Ce n'est pas indépendant, donc on ne peut pas dire que c'est de l'information. C'est de la communication ou de la publicité mais ce n'est

---

31. *La Presse de la Manche*, 19 mars 1997, « Jean-Pierre Godefroy : "On massacre le Cotentin !" ».

32. *La Presse de la Manche*, 21 mars 1997, « Ne pas tomber dans le piège ».

33. *La Presse de la Manche*, 28 mars 1997, « Les mères en colère persistent »

34. Lettre de Pierre Bihet (Conseiller Régional de Basse-Normandie ; Maire-adjoint d'Équeurdreville) à Michel Canoville (Président du district de la Hague) et Michel Laurent (Conseiller Général) le 16 avril 1997.

pas de l'information pour la population » (Témoignage d'une mère en colère<sup>35</sup>)

### B.3.2 Des ministres de l'Environnement à l'écoute

Les Mères en colère ont eu l'occasion de rencontrer deux ministres de l'Environnement, Corinne Lepage puis Dominique Voynet qui lui succéda en juin 1997. Il semblerait que les Mères en colère ont reçu plus de soutien de la part de ces élues nationales, malgré le fait qu'elles « *étaient complètement coincées dans un gouvernement où c'est le ministre de l'Industrie qui a le plus de pouvoir* ».

Corinne Lepage, connue pour ses positions critiques par rapport au nucléaire, s'est rendue le 3 février 1997 dans le Nord-Cotentin pour s'entretenir avec des élu-e-s, des médecins, des agriculteurs, des syndicats et trois mères en colère. Elles étaient agréablement surprises de voir qu'une Ministre avait accepté de rencontrer un si jeune collectif.

« La rencontre avec le ministre de l'Environnement s'est déroulée dans un climat de confiance. Mais il reste une grande divergence entre nous : Corinne Lepage ne veut pas que des non-scientifiques siègent dans le collège d'experts [la commission Souleau]. Nous avons donc le sentiment que la population est exclue de ces travaux et cela nous inquiète quant à la transparence de ces travaux. De toute façon, cette réunion n'est que le début de notre action, il va désormais falloir continuer à travailler pour que l'on connaisse enfin toute la vérité ». (Témoignage d'une mère en colère à la sortie de la rencontre avec Corinne Lepage<sup>36</sup>.)

Une autre mère en colère se sentait « *exclue. Comment peut-on parler de communication alors que nous n'aurons même pas le droit d'assister aux réunions de cette future commission* »<sup>37</sup>. Malgré l'écoute de Corinne Lepage face aux revendications des Mères en colère, celles-ci sont donc sorties déçues de l'entrevue.

Plus tard dans l'année, le 19 août 1997, deux mères en colère et deux de leurs enfants ont rencontré Dominique Voynet. Les enfants ont rendu la pétition avec ses 4500 signatures des habitant-e-s du Nord-Cotentin. Les Mères en colère ont ressenti « *une très bonne écoute [...] Dominique Voynet est réceptive aux préoccupations d'une partie de la population du Cotentin face aux rejets de Cogéma : elle a la volonté de faire avancer les choses [...] Nous l'avons senti amère vis-à-vis de la Cogéma qui doit informer davantage dans la transparence* »<sup>38</sup>.

---

35. Témoignage recueilli dans Dauvin et Marie (1997).

36. *La Presse de la Manche*, 4 février 1997, « Corinne Lepage veut "répondre sérieusement aux questions posées" », Laurent Gouhier.

37. *Ouest France*, 4 février 1997, « Marathon entre déchets et leucémies », Yann Halopeau et Stéphanie Zoccola.

38. *Ouest France*, 20 août 1997, « Une réelle volonté d'avancer », Yann Halopeau.

Il est possible que l'attention portée par les Ministres envers les Mères en colère ait eu un rapport avec le fait qu'elles étaient des femmes. Cependant, la confiance que les Mères en colère accordaient aux ministres de l'Environnement pouvait facilement être brisée, notamment lors d'un revirement d'opinion d'une des Ministres lors d'une réunion en comité restreint.

### **B.3.3 Une exclusion des commissions scientifiques mises en place pour répondre à leurs inquiétudes : refus de légitimation du collectif ?**

Les Mères en colère ont été exclues des deux commissions scientifiques mises en place pour étudier les impacts sanitaires du nucléaire dans le Nord-Cotentin, alors qu'elles ont joué un rôle majeur dans leur création. Cette exclusion met en jeu la légitimité perçue des Mères en colère par les institutions étatiques. Puisque nous discuterons dans la partie C.2.4 de cette exclusion en analysant l'histoire genrée de la science moderne, nous nous concentrerons ici sur les liens qu'ont entretenus les Mères en colère avec ces comités et leurs résultats<sup>39</sup>.

La première commission prend le nom de son président, le professeur Charles Souleau, alors doyen d'une faculté de pharmacie. Elle est constituée en partie pour répondre aux interrogations du collectif des Mères en colère puisqu'elle est chargée de mettre en place une étude épidémiologique (Topçu, 2010). Quelques jours après sa discussion avec les Mères en colère, et donc son refus de leur demande de participation dans la commission, Corinne Lepage a envoyé une lettre aux Mères en colère pour leur assurer que « Votre collectif sera donc naturellement ainsi tenu au courant des travaux menés, et il me paraît normal que vous puissiez être entendues par les scientifiques », et qu'elle a déjà engagé des démarches concernant leurs revendications listées dans la partie A.2.2. Une semaine plus tard, les Mères en colère ont répondu à Mme Lepage, pour insister sur leur volonté de prendre part à la commission qui va être mise en place : « Nous ne sommes pas des scientifiques, mais notre enracinement local et le réseau de mères de familles qui s'est tissé sur l'ensemble de la région peut permettre d'apporter des témoignages, des informations complémentaires et périphériques aux épidémiologistes chargés de synthétiser et d'analyser les données reçues. [...] L'inquiétude latente dont nous parlons dans notre lettre ouverte est une réalité. Combien de femmes portent en elles cette angoisse cachée, se confieront plus spontanément à d'autres femmes, mères de famille dont le souci prioritaire est la santé des enfants ? »<sup>40</sup>. Il est intéressant de noter qu'elles mettent ici en avant leur position de femmes et de mères afin de justifier la légitimité de leur requête, ce que nous détaillerons dans le chapitre III, partie A.1.. Mme Lepage a finalement demandé au Professeur Souleau que les Mères en

---

39. Les Mères en colère ont fait partie d'autres commissions, notamment les États généraux de la santé sur l'année 1998-1999 ou la CSPI, mais je n'ai pas assez d'informations à ma disposition pour en faire une description analytique.

40. Lettre des Mères en colère à Corinne Lepage, 15 février 1997.

colère participent à la définition des « modalités de l'information voire de la concertation »<sup>41</sup>. Cependant, malgré cette volonté de la ministre de l'Environnement, le collectif « n'est à aucun moment considéré par la commission Souleau comme un interlocuteur légitime, ce qui suscite un sentiment de rejet et d'exclusion chez ses membres » (Topçu, 2010).

En juin 1997, les premières conclusions du rapport Souleau devinrent publiques et confortèrent les Mères en colère dans leurs revendications : « *En dépit du scepticisme agressif de certains élus et malgré les dénégations hautaines de la Cogéma qui avait traité ses travaux d'absurdes, l'étude du professeur Viel a été validée par la commission Souleau.* »<sup>42</sup> Malgré les propos se voulant rassurants de Michel Laurent, maire, conseiller général et technicien à la Cogéma : « Les conséquences du nucléaire n'ont pas d'impact notoire sanitaire sur la santé publique. On peut tranquillement aller sur nos plages ramasser des coquillages et manger nos crustacés. Comme d'habitude. »<sup>43</sup>, les Mères en colère ont continué à manifester leur mécontentement devant les grilles de l'Usine de la Hague en demandant « l'arrêt pur et simple des rejets en attendant les résultats des futures enquêtes auxquelles elles souhaitent être associées »<sup>44</sup>.

Le 22 juillet 1997, Charles Souleau démissionne de sa fonction de président de la commission, notamment à cause de son incapacité à conserver sa neutralité et du fait que les travaux s'étaient appuyés uniquement sur des chiffres fournis par la Cogéma. Quelques jours avant leur rencontre avec Dominique Voynet en août, les Mères en colère déclaraient dans la presse : « La démission du professeur Souleau, qui, sous la pression omniprésente de certains responsables locaux et régionaux, avait tenu un discours rassurant, au mépris de la rigueur et de la prudence scientifiques, renforce notre volonté d'être encore plus vigilante et présentes »<sup>45</sup>.

Après l'échec de la commission Souleau, Dominique Voynet, alors nouvelle ministre de l'Environnement, mit en place une nouvelle commission : le Groupe Radioécologie Nord Cotentin (GRNC). Le GRNC fut chargé entre novembre 1997 et juillet 1999 de reconstituer *a posteriori* les doses de radiations reçues par la population afin de déterminer si celles-ci étaient responsables de l'excès des leucémies infantiles observé par Jean-François Viel. La direction de cette commission a été donnée à Annie Sugier, alors directrice de protection à l'IPSN<sup>46</sup>. Elle était proche des milieux associatifs et a inclus des associations expertes dans le dispositif : la Crii-Rad, l'ACRO et le GSIEN<sup>47</sup>. Des groupes écologistes et/ou antinucléaires en ont été écartés,

---

41. Lettre de Corinne Lepage au Professeur Souleau, 6 mai 1997.

42. *Ouest France*, 19 juin 1997, « Leucémies : entre colère et soulagement », Stéphanie Zoccola, Sophie Capel et Yann Halopeau.

43. *Libération*, 27 juin 1997, « Il faut qu'on nous dise la vérité », Natalie Castetz.

44. *Ouest France*, 19 juin 1997, « Leucémies : entre colère et soulagement », Stéphanie Zoccola, Sophie Capel et Yann Halopeau.

45. *Ouest France*, 11 août 1997, « Les mères en colère chez Voynet ».

46. Institut de protection et de sûreté nucléaire.

47. Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

ainsi que le collectif des Mères en colère car elles ne disposaient pas de compétences scientifiques (Topçu, 2013b). L'aspect « pluraliste » du GRNC a suscité l'intérêt des médias et des sciences sociales par sa rareté dans le domaine nucléaire – sa mise en place effective étant critiquée par certain·e·s (Estades et Remy, 2003; Miserey et Pellegrini, 2007; Topçu, 2010).

Le GRNC conclut à l'absence de preuves concernant l'effet des installations nucléaires du Nord-Cotentin sur les leucémies observées (même si celui-ci peut être réel)<sup>48</sup>. La Criei-Rad s'est désolidarisée du rapport final, tandis que l'ACRO et le GSIEN ont fait connaître leurs réserves et désaccords. Concernant l'implication des Mères en colère dans le GRNC, celles-ci ont été réduites au rang de « "parties prenantes" secondaires » par les institutions gouvernantes (Topçu, 2010). Cependant, le collectif des Mères en colère avait une visibilité locale et pouvait donc participer à la crédibilisation du GRNC (Estades et Remy, 2003). Ainsi, Annie Sugier instaure un dialogue régulier avec les Mères en colère (nous détaillerons cette relation dans la partie C.2.2.), en l'informant de l'avancement des travaux du Comité, en restant à l'écoute de ses interrogations et en leur présentant les résultats finaux de la commission avant d'être rendus publics (Topçu, 2010).

Les Mères en colère ont retenu des points positifs et négatifs par rapport au GRNC. D'un côté, elles reconnaissent que c'est la première fois que la parole citoyenne ainsi que le mode de vie sont pris en compte dans une expertise nucléaire, et non plus uniquement un point de vue scientifique. Comme la commission a reconnu les conclusions de l'étude du Pr Viel, elle a donné une crédibilité à leur discours. D'un autre côté, les travaux du GRNC n'ont pas soulagé les Mères en colère car ils ne répondaient pas à toutes leurs interrogations en raison de leurs nombreuses incertitudes et des éléments non pris en compte. Par exemple, elles critiquaient le fait que le GRNC s'était focalisé uniquement sur les rejets radioactifs des installations nucléaires qui rejettent aussi des effluents chimiques et qu'il n'a pas étudié leur impact sanitaire global, au-delà du seul risque de leucémie. Enfin, les Mères en colère auraient voulu « *que toutes ces commissions concluent à une alerte plus forte* »<sup>49</sup>.

## **B.4 Une représentation médiatique fructueuse dans un contexte de controverse**

La manière dont les médias ont abordé le collectif a majoritairement joué en leur faveur. La presse nationale et locale ont eu des rôles différents mais complémentaires. Les Mères en colère ont d'abord attiré l'attention des journaux nationaux (*Le Monde*, *Libération*), qui en ont

---

48. Forts d'une expérience similaire à Sellafield, les exploitants et les experts institutionnels, contrairement aux experts associatifs, savaient avant le début du GRNC que les doses observées dans la Hague sont si faibles, que leurs effets, même s'ils peuvent exister, ne pourront pas être détectés (Estades et Remy, 2003; Miserey et Pellegrini, 2007).

49. Propos recueilli dans Topçu (2010).

fait une « *bonne critique* ». De ce fait, la « *presse locale acquise au nucléaire* » (*La Presse de la Manche, La Manche Libre* et *Ouest France*) était obligée de relayer leurs actions et leurs communiqués. La presse internationale – notamment américaine, suédoise, belge, japonaise et anglaise – s’est également déplacée pour écrire à propos des Mères en colère. La presse locale a bien contribué à grossir les rangs du collectif tandis que la presse nationale et internationale a légitimé le collectif et a permis de faire connaître l’étude du Professeur Viel. Les journalistes venaient rencontrer ou discutaient au téléphone avec les Mères en colère, mais celles-ci avaient un temps limité à leur accorder puisqu’elles étaient très prises par leur vie de famille et leur métier.

Les Mères en colère avaient une véritable stratégie médiatique puisqu’elles envoyaient régulièrement des communiqués à la presse locale. Toutefois, les Mères en colère restaient méfiantes par rapport à la presse locale. À ce sujet, Dauvin et Marie (1997) écrivent : « Il est frappant de voir, par exemple, que les communiqués de presse du collectif ne sont quasiment pas passés dans la presse locale (ou le cas échéant dénaturés), alors que la presse nationale lui a apporté un "réel soutien". Cela a occasionné une prise de conscience chez certaines "oui, on était folles. Je crois que ça a été une prise de conscience aussi de la part des femmes qui participent au collectif. Se rendre compte en fait comment la presse pouvait manipuler les gens. Enfin moi je l’ai ressenti comme ça aussi. Je ne pensais pas que ça pouvait aller à ce point." ».

À titre d’exemple, comparons un communiqué<sup>50</sup> et un article de la presse locale<sup>51</sup> publié deux semaines après, suite aux conclusions d’une étude de l’Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI). Effectivement, l’essentiel est présent dans l’article de *La Presse de la Manche* : « L’association des Mères en colère ne se satisfait pas des propos rassurants de l’Office de protection contre les rayonnements ionisants selon lesquels il n’y a pas d’excès de leucémies autour de la Hague et pas de rapport entre la radioactivité et le déclenchement de la maladie. ». Cependant, dès la deuxième phrase, l’article prend un ton de dénigrement, en sachant que les antinucléaires sont peu écouté·e·s dans le Nord-Cotentin : « Cette association, animée par une ancienne militante antinucléaire, ne se prive pas de faire remarquer que l’Opri est présidée par un ancien directeur de laboratoire du CEA et qu’il n’y a pas plus de raison de lui faire davantage confiance qu’au professeur Viel ». De plus, même si l’article mentionne « l’absence de données et de recul à cause de l’abandon du registre du cancer commencé au début des années 1980 », il oublie de préciser que celui-ci résulte d’un « refus du conseil général de l’époque ». De plus, des constats concernant des impacts du nucléaire sur la santé n’ont pas été mentionnés dans l’article : « Le Docteur Gendarme de Criel/Mer a récemment observé un excès de dysfonctionnement thyroïdien chez les habitants vivant à proximité de la centrale

---

50. Communiqué de presse : « Les Mères en colère, toujours en quête de transparence, répondent à l’OPRI », 30 avril 1997.

51. *La Presse de la Manche*, 13 mai 1997, « Les mères... toujours en colère ».

nucléaire de Penly. [...] Le risque de leucémies chez l'enfant est multiplié par 10 autour de l'usine de retraitement de Sellafield en Angleterre et par 3 autour de celle de Dounreay en Ecosse (Selon une étude du Pr. Gardner). » L'article a également supprimé certaines formulations incisives, même si cela n'est pas surprenant : « l'OPRI [...] nous a gratifié d'un communiqué [...] parcellaire » ou « la question est de savoir si La Hague, en polluant même très faiblement tue à petit feu ? ». Enfin, à titre anecdotique, l'article rapporte que « L'association demande donc plus que jamais qu'un état des lieux soit réalisé le plus rapidement possible et que l'ensemble des élus, exploitants, médecins et citoyens y travaillent » en n'insistant pas sur l'indépendance d'un tel collègue et que les citoyens seraient « garants de l'objectivité et de la transparence des travaux » comme le demandent les Mères en colère dans leur communiqué.

La presse nationale, plus indépendante par rapport au nucléaire (voir témoignage de Mireille p. ??), se permettait de transmettre des informations que la presse locale ne publiait pas, comme par exemple : « L'angoisse. Maître mot dans ces parages où la pollution est d'autant plus insupportable qu'elle est invisible »<sup>52</sup>.

Les journaux locaux ont été le support d'une campagne médiatique contre Jean-François Viel et l'association Greenpeace, accusé-e-s de détruire l'image du Cotentin et du sinistre économique de la région (qui n'a jamais eu lieu). « On accusait celui qui mettait en évidence le problème. [...] Ce n'est pas du tout à cause de la Cogema qui pollue » analyse ironiquement une mère en colère<sup>53</sup>. Erik Orsenna et Didier Decoin écrivirent même en juillet 1997 une « Déclaration d'amour au Cotentin », pour redorer l'image de « la Hague et le département de la Manche [qui] ont souffert d'une campagne injuste et révoltante de dénigrement systématique liée à la présence d'activités nucléaires sur le territoire du Nord-Cotentin. »<sup>54</sup> Les Mères en colère ont alors répondu discrètement à ces accusations dans un autre journal : « Nous aimons la région de la Hague, nous y avons nos racines. L'absence de pollution serait une bonne publicité pour le nord du Cotentin. »<sup>55</sup>

## C La science comme outil : entre rejet et appropriation

La science est un sujet majeur dans la théorie écoféministe. Notamment, l'historienne des sciences Carolyn Merchant, dans son ouvrage *The death of nature* (1980) a montré comment le développement de la science moderne, accompagné par l'essor du capitalisme, a participé à la domination de la nature par les humains conjointement à l'oppression des femmes, associées

---

52. *Le Monde*, 12 février 1997, « Autour de la Hague, les mères sont en colère de ne pas savoir », Véronique Maurus.

53. Propos recueilli dans Dauvin et Marie (1997).

54. *La Presse de la Manche*, 23 juillet 1997, par Didier Decoin (écrivain), Bernard Cazeneuve (député-maire d'Octeville), Erik Orsenna (écrivain).

55. *Humanité Dimanche*, 21 août 1997, no. 338, « On nous cache tout ».

à cette nature. Même si cette analyse historique d'une oppression conjointe liée à l'invention de la science occidentale n'est pas incluse dans l'activisme des Mères en colère, il me semble important de la rappeler pour commencer à faire des ponts entre leurs visions de la science et celles des écoféministes. En effet, la science, nos perceptions de celle-ci, comment, où et par qui elle est faite, ainsi que les problèmes choisis pour être étudiés sont des constructions sociales fortement genrées. Ainsi, le masculin est associé à la science, l'objectivité et la rationalité, tandis que le féminin est assimilé à la nature, à la subjectivité et à l'émotivité (Merchant, 1980; Keller, 1986). Ces associations ont un impact majeur sur les militantes contre des déchets toxiques qui utilisent la science comme base de leur activisme, notamment car elles devaient lutter pour leur reconnaissance en tant que sachantes (Krauss, 1993a; Brown et Ferguson, 1995). De ce fait, l'usage de la science par les femmes dans les mouvements environnementaux a des similarités avec celui des Mères en colère.

L'histoire des Mères en colère est imbriquée dans des controverses scientifiques sur les impacts du nucléaire sur la santé, puisque la formation même du collectif a été impulsée par une étude épidémiologique. Elles ont donc dû se confronter au monde de la science, à la fois de manière intellectuelle et de manière personnelle en tissant des liens avec des scientifiques. Par exemple, elles ont très vite essayé d'entrer en contact avec le Professeur Viel et ont établi dès janvier 1997 une relation avec le Docteur Gendarme, qui officiait près de la centrale de Penly située sur la côte de la Manche. Il avait remarqué un surnombre de dysfonctionnement de la thyroïde chez ses patient·e·s et avait essayé d'alerter les autorités de santé publique. Les Mères en colère avaient contacté le Dr Gendarme car leurs luttes, portant toutes deux sur les conséquences sanitaires du nucléaire, se faisaient écho. Il a apporté un soutien aux Mères en colère et échangeaient régulièrement avec elles.

Cependant, les Mères en colère entretenaient une relation parfois conflictuelle avec la science et les scientifiques. Par exemple, comme elles n'étaient pas une association scientifique – ce qu'elles ne voulaient pas et ne pouvaient pas être –, elles étaient d'emblée exclues des commissions chargées d'évaluer les conséquences sanitaires du nucléaire dans la région alors qu'elles souhaitaient en faire partie (comme nous l'avons vu dans la partie B.3.3). Bien qu'étant rejetées de ces institutions du monde scientifique, leurs revendications principales s'adressait à celui-ci puisqu'elles luttaient pour que des études scientifiques indépendantes soient menées afin d'informer objectivement et clairement la population. De plus, elles ont entretenu une relation importante avec Annie Sugier, présidente du GRNC et scientifique à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), et elles ont été à l'origine de Nord-Cotentin 2000, une campagne internationale de prélèvement et d'analyse.

## C.1 Se confronter à l'expertise nucléaire

### C.1.1 Une difficulté d'insertion dans le discours scientifique

Comme évoqué succinctement dans l'introduction de la partie B.2 du chapitre I, les femmes que j'ai rencontrées m'ont régulièrement fait part de leur difficulté à se renseigner sur le nucléaire. D'une part, le secret qui entoure la filière nucléaire (chapitre I, partie B.2.3), qui implique un manque de transparence sur les informations communiquées, et d'autre part, même si celles-ci sont communiquées et indépendantes, elles sont difficilement compréhensibles pour les non-initié·e·s. Par exemple, le seul vocabulaire utilisé par la science nucléaire peut limiter son accès : « *c'est quand même assez complexe le nucléaire, les mots qui vont avec le nucléaire, les doses, les mesures, ça représente rien pour moi.* » (Martine). Il était donc difficile pour certaines de se forger un avis tranché sur la controverse scientifique qui éclata après la publication de l'étude de Jean-François Viel.

Par ailleurs, pour les femmes interrogées, quel que soit leur niveau d'information scientifique, il n'est pas aisé de prendre la parole au sujet du nucléaire, cette parole étant perçue comme manquant de légitimité par rapport à celle des scientifiques et travailleurs du nucléaire. « *Dès que tu parles avec quelqu'un qui bosse dans le nucléaire, on te dit : "tu ne sais pas de quoi tu parles". C'est-à-dire que ça s'adresse aux scientifiques, et si t'es pas scientifique, tu peux pas comprendre, c'est tout le temps un peu l'argument.* » explique Sylvie, qui milite à l'ACRO depuis sa création. Ainsi, les scientifiques du nucléaire semblent s'appropriier les savoirs, ce qui éloigne du débat les citoyen·ne·s non-scientifiques, qui ne se considèrent pas habilité·e·s à en parler. Cette « *impression que l'expertise elle était aux scientifiques* » (Mireille) est d'autant plus problématique que les débats sur le nucléaire sont souvent des « *combats de scientifiques, qui amènent chacun leurs chiffres* » et dont il est « *parfois difficile de s'emparer* » (Carole).

### C.1.2 Une critique de la technoscience officielle et dominante

Grâce au savoir scientifique qu'elles ont acquis au cours de leur militantisme antinucléaire, les femmes que j'ai interrogées semblent saisir les limites des sciences qui touchent au nucléaire et à son impact environnemental et sanitaire. Tout d'abord, elles sont conscientes qu'il est difficile de prouver que des problèmes de santé spécifiques sont causés par l'activité des installations nucléaires, comme dans le cas de la Hague. Ces études sont d'autant plus compliquées qu'elles sont dépendantes d'échantillons de la population trop faibles (seulement 4 cas de leucémies infantiles observés) pour pouvoir effectuer des calculs statistiques convenables : « *et c'est ce qu'il s'est passé après, c'est qu'on va te dire que ce n'était pas un échantillon suffisamment représentatif* » (Mireille). Elles font également preuve de scepticisme vis-à-vis de certains indicateurs numériques privilégiés par les scientifiques qui, par exemple, réalisent des moyennes de radioactivité sur des centaines de kilos de poissons ou crustacés, mais qui ne prennent pas en compte la

réalité de vie des habitant-e-s, qui consomment des aliments spécifiques et non des moyennes : « *oui après on fait des moyennes, et après on noie comme ça l'impact. Nous on disait : "moi je vais acheter auprès de ce pêcheur. Moi je vais me balader sur cette plage-là".* » (Carole). Ce constat rejoint le fait que la plupart des études épidémiologiques réalisées, dont celles du GRNC, ne prennent pas en compte l'accumulation des faibles doses sur le corps humain. Les femmes interrogées lors du premier entretien collectif ont alors mis l'accent sur la nouveauté de l'étude du Pr Viel et sur la nouveauté de leurs revendications qui en découlent :

« Les scientifiques c'est des chiffres, et là [l'étude de Viel] c'était aussi prendre prendre en compte la parole citoyenne, la vie des citoyens parce qu'effectivement il faut prendre en compte ce qu'ils mangent, c'est pas seulement des chiffres avec "il y a tant de cancers...", mais c'est aussi de voir leurs modes de vie. Et pour moi c'était quelque chose un petit peu nouveau, on avait l'impression qu'il avait une dimension sociologique ou sociale qui entraînait un peu en compte aussi. [...] J'avais l'impression qu'il y avait une autre dimension qui était apportée là, qui n'était pas celle des scientifiques. On prenait en compte que les gens mangent des fruits de mer, ils emmènent leurs enfants sur la plage, oui ceux-là ils sont peut-être plus impactés que juste les retombées du nucléaire... » (Mireille)

Lors de cet entretien, elles ont également insisté sur les grands moyens financiers dont bénéficie l'expertise acquise au nucléaire, notamment pour contrer les études indépendantes qui mettent en péril l'industrie nucléaire. En effet, l'une des principales stratégies des industries polluantes pour résister aux critiques des activistes est de recourir à la science experte pour contester ou minimiser leurs revendications (Topçu, 2010; Barbier, 2019). Enfin, elles remettent en cause la collusion entre l'État et la filière nucléaire qui ne garantit pas l'indépendance des études scientifiques de l'IPSN/IRSN<sup>56</sup> : « *Ces instituts-là c'est un peu les contrôleurs de l'État qui sont censés contrôler l'industrie nucléaire, ils sont censés avoir une certaine objectivité, sauf qu'on connaît bien les liens qu'il peut y avoir entre l'industrie nucléaire et l'État, et que l'indépendance elle n'est pas là* ».

Les Mères en colère ont ainsi participé à une « *remise en question de la parole scientifique* » (Sylvie), comme nous avons pu le voir à travers leurs revendications (partie A.2.2) et de leurs remarques sur les conclusions du GRNC (partie B.3.3). Comme dans le cas des militantes contre des déchets toxiques, les Mères en colère se sont confrontées au déni et à l'esquive de l'industrie et des autorités publiques (Brown et Ferguson, 1995), ce qui a pu pousser d'autres femmes à s'impliquer dans le collectif : « *Les réactions contre la sortie de son étude [de J.-F. Viel] nous ont incitées à rejoindre le mouvement des Mères en colère* »<sup>57</sup>. Face à la science nucléaire

56. L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a remplacé l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) qui était un institut du CEA dans le but de séparer les organes de promotion du nucléaire et ceux du contrôle du nucléaire.

57. Propos de mères en colère recueillis dans *L'Événement du jeudi*, 26 juin 1997, « La sourde angoisse des

prétendument objective, elles privilégiaient une science indépendante, notamment exercée par les laboratoires associatifs :

« [L'ACRO] existait déjà à ce moment-là, qui nous apportait un autre regard scientifique aussi, c'est des scientifiques qui y sont. Ça nous confortait dans l'idée que tous les scientifiques n'était pas d'accord non plus pour dire que le nucléaire n'est pas dangereux, et qu'il n'y a que les citoyens qui se font peur pour rien, qui n'y connaissent rien, mais il y a aussi des scientifiques qui dénonçaient ça. Sauf qu'on a du mal à les entendre sur la place publique. » (Mireille, militante à l'ACRO)

« Il y a le laboratoire de l'ACRO, avec des scientifiques du nucléaire, c'est eux en qui j'ai confiance aussi. Eux, ils savent faire des recherches, et dire si l'Usine donne pas les bons chiffres, comme c'est arrivé des fois, donc du coup ça rassure, enfin ça fait du bien de savoir qu'ils sont là, ça ne va pas arranger tout, mais au moins il y a une petite pression. » (Valérie, dont de nombreux·ses ami·e·s militent à l'ACRO).

Cette recherche d'une science démocratique face à une science qui sert des intérêts privés et gouvernementaux s'observe de la même manière dans les mouvements de femmes contre les déchets toxiques (Brown et Ferguson, 1995). En réaction à la science dominante, à la fois responsable des risques toxiques et incapable de répondre convenablement à leurs inquiétudes, elles se sont tournées vers des manières participatives d'appréhender la connaissance, basées sur des réseaux de confiance.

## C.2 Faire sa place dans le monde scientifique

### C.2.1 S'appropriier la science du nucléaire

Afin de rentrer dans l'arène des débats, pour gagner en crédibilité et pour s'exprimer devant les journalistes, les Mères en colère ont dû s'informer sur la science du nucléaire, celles qui s'y connaissaient le mieux expliquant aux autres. « *C'est pas parce qu'on est pas des spécialistes de la physique nucléaire qu'on peut pas s'exprimer là-dessus parce qu'on peut quand même constater des retours d'études* » rappelle Mireille. Cette volonté de se documenter en profondeur avait deux objectifs. Le premier était d'acquérir un bagage suffisant afin de pouvoir faire face aux arguments des scientifiques pro-nucléaires : « *Pour pouvoir construire une critique et une opposition il faut vraiment s'armer parce qu'on a toujours une grosse masse de scientifiques qui contrent tout ça* ». Le second objectif était de ne « *pas dire de bêtises* » car « *dans le mouvement antinucléaire, si jamais tu fais une erreur, ils se servent de ça pour discréditer tout le mouvement* » (Mireille). Culley et Angelique (2003) ont également remarqué qu'apprendre le jargon technique sur le nucléaire était considéré par les femmes engagées en réaction à l'accident nucléaire de Three Mile Island comme « *un moyen de se faire entendre par les habitants de la Hague* ».

Mile Island en 1979 comme un passage obligé dans une implication éclairée et permettait de dépasser les stéréotypes concernant la science et leur genre qui étaient des obstacles dans leur type de militantisme<sup>58</sup>.

Les Mères en colère ont revendiqué leur droit à s'approprier la science, à leur manière, puisqu'elles souhaitaient

« montrer que tous les citoyens peuvent s'en emparer de ça, et qu'il ne faut pas que ça reste dans le domaine des scientifiques, et que les gens croient que ça n'appartient qu'aux scientifiques d'avoir une opinion sur le nucléaire, parce que nous aussi en tant que citoyen on peut se documenter et on peut avoir une opinion et qu'elle est aussi à prendre en compte autant que des scientifiques, voire plus, parce que les scientifiques ils s'appuient sur des chiffres. Et ça amène aussi à prendre en compte le mode de vie de gens qui a aussi un impact, et qui va s'impliquer petit à petit dans le scientifique, mais qui au départ n'était pas considéré. » (Mireille)

Nous pouvons faire le lien entre cette ambition et « l'enracinement local » que les Mères en colère mettent en avant pour convaincre Corinne Lepage de les inclure dans la commission Souleau (cf partie B.3.3). À ce propos, Culley et Angélique (2003, p. 458, traduction) affirment que « L'acquisition d'un savoir technologique en plus d'un savoir local peut avoir placé les militantes dans un avantage distinct par rapport aux "experts" qui ne pouvaient pas parler des expériences de la communauté. De cette façon, les militantes ont contribué à redéfinir la signification de l'"expertise". »

En outre, les Mères en colère avaient également un objectif lié à leur genre. Elles ont remarqué que les débats sur la science du nucléaire étaient investis pour la grande majorité par des hommes, parfois sans compétences scientifiques. Elles voulaient donc montrer que la science du nucléaire et les opinions sur celle-ci n'étaient pas réservée aux hommes.

Par leurs revendications et leurs actions, les Mères en colère ont la sensation d'avoir perturbé l'ordre scientifique existant et les scientifiques dans leur rôle de « sachant », comme le montre cet extrait d'entretien collectif :

Mireille : « Je pense qu'on les [les scientifiques] dérangeait quand même... »

Carole : « De réveiller des choses, on suscitait des questions. »

Mireille : « Ils sont assis sur un confort, où on a l'impression que c'est eux qui ont le savoir. »

Carole : « Oui, moi je pense que ça a dû gêner. »

Les mouvements contre les déchets toxiques remettent effectivement en question les habitudes des industries et des autorités publiques puisqu'ils modifient les problèmes scientifiques et

---

58. J'aborderai plus amplement la question de l'importance du genre dans un activisme lié aux sciences dans la partie C.2.4.

conduisent à des avancées significatives dans les connaissances scientifiques (Brown et Ferguson, 1995).

### C.2.2 Établir une relation avec une scientifique : Annie Sugier

Annie Sugier, alors scientifique à l'IPSN et présidente du GRNC, était vue par les Mères en colère comme « *quelqu'un de rigoureux* » avec une « *idée d'une certaine objectivité* », même si l'organisme pour lequel elle travaillait n'était pas indépendant vis-à-vis de la filière nucléaire. De plus, elles considéraient que « *même si Sugier était battante et sensibilisée aux dangers du nucléaire et à la lutte, elle a fait ce qu'elle a pu, elle a pas pu faire grand-chose* ».

Même si certaines femmes étaient méfiantes d'Annie Sugier au départ, ce sentiment s'est estompé au fur et à mesure qu'une relation s'est développée entre elle et les Mères en colère. D'une certaine manière, les Mères en colère étaient impliquées dans le GRNC par le biais de la relation privilégiée avec Mme Sugier puisqu'elle leur a notamment permis d'accéder à des réunions et les tenaient au courant des avancements des travaux de la commission (voir partie B.3.3). Elle a également aidé les Mères en colère en leur donnant des cours scientifiques, « *c'était une grande chance pour nous* ». Mme Sugier a aussi permis aux Mères en colère de visiter l'Usine de retraitement, ce qu'elles n'auraient pas pu faire s'il n'y avait pas cet appui du monde scientifique. Cette relation de mentorat rappelle celles observées par Brown et Ferguson (1995) dans leur étude sur des militantes contre les déchets toxiques aux États-Unis, qui comblaient leur manque de connaissances scientifiques en vue de leurs objectifs spécifiques.

Selon les Mères en colère, Annie Sugier était « *pro-nuc mais pro-femmes* » : « *c'était une féministe, même si elle est pro-nuc, et donc on a pu se retrouver sur ce terrain-là* » explique Laurence. Autrement dit, leur différence de position sur le nucléaire ne favorisait pas une « *possibilité de se rejoindre* » mais était effacée par le « *fait d'être femmes, c'était le lien* ». « *Elle nous abordait du coup pas du tout comme pouvait nous aborder plein de mecs qu'avaient peur ou du mépris* » pour les Mères en colère. D'ailleurs, elle acceptait facilement « *le côté libertaire du collectif* » par rapport à une structuration en association. Laurence énonce une hypothèse qui permettrait d'expliquer pourquoi Mme Sugier voulait établir une relation forte avec les Mères en colère : « *Elle aussi vivait dans un milieu de macho, elle avait fait sa place* ». En effet, pour les scientifiques professionnelles, mentorer d'autres femmes était un moyen de combattre les obstacles qui avaient entravé leur propre avancement, comme l'exclusion ou la suppression de leur autonomie (Brown et Ferguson, 1995).

Cependant, la relation entre Annie Sugier et les Mères en colère a pu être analysée comme permettant « *sans conteste, d'éviter une radicalisation de l'action des mères* » (Topçu, 2010). D'ailleurs, cette relation a été critiquée au départ par certain·e·s antinucléaires (et certaines mères en colère, comme nous le verrons dans la partie B.2.1 du chapitre III) qui disaient qu'elles allaient « *se faire entuber par le lobby nucléaire* ». « *Mais ce qu'ils n'avaient pas compris, c'est*

*que derrière, il y avait une histoire de femmes* » répond Laurence. En effet, les échanges et le partage qu'elles ont eu avec Annie Sugier étaient considérés par les Mères en colère comme des « *moments forts* ». Doit-on voir cette relation entre le collectif militant et une scientifique comme un moyen d'atténuer le pouvoir politique des mères ou comme un mentorat augmentant leur puissance d'action ?

### **C.2.3 Intégrer les citoyen-ne-s dans l'expertise : l'expérience pratique de Nord-Cotentin 2000**

Une action phare des Mères en colère a été la campagne de prélèvement et d'analyse « Nord-Cotentin 2000 »<sup>59</sup>, qui s'est déroulée du 9 au 14 octobre 2000. Cet exercice d'intercomparaison a rassemblé des laboratoires radiologiques mobiles venus de différents pays d'Europe (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Hongrie, Luxembourg, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie), ce qui permettait à ces équipes scientifiques indépendantes d'harmoniser leurs procédures d'échantillonnage et d'analyse dans l'environnement terrestre et marin. « D'autre part, ce rassemblement [a complété] les informations sur les rejets de routine des installations nucléaires dans le Cotentin, ainsi que sur la radioactivité naturelle du massif granitique par la réalisation de mesures désignées par les habitants intéressés par cette démarche ».

Les Mères en colère étaient à l'initiative de Nord-Cotentin 2000. Dans le cadre du GRNC, elles avaient déjà participé à une campagne de mesures de la radioactivité organisé en 1998 par l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP), organisme national suisse indépendant par rapport à l'énergie nucléaire. Elles avaient sélectionné les quelques sites de prélèvement. Ainsi, les Mères en colère souhaitaient élargir ces analyses en organisant Nord-Cotentin 2000. Cette idée « *a mobilisé tout le monde, même les pro-nuc* » et a été possible grâce à la collaboration entre la CSPI Hague (Commission Spéciale et Permanente d'Information)<sup>60</sup>, mais aussi l'IPSN, l'OPRI et l'OFSP.

Les Mères en colère étaient surtout en charge de l'organisation et principalement de l'hébergement. En effet, la cinquantaine de scientifiques, à majorité masculine précisent les Mères en colère, étaient hébergé-e-s chez l'habitant-e. « Outre l'aspect technique et les résultats de mesures associés, le Collectif des Mères en colère a insufflé à cet exercice l'innovation d'un échange étroit entre les scientifiques et les parties prenantes locales. Pour la première fois, les équipes de mesure ont résidé chez l'habitant et ont aussi pris part à un échange pédagogique dans des collèges de la région. L'intégration de cet aspect socioculturel souvent absent ou négligé par rapport à l'aspect technique s'est révélé être un point fort de l'exercice pour la population comme pour les scienti-

---

59. Le document de présentation de Nord-Cotentin 2000, ainsi que son rapport final est disponible ici : [https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/\\_Public/38/074/38074293.pdf](https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/_Public/38/074/38074293.pdf).

60. Une des premières CLI à avoir été mises en place. À l'époque, elle était présidée par Bernard Cazeneuve, député de Cherbourg et composée de 18 élus, 6 scientifiques, 6 représentants des syndicats de travailleurs et 6 représentants d'association de protection de l'environnement.

fiques dans un débat d'intérêt public. »<sup>61</sup> En effet, notamment grâce à l'impulsion de Laurence, professeure de sport dans un collège, des mesures radiologiques ont été effectuées sur le terrain de sport, ce qui a favorisé un temps d'apprentissage pour les collégien·ne·s. Par ailleurs, des échanges entre la population locale et les scientifiques internationaux ont été organisés, afin de répondre aux préoccupations des habitant·e·s. Notamment, les résultats de Nord-Cotentin 2000 ont permis aux Mères en colère de revenir à leurs « *habitudes de consommation des fruits de la mer et la fréquentation des plages, en évitant celles où les prélèvements montraient des traces, même petites, de pollution nucléaire (l'Anse du Brick par exemple)* » (Laurence). Ainsi, la participation à Nord-Cotentin 2000 des Mères en colère, n'appartenant pas au monde scientifique, a permis de dépasser l'aspect strictement technique de l'exercice et d'inclure les citoyen·ne·s dans la production du savoir, et de déplacer le débat sur des enjeux plus sociaux et civiques<sup>62</sup>.

#### C.2.4 Réflexions sur l'utilisation de la science par les Mères en colère

Alors que les Mères en colère voulaient se démarquer des traditionnelles associations scientifiques et qu'elles remettaient en cause l'expertise scientifique accaparée par les hommes, elles ont tout de même participé à des activités scientifiques. Je tenterai d'expliquer cette contradiction apparente par le concept d'*evidence-based activism* dans un contexte néolibéral et d'un activisme post-Tchernobyl, puis par une étude de l'importance du genre dans un militantisme qui touche à la science.

Rabeharisoa *et al.* (2014) ont pensé la catégorie d'*evidence-based activism* (activisme fondé sur des preuves) pour les associations de patient·e·s qui (i) recueillent des expériences et construisent des savoirs expérientiels afin de délimiter leurs préoccupations, (ii) articulent les savoirs reconnus et les savoirs expérientiels afin de rendre ces derniers politiquement pertinents, (iii) elles recadrent alors les enjeux et leur compréhension existante, aboutissant à l'identification d'une science non-faite ou *undone science* (par ex. Hess, 2009), (iv) leurs activités contribuent à la définition des causes défendues et des identités des personnes concernées, (v) enfin, pour réaliser ces changements épistémiques, les organisations de patient·e·s s'intègrent dans des réseaux d'expertise avec des expert·e·s accrédité·e·s et collaborent dans une certaine mesure avec les autorités sanitaires ainsi qu'avec les professionne·le·s de la santé, ce qui les amène à adopter une perspective « réformiste » plutôt que purement conflictuelle. Même si les Mères en colère n'étaient pas une association de mères d'enfants malades, et qu'elles ne correspondaient donc pas à tous les critères de ce type de militantisme (particulièrement le point iv), je trouve que cette catégorie conceptuelle reste pertinente. En effet, les revendications des Mères en colère

---

61. Rapport final de Nord-Cotentin 2000.

62. Pour une étude étendue sur Nord-Cotentin 2000, notamment sur la perception de l'action des Mères en colère par les habitant·e·s de la région, voir Grandazzi (2004).

portaient sur la production même des connaissances, en recadrant les enjeux de l'expertise à apporter sur les maladies radio-induites, et leurs causes précises. Afin de pouvoir prendre part à cette science non-faite (*undone science*), elles devaient s'intégrer dans les réseaux d'expertise, tout en restant détachées de celles-ci – ou en étant activement exclues de ce monde (voir partie B.3.3.).

La volonté des Mères en colère de s'inscrire dans un militantisme abordant des questions scientifiques peut être analysé sous l'angle du contexte des mouvements antinucléaires de l'époque, c'est-à-dire dans ce que Sezin Topçu (2010) a nommé « l'activisme post-Tchernobyl ». En effet, l'accident nucléaire de Tchernobyl, au lieu de raviver la contestation antinucléaire pour l'arrêt complet du nucléaire en France, a donné naissance à la « scientification de la critique », avec notamment la création de deux laboratoires associatifs de radioactivité, la Criei-Rad et l'ACRO. De plus, à la critique experte de la technoscience s'ajoute la participation de non-expert·e·s dans les mouvements associatifs. La contestation prend alors la forme de lancement d'alertes ou de scandales médiatiques sur la gestion de la filière nucléaire par les exploitants et par l'État. Le militantisme des Mères en colère n'avait effectivement pas pour but la sortie du nucléaire en France – nous avons tenté d'explicitier leurs raisons dans la partie A.3 – mais plutôt un meilleur contrôle de la filière et de ses risques. Cette position des Mères en colère était régulièrement explicitée dans la presse. Par exemple, à la question « Demandez-vous la fermeture de l'usine de la Hague ? », une mère en colère répondait : « *Non. Nous demandons que la COGEMA, qui réalise d'énormes bénéfices, investisse dans la sécurité et la recherche. Il faut tendre vers le zéro déchet.* »<sup>63</sup>. Toutefois, nous ne pouvons nier que grâce à l'originalité de leur mouvement, les Mères en colère ont effectivement réussi à porter sur l'avant-scène la question des conséquences sanitaires de l'Usine de retraitement, ce qui a favorisé l'instauration de commissions scientifiques et a pu déstabiliser l'industrie nucléaire pendant un temps.

Aya Kimura (2016) a étudié les mères japonaises qui, après la catastrophe nucléaire de Fukushima, mesuraient le taux de radiation dans la nourriture grâce à des laboratoires citoyens créés pour l'occasion. Même si Kimura conçoit que la science citoyenne doit être perçue comme une démocratisation de la science et comme un moyen de protection face à des risques, elle interprète cette forme de mobilisation comme un signe révélateur du néolibéralisme, puisque cela signifie que l'État renonce à l'obligation de fournir ce type de service. De ce fait, elle affirme que les laboratoires citoyens sont des formes de militantisme rendues nécessaires par la scientisation de la politique – c'est-à-dire l'utilisation accrue de la science dans les systèmes de réglementation, la normalisant comme l'arbitre ultime des questions politiques – et par l'image acceptable et acceptée d'un·e citoyen·ne dans un système néolibéral et capitaliste – c'est-à-dire qui comprendrait la contamination comme un risque à gérer sans perturber les ordres sociaux, économiques

---

63. *Humanité Dimanche*, 21 août 1997, no. 338, « On nous cache tout ». Il n'est pas impossible que cette position publique du collectif ait donné lieu à des débats internes.

et de genre existants. Dans les controverses, ici sur les conséquences sanitaires du nucléaire, l'accent est alors mis sur des questionnements technoscientifiques et non sur leurs racines et conséquences sociales et culturelles, ce qui exclut de fait celles et ceux qui sont considéré-e-s comme moins qualifié-e-s pour parler en ces termes.

Les militantes contre des déchets toxiques se sont tournées vers la science pour rendre les problèmes sanitaires visibles pour compenser leur manque perçu de compétences techniques à cause de leur genre et pour acquérir une certaine légitimité pour prendre part aux discussions politiques (Krauss, 1993a; Brown et Ferguson, 1995; Culley et Angelique, 2003; Kimura, 2016). Pourtant, Kimura (2016) montre que même si elles font cet effort, elles ont été souvent exclues des processus décisionnels, ce qui se retrouve dans l'histoire des Mères en colère, qui ont été écartées des commissions scientifiques dont elles étaient à l'origine (cf. partie B.3.3). Toutefois, les Mères en colère n'ont pas pris part aux mêmes activités scientifiques que dans d'autres mouvements similaires. Par exemple, elles n'ont pas recouru à de « l'épidémiologie populaire », méthode de choix pour les femmes confrontées aux risques toxiques pour matérialiser leurs observations informelles (Brown et Ferguson, 1995), ou à des mesures radiologiques de leur lieu de vie et leur nourriture (Kimura, 2016). Ceci peut s'expliquer par le fait que les cas de maladies infantiles restaient rares dans le Nord-Cotentin, que l'étude du Pr Viel avait déjà alerté sur les problèmes de santé potentiellement liés au nucléaire, que des commissions scientifiques se sont rapidement mises en place et que des laboratoires citoyens étaient déjà en activité. Le contexte spécifique aux Mères en colère les ont tout de même amenées à utiliser la science à travers leurs revendications, leurs actions (Nord-Cotentin 2000) et leurs relations (avec Annie Sugier par exemple).

« La science occidentale s'est historiquement développée d'une manière qui privilégie les perspectives et les expériences masculines, et le pouvoir croissant de la science a eu tendance à exacerber le pouvoir masculin dans le milieu universitaire, la médecine et la bureaucratie. Pourtant, le scientisme contribue souvent à renforcer l'idée que les débats politiques sont neutres en termes de genre et simplement techniques, tout en présentant l'exclusion historique des femmes comme n'étant plus pertinente. » avance Kimura (2016, p. 12, traduction). En effet, par leur socialisation, les femmes ont tendance à aborder un problème à partir d'une expérience subjective et personnelle plutôt qu'à partir d'une position d'objectivité rationnelle perçue, c'est-à-dire avec les moyens de la science conventionnelle. Elles insistent alors sur la validité en tant que savoir de leur observation de la vie quotidienne et de leur perception que quelque chose ne va pas, surtout car celles-ci sont souvent en contradiction avec les savoirs experts ou officiels (Brown et Ferguson, 1995; Culley et Angelique, 2003). On retrouve ce discours dans cet extrait d'entretien, où Carole s'exprime à propos de l'étude de Jean-François Viel :

« C'était complètement nouveau. C'est vrai que peut-être on s'est emparé de ça parce

que ça nous parlait davantage que des enquêtes scientifiques sur des pourcentages. On savait qu'on pouvait nous rétorquer qu'il y avait des analyses faites sérieusement, en très grande quantité, sur l'impact du nucléaire sur ce qu'on mangeait. Mais lui il nous a touché car c'était sur *notre* façon de vivre, et c'était peut-être plus facile pour nous de s'emparer de ça. »

Nous avons ainsi analysé la création du collectif des Mères en colère, ses actions et ses revendications principales, ainsi que sa perception et son utilisation de la science comme moyen d'agir. Nous avons également commencé à tisser des liens entre ce collectif de femmes et d'autres mobilisations collectives féminines à travers le monde et les époques, qu'elles soient antinucléaires, contre des déchets toxiques ou écoféministes. Ces mises en relation permettent déjà de dépasser le cadre du Nord-Cotentin de la fin des années 1990, ce que nous allons poursuivre dans le chapitre suivant.

## Chapitre III

# L'héritage mondial et sur le temps long des Mères en colère : tisser des liens avec d'autres combats politiques

« Cette histoire passera peut-être dans la légende. Mais [tel est mon espoir] elle pourrait également devenir si commune, avec un scénario si souvent vu et rencontré, qu'elle se perdra parmi toutes les autres histoires similaires racontées »

---

Souhait prononcé par l'écoféministe Léonie Caldecott dans la revue du mouvement de la paix *Sanity* à propos de Greenham Common qui en était alors à ses débuts (en janvier 1982), cité dans Cook et Kirk (2016).

Afin de continuer à tisser des liens entre les Mères en colère et les mouvements environnementaux de femmes, nous nous intéresserons à leur influence politique dans l'espace et dans le temps. Dans un premier temps, nous allons interroger leur ancrage dans une lignée de mobilisations féminines et écologistes à travers l'analyse du nom « Mères en colère ». Puis, nous analyserons leur héritage dans la lutte à l'international, au Japon spécifiquement, et dans le temps, après la dissolution du collectif. Enfin, en revenant aux individualités qui composaient le collectif, à travers leurs parcours militants qui ont suivi, nous établirons des ponts avec d'autres formes d'engagements politiques.

## A « Mères en colère » : se réapproprier la maternité et les émotions

Le nom du collectif « Mères en colère », à lui seul, inclut cette mobilisation dans une lignée d'« activismes environnementaux de femmes » (Epstein, 1993). Elles amenaient sur la scène publique des notions qui étaient habituellement de l'ordre de la sphère privée : la maternité et les émotions. Nous pouvons dès lors remarquer qu'au lieu d'effacer ces assignations de genre pour se faire entendre de la sphère publique, elles les mettaient au contraire en avant dans leurs revendications politiques. Il n'est alors pas possible de penser séparément le fait qu'elles étaient femmes et/ou mères du fait qu'elles mettaient un point d'honneur à exprimer politiquement leur mécontentement. Procédons alors au recadrage socio-historique de ce nom, qui donnait une existence propre au collectif et à ses revendications, afin de développer ce que nous avons abordé dans le chapitre I, partie A.2.1. D'abord nous analyserons la mise en avant de la maternité, et donc du féminin, puis nous nous pencherons sur la colère et plus généralement les émotions. Il s'agira alors de souligner la portée symbolique et politique du nom « Mères en colère » à travers l'étude des intentions du collectif et de leurs mises en pratique.

Il est remarquable que le nom « Mères en colère » est presque un synonyme exact de « femmes au foyer hystériques » dont étaient accusées les activistes contre les déchets toxiques (Krauss, 2016). Au lieu de se détacher de ce cliché à connotation négative, elles se le réapproprièrent et en firent leur ligne d'action politique : « Oui, nous sommes hystériques, quand il est question de vie et de mort, en particulier la mienne et celle de mes enfants, je suis hystérique, et si les hommes ne le sont pas, c'est qu'ils ont un problème! » (Cora Tucker, citée dans Krauss, 2016). Dans leur choix de nom, les Mères en colère ont aussi voulu faire référence à d'autres mouvements de femmes/mères, comme celui des « grands-mères de la Place de Mai » dans l'Argentine des années 1970, qui étaient à la recherche de leurs petits-enfants disparus. La dictature les a surnommées les « folles de la Place de Mai » pour les dénigrer, mais aujourd'hui ce nom est synonyme de résistance<sup>1</sup>. Carole explique alors qu'elles étaient reliées puisqu'elles étaient aussi inquiètes pour leurs enfants : « *On est des femmes, il y a déjà des femmes qui se sont mobilisées dans le monde, et nous on est des femmes ici, et on a aussi envie de s'emparer de ces préoccupations-là.* »

### A.1 Les mères et les femmes contre le nucléaire

Les Mères en colère avaient choisi de mettre en avant la maternité dans leur nom de collectif pour interpeller la population et pour pouvoir garder leur image de citoyennes inquiètes plutôt

---

1. Interview d'Estela Barnes de Carlotto, propos traduits par Joséphine Vuillard, « Les folles de la Place de Mai », *Mémoires*, vol. 67, no. 2, 2016, p. 23.

que de s'inscrire dans le mouvement antinucléaire. Elles n'avaient donc aucune revendication féministe, ce qu'elles m'ont confirmé en entretien dès que je les interrogeais sur le nom du collectif. Pourtant, le fait qu'elles ne soient restées qu'entre femmes n'est pas anodin, surtout dans la mesure où elles l'ont activement choisi. Nous verrons alors quelles étaient leurs motivations et ce que cela a apporté dans leur lutte.

En outre, elles assumaient leur position de femmes et de mères dans le débat sur le nucléaire, alors qu'elles risquaient d'être facilement dénigrées par l'industrie nucléaire et l'État. En effet, « les femmes s'avèrent plus réticentes à l'égard de l'énergie nucléaire comparativement aux hommes [ce qui] conforte, moyennant des clichés sexistes, la thèse officielle selon laquelle les oppositions au nucléaire seraient en grande partie issues d'une émotion (« féminine ») contre la raison (« masculine »). » (Topçu, 2013b). De manière générale, certains écrits académiques féministes affirment que l'utilisation des stéréotypes de genre dans la lutte peuvent se retourner contre elles car cela peut les renforcer ou limiter les revendications politiques qu'elles pourraient légitimement avoir (Kimura, 2016). Culley et Angelique (2003) expliquent que dans l'activisme antinucléaire ou anti-déchets toxiques, le genre peut effectivement être une barrière à cause des stéréotypes associés, mais cela est contrebalancé par la motivation importante qu'il apporte : « leur activisme est influencé par des rôles traditionnels lié à leur genre (mère ou femme au foyer) puisqu'elles agissent face aux menaces que représentent certains sites de déchets dangereux pour la santé, le bien-être et la survie de leurs familles et de leurs communautés. »

### A.1.1 La portée symbolique et politique de la maternité

Utiliser la figure de la mère pour interpeller la population locale et les pouvoirs publics permet aux Mères en colère de se réapproprier une identité à laquelle le patriarcat les a assignées, c'est-à-dire la sphère privée et domestique, pour la transformer en posture politique. En effet, les femmes et leurs considérations domestiques étaient rarement prises au sérieux, voire condamnées moralement (Kimura, 2016).

« Pourquoi on a appelé ça "les mères", plutôt que "la famille"?... Le fait de parler de la mère et de l'enfant, ça a une approche un peu plus sensible au niveau de la population, que si on dit la famille [...] parce que il y a quand même quelque chose de très symbolique aussi autour de la mère et l'enfant. » (Mireille, mère de deux enfants en 1997).

Cette posture maternelle a été également beaucoup mise en avant dans les mouvements environnementaux de femmes : « Nous nous servons de l'autorité maternelle – qui peut condamner les mères ? –, c'est l'outil dont nous disposons » (Krauss, 2016, p. 224). De la même manière, les Mères en colère affirment qu'« *on ne peut pas nous dénigrer comme Greenpeace, nous traiter de marginales, de hippies. [...] Nous sommes des mères de famille qui souhaitent être impliquées*

*dans une affaire qui concerne l'avenir de nos enfants* »<sup>2</sup>.

Comme nous l'avons rapidement évoqué dans la partie A.2 du chapitre II, les enfants étaient une des motivations principales pour les Mères en colère de créer ou rejoindre le collectif puisque la grande majorité avaient des enfants en bas-âge en 1997. « *Si l'on se bat, c'est aussi pour que nos enfants ne nous reprochent pas un jour de n'avoir rien fait.* »<sup>3</sup> confiaient alors des mères en colère. Cela rejoint tout à fait ce qui a été observé dans la littérature sur les mouvements environnementaux de femmes (Krauss, 1993a,b; Brown et Ferguson, 1995; Newman, 2001; Culley et Angelique, 2003; Perkins, 2012; Zitouni, 2019) : la maternité était un catalyseur dans leur activisme et leur volonté de s'informer sur les risques toxiques. De plus, certaines femmes interrogées par Culley et Angelique (2003) étaient convaincues que leur maternité et leur capacité en matière de soin leur permettaient de concevoir les choses différemment des hommes, ce qui facilitait leur engagement militant. Par ailleurs, les enfants jouaient un rôle central dans l'activisme des Mères en colère puisqu'ils étaient présents aux réunions et aux manifestations, ce qui renforçait l'attachement des mères aux enfants des autres, « *ça n'avait pas de sens s'il n'y avait pas d'enfants* » résume Laurence, mère de trois enfants en 1997.

Peut-on dire qu'assumer leur maternité enferme les Mères en colère dans une situation de domination et participe à l'essentialisation de ce rôle ? Je propose de reprendre les réponses apportées pour d'autres mouvements de femmes pour lesquelles la question s'est aussi posée, comme pour le camp de Greenham Common à propos duquel Benedikte Zitouni (2016, p. 35-36) écrit : « Les femmes ont eu à se justifier de ces figures de contestation et plus particulièrement de celles qui traitent de la fonction maternelle. [...] Ces figures frôleraient l'essentialisme dans la mesure où elles rabattraient les femmes sur la sphère reproductive – telle est la crainte exprimée par les féministes. Mais c'est mécomprendre l'opération. Les femmes déploient l'ambivalence de leur situation dans et pour la lutte. La société loue-t-elle la mère au foyer qui se tient à carreau parce qu'elle doit s'occuper des enfants, ô tâche noble de reproduction et de transmission ? [...] Et bien justement. Les femmes font rebondir ces ambivalences dans l'entrelacs d'une guérilla joyeuse et non-violente. Elles nous apprennent que tout l'aspect de l'identité assignée – pour peu que celle-ci comporte des attachements (aux enfants, à l'action, à la Terre...) – peut devenir un fer de lance. » Les femmes portent alors sur la scène publique leurs visions politiques du monde qui prennent racine dans les valeurs qui leur ont été inculquées dans leur socialisation féminine. La famille stimule alors l'action politique, ce qui vient s'opposer à une prétendue vision conservatrice de la famille.

D'autre part, le fait que les mères en colère n'étaient pas toutes mères et ne s'engageaient pas

---

2. Propos recueillis dans *Pèlerin magazine*, 11 juillet 1997, « Les mères veulent savoir », Chantal Joly.

3. Propos de mères en colère recueillis dans *L'Événement du jeudi*, 26 juin 1997, « La sourde angoisse des habitants de la Hague ».

uniquement pour leurs enfants permet d'écartier également l'accusation d'essentialisme. Pour Laurence, c'était même un « *moteur que ce soit pas que des mères en premier* ». La question de mettre en avant la figure de la mère a été d'ailleurs posée plusieurs fois au sein du collectif, car elles s'inquiétaient de la potentielle exclusion des femmes qui n'étaient pas mères elles-mêmes. Dans les femmes que j'ai rencontrées, nous avons l'exemple d'Agnès, très impliquée dans le collectif qui n'était pas mère elle-même mais s'investissait pleinement dans son rôle de tante. Laurence s'est alors rendue compte « *qu'en fait [Agnès] est mère aussi même si elle a pas d'enfants* ». Nous pouvons analyser ce propos grâce au concept de « *mothering* » de Sara Ruddick (1989), qui considère qu'une personne est mère à partir du moment où elles s'investit pleinement dans l'éducation d'un enfant, et ce, quelque soit son genre ou une potentielle maternité biologique. Cet élargissement de la définition de la maternité, parfois même plus généralement comme activité de soin envers une communauté, se retrouve dans d'autres mouvements de femmes contre les déchets toxiques, où les « réseaux étendus de parenté et d'amitié deviennent des ressources politiques d'opposition » (Krauss, 2016, p. 219). Comme le rappelle Tracy E. Perkins (2012) (cf. chapitre I, partie B), il ne faut cependant pas réduire l'action des femmes à leur envie de préserver leur foyer car cela ne dépeint pas la réalité de leurs motivations politiques, comme l'explicite très bien Hélène : « *l'instinct maternel fait qu'on a envie de protéger nos enfants, mais c'était plus large que ça* ».

Néanmoins, il est important de noter que certaines femmes étaient mal à l'aise face à cette revendication de la maternité. Par exemple, la lutte entre femmes et/ou mères ne convenait pas à Sylvie, qui considérait que cela n'avait pas de sens que le père de ses enfants ne s'investisse pas de la même manière face aux risques sanitaires infantiles. Elle ne se retrouvait pas dans la symbolique du lien entre la mère et l'enfant, ce qui fait qu'elle ne s'est pas beaucoup investie dans le collectif.

Ainsi, comme dans beaucoup d'autres mouvements environnementaux de femmes, les Mères en colère ont transformé leur maternité, souvent reléguée à la sphère privée, en ressource d'action politique et en justification de leur engagement (Krauss, 1993a,b; Brown et Ferguson, 1995; Newman, 2001; Culley et Angelique, 2003; Managhan, 2007; Kimura, 2016). Nancy Naples (2014) parle de « maternage militant » (*activist mothering*) pour décrire la place centrale de la maternité dans l'activisme des femmes, ce qui leur permet de porter leur voix sur des questions politiques. Cette posture stratégique a été utilisée dans les mouvements antinucléaires contre l'énergie et les armes nucléaires (Managhan, 2007; Eschle, 2013; Zitouni, 2019). De plus, Tina Managhan (2007) affirme que les mises en scène d'une maternité « hystérique » dans les mouvements antinucléaires menés par des femmes rendaient visibles les performances des hommes militarisés et au pouvoir de l'État nucléaire. Ce déplacement du regard de la société donnait donc un potentiel subversif à cette maternité hystérique. Même si les Mères en colère

ne semblent pas avoir joué les « hystériques », le simple fait qu'elles revendiquaient leur posture de mères dans une région avec une telle omerta sur le nucléaire permettait de mettre en lumière la masculinité des dirigeants du nucléaire et des élus.

### A.1.2 Pourquoi les femmes étaient-elles les premières à réagir ?

« Et les premiers à se mobiliser, ou plutôt les premières puisqu'il s'agit des "Mères en colère", ne l'ont pas fait pour défendre des intérêts d'ordre économique, ou l'"image" de la région, mais – ce qui apparaît comme quelque chose d'inédit – pour préserver les intérêts des générations futures » remarque Guillaume Grandazzi (1998, p. 85). Alors comment expliquer que les femmes se soient ici mobilisées en premier ? Plusieurs réponses m'ont été apportées : « *C'est venu comme ça, spontanément. [...] Ce qui nous intéresse d'abord c'est la santé de nos enfants.* »<sup>4</sup>, « *on n'attend pas que ce soit les hommes qui se mobilisent !* » (Mireille), ou « *peut-être que la femme avait envie de se faire entendre, en tant que femme, en tant que mère* » (Hélène) ou encore :

« À l'époque, c'était quand même beaucoup les femmes qui allaient porter les enfants à l'école, et c'était un peu des échanges de femmes à la sortie des écoles, quand on avait laissé nos enfants, on parlait de ça, et c'est venu comme ça, en tout cas pour moi. On voyait peu d'hommes, et c'est peut-être pour ça que le mouvement est venu d'un ensemble de femmes, parce que les femmes avaient envie de prendre leur part. » (Hélène).

Ces raisons rejoignent celles listées par Perkins (2012) qui demandait aux femmes engagées dans un mouvement de justice environnementale si le fait d'être une femme influençait leur militantisme. La plupart avaient souligné des facteurs pratiques, i.e. la « disponibilité biographique », ou insisté sur leur maternité comme un facteur de motivation, en cohérence avec le « récit traditionnel des femmes dans la justice environnementale ».

Il y a davantage de femmes dans les mouvements environnementaux et en lien avec la santé et elles sont également les moteurs principaux dans les mouvements de justice environnementale. Ceci s'explique par le fait que les femmes, à travers leur rôle traditionnel de mères, qui remarquent les problèmes de santé de leurs enfants et leurs propres difficultés de fécondité, font plus facilement le lien avec la présence potentielle de déchets toxiques (Krauss, 1993a; Brown et Ferguson, 1995). De ce fait, la pollution environnementale touche directement leur sphère de responsabilité (le domestique, la santé de la famille) et donc augmente leur intérêt à agir politiquement (Brown et Ferguson, 1995). Ce n'est pas précisément le cas des mères en colère, dont les enfants n'étaient pas malades, mais elles craignaient pour leur santé face aux risques du nucléaire dans la région. C'est donc tout de même par une expérience subjective et familiale que le collectif des Mères en colère s'est constitué. Dans d'autres mouvements, elles mettaient

---

4. *Le Monde*, 25 juillet 1997, « Irène, une Mère en colère à force d'être inquiète », Catherine Simon.

activement en relation leur militantisme et le fait qu'elles étaient femmes : « Toutes viennent dire leur refus de mourir d'une mort manigancée par des hommes au pouvoir, qui, contrairement à elles, ne semblent *pas* tenir à la vie. » (Zitouni, 2016, p. 19). Elles pouvaient également insister sur leur rôle assigné, mais surtout réapproprié et assumé de *care* (soin) et de protection des générations futures : « Nous femmes travaillons dur à prendre soin [...], nous investissons notre travail en d'autres et sentons une responsabilité particulière à offrir un avenir – non pas un monde dévasté, stérile et en ruines ; non pas une mort lente et douloureuse. »<sup>5</sup> Nous retrouvons ce genre de discours chez les Mères en colère, comme dans les propos d'Hélène : face à la « *majorité d'hommes qui nous gouvernent, les femmes prenaient leur part de responsabilité par rapport à leurs enfants et l'avenir de la société* ».

### A.1.3 Rester entre femmes : une évidence, une stratégie et une émancipation

« *Les maris ont un discours chiffré, d'experts, nous c'est plus terre à terre : la santé des enfants est-elle menacée ? C'est oui ou non, blanc ou noir. Il faut absolument savoir.* »<sup>6</sup> expliquait une mère en colère. Exclure les conjoints du collectif permettait d'exclure la vision du problème sanitaire dite « masculine », i.e. rationnelle et technique, et de donner du poids politique et médiatique à la vision dite « féminine », i.e. sensible et politique (cf. chapitre II, partie C.2.4). Comment le collectif, qui *a priori* aurait pu être mixte, s'est-il structuré uniquement avec des femmes ? Il semblerait que ce choix s'est fait de façon instinctive mais réfléchie, pour toutes les raisons que nous avons détaillées dans cette partie et dans le chapitre I, partie A.2.1. Très tôt dans l'histoire du collectif, les Mères en colère ont demandé aux maris de ne pas y prendre une place centrale, même si certains étaient parfois présents aux manifestations et pouvaient intervenir en renfort pour des tâches précises. Au début, les conjoints n'étaient pas favorables à ce que ce soient les femmes qui soient en charge du collectif en les accusant ou en craignant qu'elles se battent contre eux, et en n'approuvant pas le fait qu'elles n'aillent pas les rejoindre dans les groupes antinucléaires déjà formés. Elles ont finalement réussi à convaincre les conjoints, « *il ne fallait pas perdre l'origine des réflexes de mères* ». Cette exclusion des conjoints ressemble à celle du camp de Greenham Common, où les femmes ont demandé aux hommes de partir et d'intervenir quand elles l'auront décidé afin de « créer une place *pour* les femmes et explorer leurs façons de faire » (Zitouni, 2016, p. 17).

Si certaines mères en colère revendiquaient totalement leur statut maternel dans leur militantisme au sein de collectif (« *mouvement de mères* »), d'autres mettaient plus en évidence leur statut parental, puisque les conjoints y participaient aussi à moindre échelle, et leur ci-

---

5. Communiqué de presse pour annoncer la tenue de la marche initiale par les *Women for Life on Earth*, juillet 1981, cité dans Cook et Kirk (2016).

6. Témoignage d'une mère en colère, *Le Monde*, 12 février 1997, « Autour de la Hague, les mères sont en colère de ne pas savoir », Véronique Maurus.

toyenneté (« *mouvement de parents* » ou « *de citoyens* »). Les hommes occupaient ainsi une position ambiguë au sein du collectif. D'un côté, comme les maris acceptaient et prenaient part aux actions du collectif, ce n'était pas qu'un mouvement de femmes mais un projet de famille, ce qui donnait de la légitimité aux Mères en colère. De l'autre, leur exclusion des processus de réflexion et de décision permettait aux femmes de faire de la politique sans en avoir l'air : « *Le fait qu'il n'y ait pas d'hommes, tout bien réfléchi, ce n'est pas plus mal. On ne veut pas avoir une image partisane.* »<sup>7</sup>

Les Mères en colère ont donc choisi comme stratégie politique de mener leur lutte uniquement entre femmes. Elles se différençaient ainsi des mouvements antinucléaires locaux déjà existants. C'était d'ailleurs une grande motivation pour certaines : « *autant le côté femmes, le côté mères était pour moi, autant le côté nucléaire était vraiment pas pour moi* » (Laurence). Mais c'était également un moyen de créer un espace entre femmes dans un monde où « *les mecs étaient aux ficelles de tout* », même dans le militantisme. Elles tenaient alors à leur identité de « *groupe de copines* », ce qui permettait de libérer la parole sur certains sujets, par exemple l'anxiété face aux risques nucléaires, et de sortir du quotidien des familles, des maris et du travail. Elles se sentaient à l'aise de parler de leurs menstruations comme elles pouvaient recueillir le témoignage et apporter du soutien à une femme victime de violences conjugales. Sans que ce soit « *la libération de la femme* », le fait de pouvoir se retrouver régulièrement entre femmes « *ça a été des bouffées d'air pour certaines* » (Laurence). Nous pouvons expliquer cette ambiance spécifique à un groupe de femmes par le concept de « sororité », qui définit le « lien existant entre les femmes considéré comme spécifique par rapport à la fraternité qui unit les hommes. [...] La notion de sororité est utile car elle souligne l'importance de la solidarité des femmes entre elles pour leur émancipation » (Le Quentrec, 2013). Ainsi, sans que les Mères en colère aient un objectif d'émancipation féministe, le simple fait qu'elles aient choisi de militer entre femmes y participait d'une certaine manière, même « *modeste* ».

Cependant, il ne s'agit pas d'idéaliser les groupes militants féminins comme étant exempts de relations de pouvoir, comme le décrit Martine :

« Le fait qu'il y ait que des femmes, c'était rassurant, dans le sens où il n'y allait pas y avoir de prises de possession machiste. Mais je me suis rendue qu'en fait dans toutes sociétés, qu'elles soient féminines, masculines ou mixtes, il y a quand même des leaders, il y a quand même des personnalités qui font que ça revient au même. »

En effet, il ne suffit pas de former un collectif de femmes pour qu'il ait un fonctionnement horizontal car ce modèle d'organisation et de prise de décision est un exercice difficile (Cook et Kirk, 2016; Zitouni, 2019).

---

7. Témoignage d'une mère en colère recueilli dans *Le Monde*, 25 juillet 1997, « Irène, une Mère en colère à force d'être inquiète », Catherine Simon.

Enfin, le fait d'avoir cet espace uniquement entre femmes a visiblement participé à leur sensibilisation à la domination masculine :

« Lors de nos réunions et discussions, nous avons pris conscience du fait que les décisions politiques et économiques sont systématiquement prises par des hommes. Et ils font abstraction de tous les problèmes environnementaux et psychologiques qu'une telle industrie peut engendrer. C'est l'une des raisons d'une telle culture du silence et de la non-information. Notre intervention a apporté un sentiment d'humanité, de sensibilité et de réalisme. Pour nous, mères de familles potentiellement affectées, les risques de l'industrie du retraitement ne sont pas acceptables dans la mesure où ils portent atteinte à notre environnement et à nos enfants. Nous pensons qu'une activité économique ne peut fonctionner au détriment de leur santé. Les femmes doivent envahir le monde économique et politique maîtrisé par les hommes. Maintenant que les portes sont ouvertes, pas à pas, il est temps de faire avancer nos idées. C'est une lutte qui demande beaucoup d'énergie et de renoncements, mais qui apporte aussi beaucoup de consolation. Les échanges entre femmes nous ont permis d'exprimer nos angoisses qui étaient latentes dans de nombreux foyers. Il est nécessaire d'exprimer une opinion sur ce sujet, qui était (et est toujours) un tabou dicté par l'économie ; une sorte de loi informelle du silence nous a été imposée. »<sup>8</sup>

Cet extrait entre en résonance avec beaucoup de témoignages de femmes s'engageant dans un militantisme écoféministes et/ou contre des déchets toxiques : il oppose les ressentis féminins et maternels aux choix politiques et économiques masculins qui engendrent un environnement pollué (Gibbs et Levine, 1982; Managhan, 2007; Cook et Kirk, 2016; Hache, 2016; Zitouni, 2019). Les Mères en colère avaient alors pris conscience que leur militantisme dépassait leurs seules revendications concernant la santé de leurs enfants, et qu'elles s'attaquaient à un monde masculin grâce à leurs manières d'agir qui contrastaient avec celui-ci, notamment en valorisant les ressentis et les émotions.

## A.2 La colère remplaçant l'inquiétude

La question de la colère et des émotions en général doit se penser en lien avec la question du genre. En effet, historiquement, les hommes sont placés du côté de la raison, valorisée, tandis que les femmes sont placées du côté des émotions, dévalorisées (Krauss, 1993a; Hache, 2016). Plus particulièrement, dans le cadre du nucléaire, cette association expliquerait selon l'industrie nucléaire et l'État français que les femmes soient majoritairement défavorables au nucléaire (Topçu, 2013b). Il est évident que cette justification ne suffit pas à expliquer la tendance des

---

8. « The mothers are angry at La Hague », 11 mai 1999, traduction. Texte complet disponible ici : <https://wiseinternational.org/nuclear-monitor/509-510/mothers-are-angry-la-hague>.

femmes à être réticente à l'énergie nucléaire. Pourtant, les mouvements antinucléaires menés par des femmes revendiquent le côté émotionnel de leur lutte (Eschle, 2013; Managhan, 2007; Cook et Kirk, 2016; Zitouni, 2019), comme le font également les Mères en colère. Dans cette partie, il s'agira donc de voir comment les Mères en colère, et plus généralement les mouvements environnementaux de femmes, concilient la vision dévalorisante des émotions avec leur envie de les mettre sur le devant de la scène. Il s'agira également d'intégrer les émotions dans l'étude d'un mouvement social, souvent oubliées des études académiques (Taylor, 1992). Je tenterai de suivre les propositions de Verta Taylor, qui nous invite à reconceptualiser les mouvements sociaux afin de « briser la barrière artificielle qui existe entre les concepts d'organisation, de rationalité et de choix, d'une part, et les liens affectifs, les émotions et les impulsions, d'autre part » (Taylor, 1992, cité dans Brown et Ferguson, 1995).

### A.2.1 La colère politique

« De la colère ? Évidemment que nous sommes en colère, comme la Terre le serait si elle pouvait parler. Mais notre colère est généreuse – enfin, pour l'instant. En tout cas, nous ne voulons pas tuer à cause d'elle, ni pour elle. Nous réalisons que nous avons à charge la survie de la Terre et de notre espèce, et c'est pourquoi nous disons nous femmes du monde entier : NOUS EN AVONS ASSEZ ! »<sup>9</sup>. La colère est effectivement une des émotions principales revendiquée par les mouvements écoféministes puisqu'elle est le signal d'une envie de se rebeller face à la destruction, réelle ou potentielle, du monde.

Pour rappel, la colère des Mères en colère, émotion partagée à l'origine du collectif, venait du fait qu'« *on minimisait cette étude du professeur Viel, c'est vrai que ça mettait en colère, c'est vrai qu'à l'époque la Cogema elle avait trouvé ça un peu ridicule, elle ne cautionnait pas cette étude-là, alors que ça nous a mis la puce à l'oreille* » (Hélène). Cette colère, réaction immédiate et spontanée, a une importance essentielle sur un plan politique puisqu'elle est une réponse à une injustice perçue (Holmes, 2004). « *On était en colère, et on peut l'être encore, parce que ça touchait à la santé des enfants, des nôtres, mais des enfants en général, et puis parce qu'il n'y avait pas de transparence.* » rappelle Hélène. L'injustice perçue par les Mères en colère était donc le risque que faisait prendre l'industrie nucléaire aux enfants de la région, sans fournir d'informations précises sur ces risques. Elles ressentaient donc une « indignation morale et de l'agressivité à l'encontre de la source de l'injustice » (Broqua et Fillieule, 2009). Pour Peter Lyman (1981), « la colère est l'émotion politique par excellence », que ce soit la politique à grande échelle ou bien une politique plus participative et plus proche de la vie quotidienne (Holmes, 2004). En effet, la colère comme émotion ressentie individuellement peut être, comme dans le cas des Mères en colère, une motivation pour une action collective. Cette colère initiale

---

9. Manuel pour l'action du 12 décembre 1982 des femmes de Greenham Common, « Embrace the Base », briefing sur la non-violence et le rapport à la colère ainsi qu'à l'action directe, cité dans Zitouni (2016, p. 30).

peut également s'alimenter au fil du temps et des événements extérieurs. La colère devient alors effet de la mobilisation, et non plus uniquement sa cause (Broqua et Fillieule, 2009). La colère partagée participe ainsi à la création de relations au sein du collectif et ne mène pas forcément à la division et à la haine des autres (Holmes, 2004).

L'expression de la colère a une dimension genrée, notamment car le registre émotionnel est souvent cantonné au féminin et donc dévalorisé (Broqua et Fillieule, 2009). De plus, les femmes des pays occidentaux, en particulier les femmes blanches et de classe moyenne, sont découragées à exprimer publiquement leur colère (Holmes, 2004). Toutefois, de nombreuses femmes, que ce soit dans les mouvements féministes ou environnementaux, se sont appuyées sur leur colère pour se réapproprier leur pouvoir d'agir politiquement. Par exemple, Cook et Kirk (2016, p. 153-154) explicitent le rôle de la colère pour les femmes du camp de Greenham Common : « Si nous sommes tristes et pessimistes des conséquences possibles de cette violence autour de nous, nous sommes également en colère de voir ce qui se passe dans le monde. C'est souvent la colère qui nous pousse à sortir de notre sentiment d'impuissance ». Nous voyons bien dans cette citation que la colère doit être pensée en lien avec d'autres émotions, comme la tristesse ou la peur.

### **A.2.2 Le rôle des émotions dans leur lutte**

La colère n'est pas la seule émotion à l'origine de la formation des Mères en colère : le sentiment d'inquiétude, particulièrement pour leurs enfants, était souvent mentionné par les femmes interrogées. Lors des réunions des Mères en colère, chacune avait la possibilité de s'exprimer sur ses inquiétudes et sur ses ressentis, ce qui a permis de libérer leur sentiment d'angoisse individuelle. « L'un des principes fondamentaux de l'action des femmes est que ces questions intimes sont considérées comme partie intégrante du processus, et non comme des distractions encombrantes que l'on doit laisser à la maison et traiter à part, face à nous-mêmes. En traversant cette barrière du silence et de l'isolement, une première étape est franchie pour briser la chaîne de l'impuissance. » expliquent Cook et Kirk (2016, p. 83) à propos des femmes du camp de Greenham Common, ce qui fait écho aux manières d'agir des Mères en colère. La colère n'est donc pas la seule émotion revendiquée politiquement par les femmes de Greenham Common puisqu'« il n'y a pas de résistance sans pressentiment de la menace qui guette. Il n'y a pas de révolte sans attachement. Seuls le chagrin et la peur de perdre ce qui est cher peuvent susciter la colère et le sentiment que la lutte est nécessaire. » (Cook et Kirk, 2016, p. 44) Cette manière d'inclure les émotions dans la lutte de manière collective et politique est caractéristique des mouvements environnementaux de femmes et écoféministes. « En vérité, les émotions pourraient bien être la qualité qui rend les femmes si efficaces au sein du mouvement... Elles nous aident à dire la vérité. » avance même Lois Gibbs, très active dans la lutte de Love Canal (citée dans Krauss, 2016). Autrement dit, ces militantes souhaitent briser l'opposition dualiste, occidentale et patriarcale entre émotions et rationalité. De plus, en rappelant que les émotions ne

sont pas féminines en tant que telles mais concernent tout le monde, les écoféministes affirment qu'« il est crucial politiquement d'apprendre collectivement à les prendre en compte, hommes et femmes » (Hache, 2016, p. 20).

Les femmes activistes sont confrontées à des injonctions contradictoires : d'un côté elles se doivent d'être féminines, c'est-à-dire émotionnelles, mais de l'autre elles sont jugées incompetentes et instables lorsqu'elles font appel aux émotions dans leur lutte (Einwohner *et al.*, 2000). Un exemple concret de cette double injonction qui se retourne contre les femmes activistes se trouve dans l'étude d'Aya Kimura (2016) sur les mères japonaises qui mesuraient les taux de radioactivité dans la nourriture après l'accident nucléaire de Fukushima de 2011. Comme les femmes étaient considérées comme émotionnelles et peu instruites sur les questions scientifiques, elles ont été surnommées « les mamans au cerveau irradié » (*radiation brain moms*) et étaient accusées de propager des rumeurs nuisibles. Ce discours, au lieu de dépeindre les mères comme vigilantes, dévouées et attentionnées, leur a reproché d'être irréfléchies, traîtresses et discriminatoires. Il semblerait que les Mères en colère ont subi au début de l'existence du collectif ce type de dénigrement genré, mais ont réussi à acquérir une légitimité par leurs actions.

Au-delà des émotions à connotation négative (peur, anxiété, colère...), les Mères en colère cultivent la joie, dans leurs réunions ou à l'extérieur, où leurs fous rires pouvaient contraster avec l'ambiance solennelle autour d'elles. Elles revendiquent cette joie également dans la presse, où une mère en colère répond, face à une journaliste qui l'interroge sur l'angoisse potentiellement présente autour d'elle : « *il ne faut pas dramatiser à outrance. Nos réunions sont gaies.* »<sup>10</sup>. Laurence se souvient à propos des Mères en colère : « *ça a été une explosion de liens, d'affects, de couleurs, d'odeurs aussi [...], des explosions un petit peu à tous les niveaux et du beau, du très beau ; et du sale, du très sale, le nuc.* ». Ces manières de faire de la politique, basées sur « l'affirmation de la vie », sont aussi primordiales dans les mouvements écoféministes car elles font rupture avec la société mortifère contre laquelle elles se battent (Cook et Kirk, 2016; King, 2016; Zitouni, 2019). Autrement dit, leur approche est « transformatrice » puisqu'elles mettent en pratique dans leurs façons de lutter une « joie de vivre » qu'elles souhaitent voir remplacer « les nombreux visages anonymes et laids du militarisme » (King, 2016, p. 105).

Ainsi, les Mères en colère se réapproprient la maternité et la colère, dans toutes leurs dimensions politiques et symboliques. La maternité est vue comme motivation à l'action et agir entre femmes est une stratégie politique qui permet le développement et l'expression d'une sororité. La colère comme réaction à l'injustice, la peur comme conséquence de l'attachement au monde, la joie comme défense face aux menaces de destruction : les Mères en colère, à l'instar des mouvements écoféministes, transforment donc les émotions symboles de la domination des femmes en sources de protestation en de nouvelles structures organisationnelles.

---

10. Propos recueilli dans *Pèlerin magazine*, 11 juillet 1997, « Les mères veulent savoir », Chantal Joly.

## B L'héritage du collectif à l'international et à travers les époques

### B.1 Voyage militant au Japon en 2001 : faire réseau à l'étranger

Les Mères en colère ont eu l'occasion d'effectuer un voyage au Japon en octobre 2001 pendant 17 jours. Sont parties Sandrine avec sa fille aînée de 8 ans, Laurence, Agnès et Martine. Ce voyage a permis de donner aux Mères en colère une véritable portée internationale, qui n'était pas dans les objectifs originels du collectif. Elles avaient déjà rencontré une délégation d'une trentaine de militant·e·s du nord du Japon en avril 1997, qui était venue s'entretenir avec des organisations locales écologistes et antinucléaires<sup>11</sup>.

Les Mères en colère étaient invitées au Japon par la branche locale de Greenpeace car la construction d'une usine de retraitement de déchets radioactifs était en projet à Rokkashomura<sup>12</sup>, en partenariat avec l'industrie nucléaire française. Greenpeace Japon souhaitait établir des liens entre les Mères en colère et les quelques Japonais·e·s qui commençaient à vouloir réagir au sujet du nucléaire. La préparation du voyage a duré environ un an, durant lequel le collectif était en contact avec Greenpeace Japon, notamment pour préparer un livret de présentation des Mères en colère et des enjeux à Rokkashomura à destination du public japonais.

Durant le voyage, les Mères en colère ont rencontré la population, des présidents régionaux, un Ministre, elles ont visité une centrale nucléaire, ont déployé des banderoles et sont passées à la télévision japonaise. Les Mères en colère étaient venues rencontrer en priorité des femmes qui étaient inquiètes pour la santé de leurs enfants. Toutefois, la communication avec les Japonais·e·s était compliquée car elle se faisait à travers un interprète. Le passage des Mères en colère au Japon a permis de créer du lien entre des (futur·e·s) militant·e·s à travers le pays, et de leur montrer un exemple de mobilisation locale.

À l'exception d'Agnès, les Mères en colère parties au Japon avaient toutes des enfants en bas-âge. Elles ont rencontré des mères japonaises qui partageaient une angoisse commune à propos de leurs enfants et des impacts sanitaires du nucléaire en général. Elles ont été touchées par la symbolique de la *mère* au Japon, où elle est très respectée. L'activiste Mari Matsumoto (2018, p. 133) écrit à propos des mères s'engageant après l'accident nucléaire de 2011 : « Elles opèrent un déplacement significatif par rapport à un imaginaire profondément ancré dans la société japonaise, qui ne se réfère au terme de "mère" que pour évoquer une connexion émotionnelle

---

11. Lettre de Kolin Kobayashi aux Mères en colère, 31 mars 1997.

12. À ce jour, l'usine n'est toujours pas achevée.

aux enfants ». Les Mères en colère effectuent également ce « déplacement » du rôle de mère, qui passe d'une connexion émotionnelle à une posture militante. Pour Laurence, le fait qu'Agnès soit présente pendant le séjour était primordial car prouvait qu'un lien d'attachement aux enfants pouvait être ressenti même si on était pas mère soi-même. Le choc de culture se percevait également par le fait que les femmes japonaises admiraient les Mères en colère « *parce qu'on étaient fortes et qu'on osait se montrer [et qu'on avait] l'aval de [nos] maris* ». Il est donc probable que la venue des Mères en colère au Japon ait donné une vision de ce que peut être une action maternelle contre le nucléaire.

Le voyage au Japon a beaucoup nourri les Mères en colère, et plus particulièrement celles qui ont eu la chance de s'y rendre. Tout d'abord, pendant l'année de préparation avant le séjour, elles se sont beaucoup renseignées sur la science du nucléaire et sur l'histoire et la géographie du Japon. Sur place, Martine se souvient particulièrement « *d'un village de pêcheurs près de Fukushima où la population était vraiment démunie et en complète absence d'informations* ». Elle avait été frappée par la similitude du site avec la Hague au moment de la construction de l'Usine, à la fois par sa géologie composée de hautes falaises, par son environnement et par sa population « *encore très paysanne, assez clairsemée et pas informée* ». Grâce aux rencontres faites là-bas, notamment avec des femmes « *qui avaient une approche très intellectuelle du nucléaire* », elles se sont confrontées à la « *dimension monstrueuse du lobby nucléaire* » (Laurence). Le lobby nucléaire japonais « *était bien plus fort qu'en France* » selon la perception des Mères en colère, aucun gouvernement pouvait avoir le dessus sur le lobby nucléaire. Les antinucléaires japonais-es devaient se cacher, n'avaient pas la parole dans l'espace public et réalisaient des registres de cancers en cachette. Les réunions auxquelles étaient conviées les Mères en colère étaient clandestines, elles devaient donc s'y faufiler. Ainsi, cette expérience violente et bouleversante a donné aux Mères en colère une vision plus internationale de la puissance de l'industrie nucléaire.

Le séjour militant des Mères en colère au Japon montre que leur activisme n'était pas NIMBY (*Not In My BackYard*, Pas dans mon arrière-cour). Ce qualificatif était utilisé régulièrement pour dénigrer les groupes environnementaux de femmes, qui ne s'intéressaient soi-disant qu'à leur propre lieu de vie. Cependant, la phrase « Ni ici ni ailleurs », prononcée au Japon par les Mères en colère lors de prises de parole montre que leur militantisme était plutôt NIABY (*Not In Anyone's BackYard*, Pas dans l'arrière-cour de quiconque), c'est-à-dire avec une portée plus globale. La force de l'action des Mères en colère est précisément que même si elle est réalisée à une échelle très locale, elle peut se transposer ailleurs.<sup>13</sup>

---

13. Pour approfondir l'étude des relations du collectif à l'international, il faudrait interroger les éventuelles relations entre les Mères en colère et les familles habitant près de l'Usine de Sellafield au Royaume-Uni.

## B.2 La dissolution du collectif

Le collectif, déjà affaibli par des conflits internes, a commencé à se dissoudre au retour du voyage militant au Japon.

### B.2.1 L'affaiblissement par les conflits internes

Les conflits font partie intégrante du fonctionnement d'un collectif. Depuis leur formation, les Mères en colère n'échappent pas aux conflictualités, notamment sur la participation du collectif aux commissions institutionnelles et ses modes de prise de décision, ce qui a parfois entraîné le départ de certaines femmes. Ces conflits ont affaibli le collectif, ce qui a accéléré sa dissolution après le voyage au Japon de 2001.

La participation du collectif à des comités voulus par l'État et l'industrie nucléaire a toujours été source de désaccords au sein de celui-ci. Pour rappel, certaines mères ont quitté le collectif entre autres puisqu'elles pensaient que les rapports étroits entretenus avec Annie Sugier étaient une forme de récupération politique (Topçu, 2010). De plus, les femmes que j'ai interrogées qui sont parties au bout d'un an de participation ne voyaient pas non plus l'intérêt de participer aux commissions scientifiques ou à la CSPI en tant que « Mères en colère » pour plusieurs raisons. Mireille, par exemple avait « *envie de rester plus proche d'une alerte citoyenne. J'avais l'impression qu'en étant dans les représentations de commissions, qu'on perdrait de notre spontanéité auprès des citoyens* ». Ce point de vue n'est pas contradictoire avec son engagement à l'ACRO, membre de la CSPI, puisque la crédibilité des scientifiques de l'ACRO dans cette instance était un « *contrepois* » face aux scientifiques de l'industrie nucléaire, alors que les Mères en colère n'avaient pas les compétences pour jouer ce rôle. Dans l'entretien collectif avec Sylvie, Mireille et Carole, toutes parties du collectif au bout d'un an maximum, elles ont évoqué d'autres raisons de leur méfiance envers les commissions, comme le GRNC ou la CSPI :

Sylvie : « C'est une forme de récupération, ça va faire comme d'habitude, il va y avoir une commission et il ne va rien se passer. »

Mireille : « On savait déjà qu'il y avait des associations qui y étaient déjà, qui n'avaient pas trop d'impacts. »

Carole : « Mais bon, ça pouvait donner l'impression d'une reconnaissance et ça pouvait être séduisant. »

La récupération dont parle Sylvie est non seulement une récupération politique de leur lutte, mais aussi plus pragmatiquement, elles se seraient retrouvées à s'associer à des décisions de la CSPI qui ne les auraient pas satisfaites, et ainsi à devenir les « cautions morales » de cette commission<sup>14</sup>. C'est également la raison pour laquelle Mireille explique l'utilité modérée des

---

14. Je n'ai malheureusement pas pu savoir si cela est arrivé dans les faits, ni connaître les raisons exactes des mères en colère qui souhaitaient participer à la CSPI.

associations dans la CSPI qui se font piéger de cette façon.

Une autre source de tension sur le long terme la une possible structuration en association plutôt qu'en collectif<sup>15</sup>. Celles qui étaient en faveur d'une organisation en association pouvaient l'être pour des raisons financières, puisqu'une association peut recevoir des fonds, ou pour une manière alternative de prendre des décisions, car « *dans une association tu as des règles qui sont établies* » (Carole). En effet, certaines décisions avaient été prises sans accord de tous les membres du collectif, parfois même sous l'impulsion d'une seule personne, comme le dépôt du nom « Mères en colère ». Pour Mireille, c'était « *dommage parce que finalement, tout le monde, partout en France ou ailleurs, aurait pu s'emparer de ce nom-là, parce que tout le monde est sous les feux du nucléaire.* » Concernant les réponses aux journalistes ou la rédaction de courriers ou de communiqués, le fonctionnement en collectif permettait à tout le monde de prendre la parole publiquement au nom des Mères en colère, ce qui permettait notamment de gagner du temps. Cela ne satisfaisait pas tout le monde, notamment Carole, attachée à « *cette idée de démocratie horizontale* », et qui pensait « *naïvement peut-être, qu'on pouvait se donner le temps de la concertation* » face aux demandes des journalistes. « *Je suis un peu celle qui tient à ce que les choses soient décidées en collectif, qu'il n'y ait pas une personne parce qu'elle parle plus fort qui décide au nom de l'ensemble, je trouve que c'est important. On doit se donner le temps, dans un monde où on veut tout faire super vite* » ajoute-t-elle pour justifier sa proposition de structuration en association ou pour l'établissement de règles concernant la prise de décision collective.

Ces dissensions, qui pouvaient être des « *luttés de personnalités* », ont diminué au fur et à mesure l'effectif du collectif. D'autres, comme Martine, n'appréciaient pas les « *tensions qu'il y avait entre les personnes. Je préférais que ça reste quelque chose de consensuel entre nous, que tout le monde soit d'accord, qu'il n'y ait pas d'animosité* ». La gestion des désaccords a donc grandement participé à l'affaiblissement du collectif.

### **B.2.2 Une fin progressive**

Après la pétition, les rencontres avec les élu-e-s et la création de commissions, le collectif a connu un premier essoufflement fin 1997. D'une part, la mise en place du GRNC a mis les Mères en colère dans une position d'attente des résultats, ce qui a de fait affaibli leur force revendicative car il y avait moins de raisons d'organiser des actions<sup>16</sup>. D'autre part, plusieurs femmes ont quitté le groupement à ce moment-là, pour les raisons évoquées dans la partie précédente.

---

15. Pour connaître les raisons d'une structuration en collectif, se référer à la partie A.3.2 du chapitre II.

16. La gestion de cette attente par les Mères en colère pourrait être davantage creusée, notamment la question de leurs émotions et de leurs prédictions quant aux conclusions du GRNC. De plus, il n'est pas impossible que les conclusions du GRNC ont également participé à l'affaiblissement de leur force revendicative, mais cela n'a pas été évoqué en entretien.

En 2001, après le séjour militant au Japon, les Mères en colère se sont délitées presque naturellement. Les femmes qui y avait participé étaient « *sur le flanc* » après ce voyage intense, loin de leurs familles. Une soirée avait été organisée pour rendre compte du voyage aux femmes qui n'étaient pas parties, mais il y avait désormais une séparation avec celles qui étaient allées au Japon. « *Pas une vraie une séparation, on a vécu des choses tellement intenses, tellement énormes, tellement drôles aussi* » précise Laurence. Ce décalage en « *intensité de vie* » faisait que les autres ne pouvaient plus les suivre. Laurence raconte également que la dimension démesurée du lobby nucléaire qu'elle a aperçue au Japon l'a démoralisée et elle ne se sentait plus de lutter contre le nucléaire. Elle a donc quitté le collectif afin de se reposer.

À partir de là, le collectif s'est effiloché : certaines avaient envie d'un groupe plus structuré, les enfants saturaient d'accompagner leurs mères en réunion du collectif, elles voulaient privilégier leur vie de famille qui avait parfois pâti de leur engagement (Brown et Ferguson, 1995). Les Mères en colère ont alors décidé de devenir une « *cellule de veille* », en se relayant pour être présentes dans les commissions, jusqu'en 2003-2004, où le collectif s'est définitivement arrêté. Pourtant, nous verrons dans la suite de ce mémoire que « *le combat continue, mais différemment* », à la fois par l'héritage du collectif dans le monde extérieur, par les transformations personnelles des mères en colère par leur engagement dans le collectif ainsi que par leurs activités militantes qui ont suivies.

### **B.3 Succès mitigé des Mères en colère...**

Les actions des Mères en colère ont connu un véritable succès : la pétition a recueilli un soutien fort de la part de la population locale, des commissions ont été mises en place à leur demande, elles ont eu l'occasion de rencontrer des Ministres et elles ont eu accès à un espace médiatique important. Par leur mobilisation citoyenne visant l'industrie nucléaire, elles ont véritablement marqué le paysage du Nord-Cotentin et d'une certaine manière, continuent d'exister par leurs héritages dans le monde extérieur. Mais dans l'ensemble, des nuances sont à apporter aux résultats positifs des Mères en colère, au-delà de celles déjà explicitées au cours de ce mémoire.

Concernant l'espace médiatique, Mireille indique que les Mères en colère l'ont occupé pendant un temps limité :

« L'espace médiatique qu'on a eu, c'est vrai que c'était assez satisfaisant. Et puis après on voit que ça perd de sa force, c'est dur, on se dit que ça fait comme les autres mouvements, les journalistes ont épuisé tout ce qu'on avait à dire... Et puis une fois qu'on avait dénoncé ce qu'on avait à dire, comment continuer de renouveler pour garder cet espace-là ? C'est difficile... »

L'objectif premier des Mères en colère d'avoir des informations claires et objectives n'a

pas abouti dans la durée. En effet, si elles ont obtenu gain de cause car la population reçoit aujourd'hui des brochures d'information sur les impacts environnementaux du nucléaire, elles restent difficilement compréhensibles sans notions scientifiques, « *ça reste des chiffres et des diagrammes* » (Martine).

Sur le long terme, les Mères en colère se sentaient-elles soutenues par la population ? D'un côté, elles ont reçu l'adhésion d'une partie de la population locale :

« Ça a permis de voir que les mères étaient concernées par l'environnement et le bien-être de leurs enfants, et ça a permis de voir que plus la population se manifeste, s'inquiète, plus l'industrie n'est pas insensible au fait que la population se bouge. Et j'ose croire que l'industrie nucléaire devient de plus en plus vigilante par rapport à ce qu'elle fait aussi, même si ça reste pour moi une énergie qui n'est pas la bonne, c'est pas un bon choix de société. » (Hélène).

Elles ont aussi globalement la sensation d'avoir été prises au sérieux par les autorités : « *on eu le sentiment quand même qu'on a fait un petit peu peur aux autorités. On a fait quand même pas mal de tapage, on était sur les marchés à distribuer des tracts, à sensibiliser tout le monde. Donc les dirigeants, ils aiment pas ça, ils veulent taire* » (Martine). Certaines estiment qu'elles ont contribué à démocratiser un discours de sensibilisation aux dangers du nucléaire, comme Monique qui souligne qu'« *on voit bien l'adhésion la population à l'EPR, elle est nettement moindre que pour les constructions des réacteurs 1 et 2, les gens sont très sceptiques, ils ont entendu un discours, et on y a peut-être contribué quelque part avec les Mères en colère* ». D'un autre côté, certaines considèrent que l'alerte de la population sur le nucléaire n'a pas duré dans le temps et soulignent qu'elles ont été « *muselées* ». En particulier, elles ont été vivement attaquées car le nucléaire reste le premier employeur de la région. Comme les femmes de Love Canal ou les mères s'engageant après l'accident de Fukushima, elles ont été accusées d'avoir entravé le développement économique de la communauté, sans que les risques sur la santé soient avérés, ce que nous avons décrit dans la partie B.3.1 du chapitre II (Gibbs et Levine, 1982; Kimura, 2016). La principale déception de Valérie était le faible nombre de personnes engagées dans le collectif :

« Les gens ils étaient pas beaucoup plus concernés que ça, il y a pas eu une grosse mobilisation. C'est un peu décourageant. [...] Les mères, c'est tout le monde pareil, c'est très sensible au futur de son enfant – ou un père, mais là c'était les femmes qui avaient fait les premières démarches. Je me disais qu'on allait être des centaines, mais non, on était pas des centaines [...] Je trouvais que c'était une opportunité de faire passer un fort message, comme elles l'ont fait c'est sûr [...] mais je pensais que tout le monde allait venir. »

Nous avons expliqué en quoi les manières d’agir des Mères en colère étaient restreintes par l’omerta sur le nucléaire dans le Nord-Cotentin, et l’indifférence portée aux militant·e·s antinucléaires. Afin de replacer le collectif dans un contexte plus global, nous allons montrer que les actions des Mères en colère étaient considérablement limitées par les paramètres normatifs pour les citoyen·ne·s, les femmes et la politique en nous appuyant sur les travaux d’Aya Kimura (2016) et Sezin Topçu (2010, 2013b). Pour faire face aux contraintes qui leur étaient imposées dans le contexte du néolibéralisme, du scientisme, de l’accord post-féministe sur le genre et de l’activisme post-Tchernobyl, les militantes ont axé leurs revendications sur la science en mettant sur le devant de la scène leur identité maternelle.

La première contrainte à laquelle ont fait face les Mères en colère est le stéréotype selon lequel les femmes ne seraient pas qualifiées sur les questions technoscientifiques, et qu’elles privilégient l’émotivité à la rationalité. Couplé à la vision scientiste de la contamination industrielle, ces stéréotypes tendent à orienter les femmes vers la science pour demander la dépollution, comme nous l’avons analysé dans la partie C.2 du chapitre II. S’il existe des cas de mobilisations féminines réussies grâce à la science citoyenne, par exemple les femmes de Love Canal qui ont eu recours à l’épidémiologie populaire (Newman, 2001; Brown et Ferguson, 1995), certain·e·s universitaires ont prouvé que la science citoyenne pouvait servir des intérêts néolibéraux, surtout si elle n’est pas reliée à des mouvements sociaux plus larges (Kimura, 2016).

La deuxième limitation vient de l’accord post-féministe sur le genre (*postfeminist gender settlement*), théorisé par Angela McRobbie (2009), qui considère que les femmes ont nominale-ment le même statut que les hommes et que l’oppression systémique des femmes n’existe plus et que l’activisme féministe n’est plus nécessaire. Pour rentrer dans la sphère publique, les femmes sont alors incitées à agir comme des « femmes convenables », c’est-à-dire comme des mères et des citoyennes dociles et féminines. Les Mères en colère ont effectivement mis en avant leur statut maternel, et si elles voulaient se faire remarquer au début par leur présence publique, elles se sont rapidement repliées vers des actions plus consensuelles. En voulant jouer le jeu des dominant·e·s, il devient donc difficile pour les femmes activistes de remettre en question les systèmes de pouvoir (Kimura, 2016). De plus, même si elles participent à la rupture du silence, les femmes activistes sont souvent marginalisées des structures qu’elles ont contribué à créer, qui favorisent les groupes organisés de manière formelle plutôt que les mouvements populaires et locaux (*grassroots*) de femmes (Kimura, 2016). Les Mères en colère ont effectivement subi ce cheminement.

Enfin, la troisième contrainte, que nous avons déjà évoquée dans la partie C.2.4 du chapitre II, est spécifiquement française puisqu’elle découle de l’accident nucléaire de Tchernobyl de 1986, pour lequel la gestion de la France se démarque de celle des pays voisins. Les antinucléaires ont alors engagé une « bataille de l’information [qui] concentrera progressivement le débat sur l’énergie nucléaire autour de la question du droit à l’information et à l’expertise » (Topçu, 2013b,

p. 105). Les Mères en colère faisaient partie intégrante de cette nouvelle ère dans le mouvement antinucléaire français, puisqu'elles ne demandaient pas la fermeture des installations nucléaires, mais une meilleure gestion de celles-ci.

#### **B.4 ...qui récupèrent cependant leur potentiel subversif par leur parenté avec d'autres mouvements environnementaux de femmes**

« *Je fais partie d'un mouvement de femmes antinucléaire* » affirme Laurence en parlant de son engagement aux Mères en colère. Pourtant, nous l'avons vu, le collectif se revendiquait activement non-antinuélaire afin de se faire entendre publiquement dans le Nord-Cotentin. C'est évidemment un mouvement dans le domaine de la santé publique, mais est-ce un mouvement environnemental ? C'est un mouvement composé de femmes, mais est-ce un mouvement féministe ? Nous pourrions simplement reprendre le terme de Barbara Epstein (1993) d'« activisme environnemental de femmes », qui permet de réunir des mouvements similaires « sans minorer les enjeux et attachements qui les constituent, c'est-à-dire aussi pour ne pas préjuger trop rapidement de possibles alliances » (Hache, 2016, p. 44). Cependant, afin de préciser ces potentielles alliances, nous allons mettre en lumière les similarités manifestes entre les Mères en colère avec les mouvements de femmes contre les déchets toxiques et les mouvements écoféministes, comme nous l'avons effectué tout au long de ce mémoire.

Les Mères en colère ressemblent particulièrement aux mouvements environnementaux *grass-roots* menés par des femmes, comme la lutte de Love Canal. La volonté d'élimination des déchets toxiques, typique de ces mouvements, se concrétise dans le cas du Nord-Cotentin avec son Usine de retraitement des déchets nucléaires, par la demande « *que ses rejets soient les plus propres possibles* »<sup>17</sup>. Même si la crainte initiale des Mères en colère vient d'une étude scientifique, contrairement à Love Canal où les mères se sont rendues compte elles-mêmes des problèmes de santé de leurs enfants, les deux luttes font une utilisation similaire de la science (cf. chapitre II, partie C.2). De plus, les questions environnementales traitées ne sont pas abstraites et fondées principalement sur la protection de la nature mais sont issues de l'expérience concrète et immédiate des femmes, concernant la santé de leurs enfants sur un territoire « sacrifié ». Ainsi, les Mères en colère se rapprochent des mouvements de justice environnementale qui pensent ensemble protection de l'environnement et de la santé de leurs enfants. Autrement dit, elles se soucient de l'environnement « non pas comme de quelque chose d'extérieur à eux, avec lequel ils entretiendraient un rapport de loisir, même substantiel, mais comme quelque chose de potentiellement dangereux (parce que toxique, contaminé, présentant des risques d'incendie, etc.) constituant le milieu même où ils habitent, travaillent et vivent. » (Hache, 2013). En brisant les barrières entre la sphère privée et la sphère publique, elles inventent « une nouvelle définition

---

17. Propos recueillis dans *Pèlerin magazine*, 11 juillet 1997, « Les mères veulent savoir », Chantal Joly.

du politique, ancrée dans la vie quotidienne des femmes ordinaires plutôt que dans le monde de la politique publique. [...] Les femmes ordinaires relient subjectivement la particularité de leurs vies privées avec une analyse plus large du pouvoir dans la sphère publique » (Krauss, 2016, p. 215).

Si nous ne pouvons qualifier d'« écoféministe » les Mères en colère, nous avons décrit au cours de ce mémoire les liens qui unissaient ces deux mouvements, comme par exemple leurs liens similaires aux émotions et à leur visibilité publique. Pourtant, la manière dont Émilie Hache (2016, p. 19) décrit l'écoféminisme pourrait être approprié pour désigner les Mères en colère, en rapportant les éléments historiques au contexte de l'époque : « Il ne s'agit pas d'abord d'une articulation savante et abstraite entre la question de l'oppression des femmes et la destruction de la nature, mais de l'expérience collective, de centaines voire de milliers de femmes, face à la menace que fait peser sur leur vie et celle de leurs enfants la course à l'armement nucléaire liée à la guerre froide, de leur colère devant cette mainmise sur leur vie et leur avenir, et de la volonté de faire quelque chose plutôt que de subir de manière isolée et passive cette terreur ». De plus, afin de ne pas exclure la majorité des femmes, les écoféministes souhaitaient construire un mouvement « politique qui soit fidèle *aux femmes et au féminisme* [qui] combine le point de vue de la féminité traditionnelle et du militantisme féministe radical » (King, 2016). Les Mères en colère n'avaient toutefois pas l'intention d'amener une dimension féministe à leur mobilisation. Pourtant, sans le qualifier de féministe, le collectif participait à la revalorisation du rôle des femmes dans la société simplement car il était uniquement composé de femmes. Autrement dit, par leur position située en tant que femmes, il n'est pas nécessaire qu'elles aient un discours féministe ou novateur pour bousculer l'ordre établi (Keller, 1997).

Après un voyage au Japon qui a étendu la sphère d'influence des Mères en colère, le collectif s'est éteint. Cependant, nous avons vu que les héritages laissés par les Mères en colère continuent à faire vivre ce collectif dans les faits et dans les mémoires, particulièrement puisqu'il s'inscrit dans une lignée d'autres mouvements environnementaux menés par des femmes.

## **C Les lendemains des Mères en colère : le prolongement des engagements politiques**

Afin de continuer à établir des ponts avec d'autres mouvements politiques, nous nous intéresserons dans cette partie aux parcours militants des ex-mères en colère après leur départ ou la dissolution du collectif. Ce retour aux individualités nous permettra de décrire les transformations apportées par le collectif sur ses anciens membres, sur leurs combats politiques, qu'ils soient antinucléaires ou non, ainsi que la question de la transmission de la lutte.

## C.1 La transformation intérieure des ex-mères en colère

Toutes les femmes interrogées m'ont dit garder des bons souvenirs de leur engagement aux Mères en colère, et retiennent des moments intenses et « *humainement très forts* ». Cette « *bonne expérience de mobilisation* » leur a apporté des connaissances sur le nucléaire, leur a appris à se mettre en avant, et a permis de tisser des liens forts entre elles.

Afin de pouvoir s'exprimer devant les journalistes, les Mères en colère ont dû acquérir davantage de connaissances sur le nucléaire dans ses dimensions scientifique, économique et politique. Pour Laurence, le moment charnière dans sa compréhension du nucléaire était le voyage au Japon de 2001. En touchant du doigt « *l'importance du lobby nucléaire* » japonais, elle a compris la puissance de l'économie du nucléaire et « *à quel point ça pourrait la planète* ». En rentrant en France, elle s'est mise à s'informer sur le nucléaire français et elle a alors pris conscience de l'implantation géographique majeure du nucléaire et de la dimension démesurée de l'économie nucléaire. Cet apprentissage fait écho à ce qu'observent Culley et Angelique (2003, p. 456, traduction) sur les femmes qui se sont engagées après l'accident nucléaire de Three Mile Island : « Les transformations personnelles, basées sur des expériences quotidiennes et des connaissances locales, ont ouvert la voie au développement d'une perspective critique et à la compréhension du pouvoir. »

Au-delà des compétences intellectuelles acquises, leur participation au collectif a pu avoir un impact sur leur capacité à affirmer publiquement leur opinion, comme pour Mireille, engagée dans les mouvements antinucléaires depuis son adolescence :

« Ça m'a aussi bousculé pour me mettre aussi un peu plus en avant, parce qu'on avait tendance dans les mouvements antinucléaires d'être toujours derrière les leaders, et là de créer un nouveau mouvement, on se retrouvait devant. »

« Sans doute que ça a contribué à nous construire, à nous donner confiance en nous pour pouvoir intervenir, prendre la parole, je crois que ça a dû nous renforcer [...] en se disant : "peut-être qu'on va dire des bêtises, mais si ça permet d'interpeller les pouvoirs publics, faisons-le". »

De la même façon, Martine relate qu'elle s'est « *surprise à avoir une certaine aisance quand on était au Japon quand on parlait devant des centaines de personnes* ». Ces changements positifs pouvaient être plus larges, comme pour Laurence qui considère que son implication dans les Mères en colère « *a été hyper formateur et constructeur pour mon rôle de mère, de femme et de prof* ». On peut rattacher cette transformation intérieure au concept de « pouvoir-du-dedans » (*power-from-within*) de la militante états-unienne écoféministe Starhawk, qui s'oppose au « pouvoir-sur » (*power-over*), construit sur la force et la domination. Le pouvoir-du-dedans prend sa source dans la volonté et la capacité à agir et il découle de notre perception de connexion avec le vivant et l'environnement (Starhawk, 2015).

La mobilisation aux Mères en colère a permis de créer ou de renforcer des liens profonds entre les militantes, qui pour certaines étaient au centre de leur activisme : « *Je suis restée copine avec tout le monde, c'est ça qui est important dans l'histoire* ». Ces relations renforçaient alors leur perception de leur puissance d'action :

« Ça m'a apporté au niveau intellectuel, mais aussi humain, parce qu'on était quand même de nombreuses femmes à partager cette inquiétude, que chacun vivait un petit peu dans son coin. Suite aux études, on était toutes inquiètes, mais on se sentait un petit peu démunies face à ça, et le fait de pouvoir être en association ou en collectif, ça permettait de se sentir un peu plus fort, et de peut-être pouvoir faire quelque chose, et de pas être complètement passive par rapport à ce qu'il se passait. Et puis ça a sensibilisé nos enfants les plus grands. » (Hélène)

Cette analyse rejoint la notion de « pouvoir avec » (*power with*) théorisé par Joanna Macy, activiste environnementale et pacifiste, qui s'oppose aussi au « pouvoir-sur ». Le « pouvoir avec » demande une attention particulière à ce qui nous entoure, une empathie envers les autres êtres humains, afin d'augmenter notre participation consciente à la vie (Macy, 1995).

Ces observations relatives aux ex-mères en colère font écho à d'autres travaux universitaires sur les activismes environnementaux de femmes, qui rapportent un sentiment de puissance et de confiance en soi construit avec leur militantisme (Krauss, 1993a,b; Brown et Ferguson, 1995; Culley et Angélique, 2003). « Les militantes des déchets toxiques créent en elles-mêmes les capacités d'organiser et de mener le processus de changement dans leurs communautés, malgré l'opposition ou l'évasion des autorités locales de santé publique, des experts de l'industrie, et souvent même de leurs voisins et de leurs familles. Il s'agit d'une transformation remarquable, et ces femmes méritent d'être reconnues non seulement pour leurs efforts visant à protéger leurs familles et leurs communautés, mais aussi pour le courage qu'elles ont eu de se transformer au cours de ce processus. » affirment Brown et Ferguson (1995, traduction).

## C.2 La poursuite de leur activisme antinucléaire

Après leur départ des Mères en colère, les femmes rencontrées ont pour la plupart continué à s'engager dans la lutte antinucléaire. Les femmes interrogées qui étaient déjà très actives dans la lutte antinucléaire (Mireille, Sylvie et Carole) ont continué à l'être après leur départ des Mères en colère avant la fin du collectif, et celles qui étaient moins actives (Hélène, Martine, Valérie, et Laurence) ne se sont pas engagées dans une autre association après la dissolution du collectif<sup>18</sup>. Cependant, Valérie, Martine ou Hélène ont continué à participer à des manifestations ou d'autres moments ponctuels de militantisme. Sylvie et Mireille ont poursuivi leur engagement à l'ACRO, pour « *donner l'information aux gens qui sont obligés de vivre avec le nucléaire,*

---

18. Ce résultat mériterait à être vérifié sur l'ensemble des Mères en colère.

*pour qu'ils vivent le moins mal possible* », notamment grâce aux campagnes trimestrielles de prélèvements citoyens, et pour « *poser les bonnes questions* » lors des CLI. Quant à Carole, elle a continué son engagement au Crilan jusqu'en 2019, puis elle a rejoint le GAMA (Groupe action Manche antinucléaire) à sa création. Elles disent recevoir au sein de ces structures militantes plus de témoignages qu'avant de l'intérieur de l'industrie nucléaire, ce que Carole explique par « *la dégradation des conditions de travail dans le nucléaire [car] moins de budget entraîne moins de sécurité* » :

« Moi j'aurais tendance à l'attribuer à de plus en plus de privatisations, de plus en plus de management dans ces grosses entreprises, ce qui fait que les ouvriers ont l'impression d'être malmenés, et finalement entendent peut-être davantage, pour certains, [...] les écolos. Quand on parle de sécurité, ils doivent le vivre, donc forcément ça doit les toucher. [...] Les conditions de travail font que parfois que les gens n'hésitent pas à causer. »

Carole, Sylvie et Mireille m'ont également fait part des enjeux actuels de la lutte antinucléaire. Les associations antinucléaires, notamment dans le Nord-Cotentin, sont composées très majoritairement de personnes d'un certain âge, elles sont donc confrontées à un manque de reprise par les jeunes générations. Mireille propose une explication à ce phénomène, tout en se questionnant sur une manière efficace de lutter :

« Peut-être que c'est plus abstrait le nucléaire parce qu'il est déjà là le nucléaire, il est déjà installé... mais comment faire pour se mobiliser, pour dire : "stop, faut faire autre chose, passons à autre chose" ? Et essayons de voir ça d'un point de vue positif, pas de voir ça comme une punition et de se priver de quelque chose si on arrête le nucléaire, mais construire quelque chose de positif à côté. [...] Si on nous présente ça comme un retour en arrière et non pas comme un progrès pour faire autre chose, évidemment que les gens qui sont déjà vers un truc assez individualiste, ils vont peut-être pas avoir envie de lâcher ça. »

Mireille souhaite également que le mouvement antinucléaire reste vigilant aux discours sur les avantages économiques du nucléaire et sur la « *décarbonation du nucléaire* », car omettent de parler « *de tous les à-côtés et que ça va nous péter à la figure un jour ou l'autre, parce que c'est des industries qui tolèrent aucune faille.* » Elle ajoute :

« C'est toujours la même question, c'est comment trouver un réseau qui va avoir une écoute, comment se faire entendre, ça a toujours été une question, toujours. Et parfois c'est un peu décourageant, j'ai parfois l'impression quand même d'être dans des causes un peu perdues, et pourtant je ne veux pas me décourager, je reste toujours mobilisée, je voudrais que l'avenir soit un peu meilleur pour toutes les générations futures et de ne pas lâcher l'affaire ».

### C.2.1 La longévité de leur attachement à leur région comme moyen de résistance

Les femmes que j'ai interrogées sont toujours très attachées à leur région : « *notre vie elle est là, notre réseau social, notre vrai réseau social, il est là, nos amis, nos projets de vie* » (Mireille). La plage, où « *il y a de la radioactivité, mais pas plus qu'ailleurs* », est pour certaines un lieu de sociabilité l'été : « *si on se prive de tout ça, on a plus de raison de vivre ici* » (Mireille). Ainsi, même si certaines ont envisagé de déménager à cause de la pollution, plusieurs femmes interrogées justifient le fait de rester dans la région comme un acte de résistance devant l'industrie nucléaire<sup>19</sup>, « *avec cette idée qu'on était là avant eux, quoi, merde, la Hague c'est pas à eux, c'est à nous* » (Sylvie).

« Là c'est grave quand même, on vit ici, on est prêt à partager notre territoire, mais pas qu'on vienne le polluer et qu'on ne puisse plus y vivre sainement. [...] C'est trop facile de leur laisser la place aussi, on est toujours dans la lutte quand même, c'est vrai on peut pas les faire partir maintenant, ils sont là, notre façon c'est de pas leur rendre les choses faciles. [...] Notre lutte elle est là et on veut pas lâcher l'affaire, et on est condamné à rester-là pour continuer de se battre jusqu'au bout. [...] Nos contradictions c'est de rester vivre ici alors qu'on est sérieusement exposé, et continuer à manger des fruits de mer alors qu'on sait que c'est pêché ici, continuer de se baigner, ça fait partie de nos contradictions, mais c'est aussi notre forme de résistance ». (Mireille, originaire de Flamanville).

« On choisit de rester vivre ici, on est pas forcément prêt à tout accepter. [...] C'est aussi pour ça qu'il faut lutter. Ma lutte elle est aussi pour l'avenir, pour mes enfants. [...] J'ai envie de vivre ici, puis on va pas délaissier, et dire "allez on part, faites ce que vous voulez!". Je pense que c'est aussi une façon de pas laisser faire n'importe quoi. » (Carole, née à Flamanville).

« C'est vrai qu'on est conscient et en même temps inconscient, on fait comme si de rien était, on se baigne, on mange des coquillages, on mange du poisson de la Manche. Bah oui, parce qu'on veut vivre là quand même, c'est pas de la résistance, mais voilà... » (Valérie, arrivée dans la région en 1983).

« Il y a eu une période où je me demandais s'il fallait qu'on reste là, parce qu'on quand même près. [...] Après, il faut surtout rester vigilant, faut faire en sorte que si cette industrie doit durer, il faut rester là pour qu'ils travaillent le plus proprement possible. » (Hélène, arrivée dans la Hague il y a 30 ans).

Elles restent donc habiter dans la région dans un but de protection de leur lieu de vie. Elles le revendiquaient déjà collectivement en 1997 : « nous Mères en colère lutterons pour que nos

---

19. Il faudrait idéalement aussi interroger des ex-mères en colère qui ont déménagé par la suite, s'il y en a, afin de connaître leurs motivations.

enfants puissent vivre et grandir dans ce Cotentin que nous aimons »<sup>20</sup>. Mireille fait remarquer amèrement que, « *et je suis pas la seule, c'est une région qui va être vouée à ne plus pouvoir être habitée, ou saine dans tous les cas, pour les générations futures* ». D'une certaine manière, comme les écoféministes, elles réhabilitent et se réapproprient (*reclaim*) le territoire pollué du Nord-Cotentin.

### C.3 D'autres combats politiques

Afin de continuer à établir des liens entre leur militantisme et l'écoféminisme, nous allons nous intéresser à leurs engagements autres qu'antinucléaires, particulièrement dans les activités du soin, de l'humanitaire, de l'écologisme et du féminisme.

#### C.3.1 Le soin : de l'exercice de la profession à la vie quotidienne

Le soin (*care*) aux autres est primordial dans les pratiques écoféministes. Nous allons voir que les femmes interrogées donnent une place centrale au soin dans leur profession et dans leur vie quotidienne. Une analyse rapide des métiers exercés par les ex-mères en colère tournent beaucoup autour du soin : infirmière, assistance sociale, institutrice en maternelle, professeure au collège, réflexologue, mère au foyer... Certaines travaillent avec des enfants, ce qui a pu participer à leur sensibilité sur la question sanitaire infantile face aux risques nucléaires<sup>21</sup>.

Deux femmes, Hélène et Sylvie, ont développé dans leurs entretiens respectifs leur rapport au soin dans leur profession. Hélène aborde cette question par une approche corporelle. Elle voit son métier d'infirmière comme de la « *prévention, c'est pas que soigner, c'est aussi anticiper* ». Plus tard dans sa carrière, elle s'est formée à la réflexologie plantaire, qui consiste à « *stimuler des points sous et sur le pied, en lien avec des organes du corps, pour rééquilibrer les organes* ». Elle considère la réflexologie comme un moyen de prévenir les maladies, notamment celles liées au stress : « *c'est une question de cohérence [...] et je me disais que infirmière c'était presque limité, c'est-à-dire que parfois qu'on soigne pas comme on voudrait soigner, parfois on soigne des symptômes, sans aller au fond du problème* ». Sylvie, quant à elle, privilégie « *le soin par la parole et pas par le corps* ». Elle a choisi le métier d'assistante sociale pour « *l'idée du lien, de la relation d'aide, de la protection de l'enfance* ». Elle essaye d'effectuer son métier en menant des entretiens longs avec les personnes qu'elle reçoit, contrairement à ce qui est demandé actuellement.

Au cours de leur carrière, Sylvie et Mireille ont réalisé de nombreuses formations afin de s'informer davantage sur les meilleures manières d'être utile aux personnes dont elles s'occupent.

---

20. Acte de naissance des Mères en colère, 17 janvier 1997.

21. Le métier exercé peut également empêcher un éventuel engagement. Par exemple, j'ai eu l'occasion d'échanger avec une femme qui travaillait pour la communauté de communes en 1997. Afin de garder son poste, elle ne s'est pas engagée auprès des Mères en colère, même si elle se retrouvait dans leurs revendications et actions.

Par exemple, Mireille, institutrice en maternelle qui a toujours milité pour « *la prise en compte de l'enfant au cœur de l'apprentissage* », a fait une licence de Sciences de l'éducation à 40 ans, puis a suivi une formation pour aider les enfants en difficulté d'apprentissage et a fait un Master 5 ans avant sa retraite, en ayant soutenu un mémoire sur les difficultés d'apprentissage et le numérique.

Cet attachement au soin ne s'observe pas uniquement dans le cadre professionnel, mais également dans leur vie quotidienne. À titre d'illustration, Mireille met « *l'écoute des autres* » dans ses priorités, notamment dans son entourage familial ou amical. Face à une « *société individualiste* », elle souhaite entretenir une société « *humaine, solidaire, de partage* ». De plus, certaines ex-mères en colère sont investies dans des causes humanitaires, c'est-à-dire qui œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des êtres humains, et qui sont donc des activités de soin. Laurence s'est d'abord engagée à Amnesty International, puis est aujourd'hui engagée à l'UNICEF. Elle préfère ce type de militantisme car elle a « *besoin de ce moteur humain, et pour moi le nucléaire, c'est définitivement froid glacé et hyper anxigène* ». Mireille, actuellement à la retraite, continue de s'engager auprès des enfants dans une association locale, qui permet l'accueil de parents et enfants avant la scolarisation, afin de permettre des rencontres et sortir de l'isolement. Hélène était investie au niveau de la commune, notamment dans le « *dialogue avec les citoyens pour une plus grande démocratie* ».

Le soin (*care*) est aussi au centre des pratiques écoféministes (Hache, 2016) et des militantes contre les déchets toxiques : « Elles considèrent les actions des pollueurs et des agences qui ne réagissent pas comme mauvaises et nécessitant une réparation, non seulement parce que ces actions violent leurs droits en tant que citoyennes et membres de la communauté au sens large, mais aussi parce que ces actions violent l'impératif moral de soin et de responsabilité. » (Brown et Ferguson, 1995, traduction). Si c'est ce sont des activités qui ont été assignées aux femmes, les écoféministes souhaitent élargir les pratiques de soin à toute l'humanité : « Nous suggérons que le *care* soit considéré comme une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre "monde", de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous les éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie. » (Tronto et Fisher, 1990, traduction dans Larrère, 2016, p.376).

### **C.3.2 L'écologisme au quotidien ou la revalorisation du travail de la subsistance**

Plusieurs femmes interrogées m'ont fait part de leur manière de « Ramener l'écologie à la maison » (Di Chiro, 2014) :

« C'est plus dans le quotidien que je suis active au niveau de l'écologie, dans ma façon

de vivre au quotidien, je m'interroge sur mes déplacements et j'essaie de limiter les déplacements, dans ma consommation de tous les jours, consommation bio, dans des choix de vacances, c'est vraiment au quotidien que je me dis : "est-ce que là je travaille un peu pour la planète?" » (Hélène).

Leurs engagements écologiques au quotidien prennent plusieurs formes. Certaines ont un potager : « *J'aime bien faire le potager, c'est aussi un art de vivre, c'est de pouvoir manger sain, j'aime beaucoup cuisiner sain. [...] J'éleve des poulets, en essayant de leur donner à manger sain* » (Mireille). Cependant, Hélène ou Carole m'ont fait part de leur préoccupation : « *On essaye de faire un potager bio, mais on habite dans une région où il y a des retombées [radio-actives]. On habite tout près de la mer, donc à la fois des retombées gazeuses comme les rejets marins peuvent avoir une influence sur notre potager.* » (Carole). Certaines sont chez Enercoop, une coopérative d'électricité renouvelable en France, « *c'est aussi un acte militant* » pour Carole. Certaines se déplacent en vélo, en covoiturage. Elles continuent de s'informer sur les sujets de société « *pour rester critique* » (Mireille). Certaines, comme Valérie, essayent de partager des lectures, des reportages pour diffuser des informations critiques à des personnes qui ne seraient pas déjà sensibilisées. Toutes ces actions sont réalisées dans l'objectif « *de mettre du sens à notre vie* » et « *d'essayer d'avoir une vie en cohérence avec nos idées* » (Mireille).

Les propos des ex-mères en colère résonnent avec la vision des écoféministes sur les tâches de subsistance : « L'écoféminisme transforme encore une autre dimension tout aussi importante de cette association négative des femmes et de la nature concernant les tâches quotidiennes de subsistance et de maintien de la vie que l'on rassemble communément sous le nom de reproduction, en affirmant que ces questions sont écologiques, et sont même les questions écologiques par excellence. [...] Il se s'agit pas plus ici de justifier le rôle prédominant des femmes dans l'effectuation de ces tâches domestiques que de chercher à leur faire une place au sein de l'économie capitaliste (qui les a totalement invisibilisées tout en s'appuyant très largement sur elles pour accumuler des richesses), mais de dénaturer pour le coup ce travail, de changer de perception, de culture, à l'égard de tous ces gestes qui font littéralement tenir le monde, de les écologiser, les politiser, de changer de paradigme. » (Hache, 2016, p. 25-26, voir aussi Pruvost, 2019).

« J'essaie toujours d'être en cohérence avec cette vision là de la Vie, c'est-à-dire tout pour la Vie, pour le respect de la Vie, à tous les niveaux, ce que je mange. Voilà, je suis écologiste, parce que je trouve que l'écologie elle permet de protéger la Vie, et de la pérenniser, faire en sorte que nos enfants restent dans un monde qui soit le plus propre possible, qui préserve la Vie, avec un grand 'V'. » (Hélène).

Cette citation rappelle des propos tenus par les écoféministes, qui proposent une révolution *pour la Vie* (King, 2016; Cook et Kirk, 2016).

### C.3.3 Leurs rapports aux féminismes

Le féminisme n'est pas un sujet qui a été beaucoup abordé dans les entretiens, mais quelques témoignages intéressants sont tout de même ressortis. À l'avenir, c'est une question qui mériterait d'être approfondie puisque si le collectif n'avait aucune ambition féministe, peut-être qu'aujourd'hui les ex-mères en colère entretiennent un lien personnel avec le féminisme. C'est par exemple le cas de Sylvie, avec laquelle nous avons longuement échangé sur sa perspective féministe dans l'exercice de son métier d'assistante sociale. Dans le protocole de la loi Veil de 1975, dans les 12 jours suivant la demande d'avortement, la femme enceinte avait un rendez-vous avec un·e assistant·e social·e pour lui donner des informations et délivrer un papier qui lui donnait l'autorisation d'avorter. Sylvie, grâce à des formations dans des plannings familiaux, avait une approche qui soulageait les personnes qui venaient la voir en leur donnant la garantie qu'elles « *allaient pouvoir le faire et que c'était leur décision* » :

« Quand je rencontrais une jeune fille, une mère, je leur disais : "voilà, la loi c'est ça, je suis sensée vous dire ce que vous auriez comme argent, etc". Je faisais le papier, car les gens arrivaient la trouille au ventre car il fallait ce papier pour entrer à la maternité faire l'IVG. Je faisais ce papier, je leur donnais ce papier, et après on parlait. [...] J'aimais beaucoup faire ce travail-là. J'étais pas militante, mais ce côté-là m'intéressait et j'avais appris à le faire avec des gens assez militants dans les centres de plannif. [...] Depuis une bonne dizaine d'années, la loi n'existe plus et tu n'as plus besoin de cet entretien, et moi je le regrette beaucoup, pas pour moi, mais pour les personnes. Parce que *très* souvent, tu voyais des femmes qui n'en parlaient à personne et quelques fois, on était la seule personne, en dehors du médecin, à qui elle pouvait parler. C'était des entretiens difficiles, il y avait souvent beaucoup de pleurs, c'était très dur, mais au moins on servait à ça. »

Dans un autre registre, ses formations lui ont permis d'être plus attentive aux violences conjugales, notamment pour comprendre pourquoi certaines femmes violentées ne fuyaient pas :

« Quand tu comprends ce processus de l'emprise, tu regardes les gens un peu autrement. Des fois, tu en as un peu ras-le-bol, parce que tu as une dame qui arrive et qui dit : "il m'a tapé dessus, je veux partir". Tu l'accompagnes pour aller dans un foyer, trois jours après, elle est chez elle. Tu dis : "C'est bon quoi, une fois, deux fois, trois fois..." Mais non ! On sait aujourd'hui que c'est une fois, deux fois, trois fois et que quelques fois la quatrième c'est la bonne, et que ça fait partie du processus. »

De plus, une formatrice a créé un déclic chez Sylvie en disant : « *on participe à tout ça, parce qu'on ose pas poser la question* ». Depuis, lors d'entretiens où elle sent que cela peut être utile, elle « *pose clairement la question, [...] j'ose le faire, et franchement très souvent ça vaut le coup. "Est-ce que vous avez déjà été violentée ?" "Non, non." "Est-ce qu'il vous frappe ?" "Non, il ne*

*me frappe pas. Juste une fois. " [...] Si je n'avais pas insisté, je n'aurais rien eu ».* Sylvie observe ainsi « *l'effet thérapeutique de dire les choses, et de prendre conscience* », primordiale dans son approche du soin.

Nous avons également discuté du lien entre les combats antinucléaire et féministe, qui n'est pas l'approche théorique à laquelle Sylvie est habituée :

« La question c'est "par quelle porte, par quel angle on regarde quelque chose?" [...] Quand j'entends nucléaire, je ne pense pas patriarcat, les hommes qui prennent des décisions, et cætera. Avec le féminisme, tout d'un coup c'est un autre angle d'approche et de voir le nucléaire à partir de cette question-là. Pour moi c'est compliqué, parce que c'est pas une manière de penser, c'est nouveau pour moi. Mais effectivement, penser que c'est toujours les hommes qui prennent les décisions, OK. »

Un autre extrait d'entretien collectif me semble pertinent à analyser :

Carole : « quand tu vois Anne Lauvergeon [ex-présidente de la Cogema puis d'Areva de 1999 à 2011], ou [Laurence] Parisot, présidente du MEDEF... »

Mireille : « C'est des femmes qui ont un rôle important, et bah ces femmes-là, elles font pas envie, c'est clair. [...] Mais ça changerait peut-être la société s'il y avait des femmes qui avaient des rôles importants, politiquement, économiquement, socialement, associativement. C'est quand même les hommes qui sont... »

En effet, elles mettent en lumière un féminisme qui s'oppose au féminisme néolibéral, qui selon Michael L. Ferguson (2017), est construit autour de trois concepts fondamentaux : (i) toute inégalité entre les sexes qui persistent aujourd'hui résulte de choix individuels, ce qui rend ainsi invisible l'analyse structurelle des questions du genre ; (ii) en découle que les solutions aux inégalités doivent également être individuelles, et non collectives, en modifiant nos croyances et nos comportements ; (iii) la libération des femmes passera par la participation réussie des femmes au capitalisme, que ce soit par la consommation ou sur le lieu du travail où elles doivent être compétitives et capables de rivaliser avec les hommes. Ainsi, le féminisme des femmes interrogées lors de cet entretien collectif se rapproche d'une vision écoféministe, c'est-à-dire qui prend en compte les enjeux environnementaux et qui valorise les activités de soin et de subsistance (Larrère, 2016; Pruvost, 2019).

Les actions individuelles des ex-mères en colère conservent, malgré l'éclatement du collectif, une certaine unité, et permettent de mieux cerner ce qui, dans leurs manières d'agir et leurs visions du monde, les rapprochent des écoféministes. Leur militantisme antinucléaire, leurs pratiques de soin, d'écologie dans leur quotidienneté et leur approche au féminisme forment un tout indissociable, qui les inscriraient dans les mouvements écoféministes.

## C.4 Transmission de la lutte ou échange avec les nouvelles générations ?

En arrivant à la fin de ce mémoire, il est temps de s'interroger sur l'héritage que laissent les Mères en colère, en tant que collectif et individuellement, aux nouvelles générations militantes. Pour Zitouni (2016, p. 32), l'échec ou la victoire d'une lutte n'est pas à chercher dans l'absolu, mais dans son héritage : « la lutte n'échoue définitivement que lorsqu'elle se perd dans les plis du temps, c'est-à-dire lorsque personne ne la narre et ne s'en inspire plus. » J'espère avoir contribué au prolongement de l'héritage du collectif des Mères en colère, qui a déjà fait sa place dans l'imaginaire des luttes antinucléaires et féminines/stes<sup>22</sup>. Nous allons ici nous concentrer particulièrement sur la transmission militante des ex-mères en colère aux nouvelles générations.

Les femmes interrogées ont toutes réalisé une transmission politique à leurs enfants, que Coline Guérin (2019) appelle « les héritiers du quotidien », que ce soit sur la question nucléaire – aucun des enfants n'a travaillé dans l'industrie nucléaire alors que c'est le premier employeur du Nord-Cotentin –, sur l'écologie ou d'autres questions sociétales.

(À propos du nucléaire) « Si les enfants ont connaissance de cette réalité-là, c'est grâce aux parents, car personne de leur génération en parle. » (Sylvie)

« Leur façon de vivre contribue aussi à élargir un mieux-être, un mieux vivre, cette solidarité, je pense qu'ils ont ces valeurs-là aussi, d'être à l'écoute des autres, je crois qu'on leur a transmis ces valeurs qui nous portent aussi. » (Mireille).

« Ils sont beaucoup dans la relation humaine et dans la relation avec la nature je trouve, c'est ça le plus important, avec le respect des autres. J'ai des enfants qui n'ont pas fait le choix de gagner beaucoup d'argent, mais de vivre bien » (Hélène)

Pour faire un parallèle avec ce qui est observé dans la littérature des mouvements environnementaux de femmes, Culley et Angélique (2003, p. 457, traduction) remarquent que « pour certaines femmes, le militantisme de Three Mile Island a été l'occasion d'enseigner à leurs enfants l'importance de prendre position pour ce qu'elles estiment être juste ».

Mais la transmission politique se fait aussi dans l'autre sens car « *c'est pas nous qui faisons les enfants, c'est les enfants qui nous font* » (Sylvie).

« Je me rends compte qu'en tant que mère, on va essayer de faire passer tout un tas de notions, de valeurs à nos enfants, et puis on se rend compte que nos enfants, ils ont tellement bien compris, qu'ils vont bien au-delà de ce qu'on fait nous. [...] Maintenant c'est eux qui nous donnent l'exemple. Ils font des choix de vie qui font que j'ai choisi de me réorienter un petit peu dans ma profession. » (Hélène).

---

22. Les Mères en colères sont citées le site des Bombes Atomiques, un collectif féministe et antinucléaire français, dans la section « Retour sur les luttes de femmes antinucléaires » et dans le premier numéro de *La Déferlante* (Mars 2021), une revue féministe, à la suite d'une bande dessinée sur les femmes de Plogoff.

Un autre exemple est la fille de Sylvie, qui est investie dans la lutte féministe et antinucléaire et qui « *ouvre des horizons* » à sa mère : « *les enfants, ça fait beaucoup grandir, beaucoup évoluer* ».

Le lien aux enfants se fait plus généralement avec les générations futures. Tout d'abord sur la transmission du nucléaire et de ses déchets :

« Au-delà même du moment où les Mères en colère se sont formées, on a abouti sur un truc, le devenir de nos enfants bien sûr, mais [...] de tous les enfants de la planète. Qu'est-ce qu'on va leur laisser comme merde ? » (Laurence).

« Aujourd'hui, on passe de la théorie à la pratique. Cette saloperie, on n'arrête pas de le dire, on la passe aux générations futures. J'ai l'impression que jusqu'à maintenant c'était un peu dans la tête, et aujourd'hui c'est pas dans la tête c'est réel. [...] J'aurais du mal à penser que s'ils [les enfants] s'éloignent d'ici, c'est en partie pour ça, ce serait vraiment difficile pour moi. » (Sylvie)

Leurs préoccupations sont d'ailleurs semblables à celles des femmes du camp de Greenham Common : « Moi qui ai déjà vécu la plus grande partie de ma vie, je ne peux pas me résoudre à mourir à petit feu d'une maladie engendrée par des radiations. Lorsque je regarde mes petits-enfants, je m'inquiète et mon cœur se serre – auront-ils jamais la chance de grandir ? Je m'inquiète pour cette terre magnifique qui est la nôtre, elle nous appartient à tou-te-s, pourquoi devrait-elle être détruite par quelques-uns ? » (Mrs Smith dans Cook et Kirk, 2016, p. 59).

Face à ce constat, il est question de permettre un dialogue entre les différentes générations de militant-e-s. Par exemple, Mireille souhaite voir un soutien et une solidarité des jeunes investi-e-s sur les zad (zone à défendre) qui s'installent sur les lieux prévus pour accueillir les « grands projets inutiles » avec les mouvements antinucléaires, du Nord-Cotentin ou d'ailleurs. Enfin, plusieurs femmes interrogées m'ont fait part de leur volonté d'échange plutôt que d'une transmission avec les générations :

« Est-ce que le but c'est de transmettre ? J'ai pas envie d'être donneuse de leçon, mais oui, être dans l'échange, j'ai pas envie d'être la vieille avec plein de choses à expliquer [...] J'ai plutôt envie d'être dans un pied d'égalité, je trouve ça chouette justement quand j'ai l'occasion de discuter, d'échanger avec des jeunes, je me dis que eux aussi ils ont des tas de choses à apporter, j'ai pas plus de légitimité parce que je suis une vieille, j'aime pas ça non \*rires\*. Je crois vraiment dans la jeunesse qui apporte souvent des idées nouvelles dans la lutte. » (Carole)

En étudiant l'héritage du collectif des Mères en colère à travers le monde et les époques, en s'intéressant aux autres formes de mobilisations des ex-mères en colère, nous avons développé les liens entre leur lutte et les mouvements environnementaux de femmes, qu'ils soient contre des

déchets toxiques ou écoféministes. Leur mise en valeur de la maternité, leur revendication des émotions, notamment la colère, leur volonté de rencontre avec d'autres femmes antinucléaires, leur attachement au territoire, leurs pratiques de soin, leur écologie du quotidien, leurs visions du féminisme, leur désir d'échanger avec les nouvelles générations de militant·e·s, sont autant de perceptions du monde et d'actions qui les inscriraient dans l'héritage écoféministe à la française.

# Conclusion

Carole : (À propos du registre des cancers de la Manche) « T'as raison, on devrait se renseigner sur ce qu'il en est. »

Mireille et Carole : « On va relancer les Mères en colère ! » \*rires\*

Sylvie : « Les grands-mères en colère ! »

Carole : « Les arrière-grands-mères en colère ! »

Mireille : « On va aller tourner sur la place de théâtre sur Cherbourg pour avoir des infos sur le registre des cancers ! »

Le trait d'humour enjoué et puissant des femmes avec lesquelles j'ai eu la chance d'échanger propose que des mobilisations comme la leur garde leur pertinence aujourd'hui, la population locale restant encore peu informée. Un mouvement similaire pourrait émerger de nos jours également car les Mères en colère répondaient à la menace du nucléaire sur leurs enfants, et plus généralement sur les générations futures. Cette menace était déjà ressentie dans les années 1980, lorsqu'une guerre nucléaire semblait imminente, face à laquelle des femmes ont décrété la mobilisation collective (Hache, 2016; Cook et Kirk, 2016; Zitouni, 2019). Moins manifeste à présent, cette menace persiste du fait du développement du nucléaire civil, particulièrement en France, et des multiples détériorations et accidents, parfois catastrophiques, qui émaillent son histoire récente. Tout comme les mouvements écoféministes, les Mères en colère ont encore du sens pour les luttes actuelles et futures : elles nous rappellent qu'en réaction à l'inquiétude et au sentiment d'impuissance face aux conséquences de l'industrie nucléaire, nous pouvons nous informer et manifester notre colère collectivement (Hache, 2016).

Grâce à l'histoire orale, en croisant les témoignages de neuf femmes qui se sont réunies un temps donné dans le collectif des Mères en colère, j'ai participé à l'éclairage socio-historique du collectif et de la multiplicité des parcours militants de ces femmes, avant et après leur engagement aux Mères en colère. Cela m'a permis de tisser des liens entre cette mobilisation et les « activismes environnementaux de femmes » (Epstein, 1993). Ainsi, nous avons vu qu'elles partageaient la mise en avant de la maternité et de ses modes d'actions spécifiques ainsi que la valorisation d'une politique sensible et émotionnelle à travers une mobilisation locale et

populaire (*grassroots*). Afin que leurs préoccupations soient légitimées par le monde technoscientifique, gouverné par les hommes, elles ont fait usage de la science et se sont investies dans des commissions institutionnelles. Elles restaient cependant critiques de la science nucléaire, et continuaient à mettre l'accent sur des considérations liées à leurs activités quotidiennes ou de subsistance, englobées dans les enjeux environnementaux. Le fait de rester entre femmes, utilisé comme stratégie politique au départ, a permis l'émergence d'un espace où une sororité pouvait s'exprimer et où elles pouvaient se rendre compte de la prédominance masculine dans l'industrie nucléaire et les gouvernants. Ces observations permettent d'inclure aisément les Mères en colère dans les mouvements de femmes contre les déchets toxiques.

Au cœur de ma recherche, il y a cependant un paradoxe particulier : les Mères en colère sont présentes dans l'héritage des luttes féministes et antinucléaires françaises, sans pour autant revendiquer leur appartenance à ces mouvements. Qu'en est-il, donc, du lien entre les Mères en colère et les mouvements écoféministes ? Même si nous ne pouvons pas qualifier ce collectif d'écoféministe, cet axe d'analyse reste valide. En effet, mes recherches mettent en lumière les raisons pour lesquelles les Mères en colère refusaient les étiquettes « antinucléaire » et « féministe » : le contexte de l'omerta sur le nucléaire dans la région, mais plus généralement du néolibéralisme, du scientisme, de l'accord post-féministe sur le genre et de l'activisme post-Tchernobyl. Ces contraintes ont enfermé les Mères en colère dans une représentation médiatique et une stratégie publique affichée qui n'était pas aussi subversive que les mouvements écoféministes (Hache, 2016; Cook et Kirk, 2016; Zitouni, 2019). Pourtant, leurs actions et leurs revendications suggèrent une volonté de contestation singulière mais familière : les Mères en colère étaient des femmes qui prenaient leur place dans la politique publique face aux impacts sanitaires du nucléaire, en affirmant leur identité maternelle et leur mécontentement. Elles mettaient ainsi en avant un « autre environnementalisme », qui ne séparait pas santé et environnement, et un « autre féminisme », en ne faisant pas de distinction entre la sphère privée et publique et en valorisant les pratiques maternelles, qui sont des caractéristiques majeures des mouvements écoféministes (Larrère, 2016). Elles proposaient de ce fait une manière alternative de faire de la politique. De plus, si nous allons chercher plus loin que leur image publique en interrogeant les parcours militants individuels des femmes qui composaient le collectif, nous nous rendons compte qu'ils gardent une certaine unité qui les associe davantage aux mobilisations écoféministes : elles sont en réalité toutes antinucléaires et relient cet activisme avec des considérations économiques et politiques plus larges, elles perçoivent leur attachement à leur lieu de vie comme un moteur politique, elles réhabilitent les pratiques de soin et du travail de la subsistance et nourrissent une certaine aversion à l'égard du féminisme néo-libéral. À l'instar de Geneviève Pruvost qui parle « d'écoféminisme vernaculaire » ou de « féminisme de la subsistance »<sup>23</sup> pour

---

23. Les écoféministes vernaculaires se considèrent davantage comme des praticiennes de l'écologie que comme féministes ; les féministes de la subsistance ont pour considération centrale la subsistance, c'est-à-dire l'auto-

désigner des mouvements qui se rapprochent de l'écoféminisme sans en faire strictement partie, pourrait-on envisager d'inventer un terme pour désigner le type d'activisme des Mères en colère ?

Cette question sur la dénomination d'un potentiel héritage écoféministe français en amène naturellement d'autres, dont l'étude serait pertinente pour la compréhension des luttes environnementales menées par des femmes et la mise en lumière d'un écoféminisme à la française. Plus particulièrement, afin de poursuivre mes questionnements de recherche, deux pistes se dessinent. D'une part, je pourrais m'éloigner de l'activisme antinucléaire pour m'intéresser à d'autres mobilisations anti-toxiques menées par des femmes ou bien à des mouvements se centrant sur la subsistance. D'autre part, je pourrais continuer à me focaliser sur les mobilisations antinucléaires françaises strictement féminines comme les Guêpes de Fessenheim, ou me concentrer sur la place des femmes dans les mouvements mixtes, comme pendant l'occupation de la centrale de Flamanville ou la mobilisation contre les lignes à très haute tension du Nord-Cotentin dans les années 1970. Ces études, sûrement réalisées avec les méthodes de l'histoire orale, me permettraient notamment de creuser la question de l'émancipation des femmes à travers la lutte antinucléaire et leur relation avec la maternité. Enfin, je pourrais enquêter, grâce à des méthodes ethnographiques, sur le collectif féministe et antinucléaire des Bombes atomiques. L'étude de ce collectif contemporain me permettrait d'explorer les éventuelles mobilisations et inspirations de l'héritage écoféministe. Un des objectifs principaux de ces recherches serait de continuer à tisser des liens entre les différents mouvements environnementaux de femmes, à l'aune des questionnements qui ont animé ce mémoire. La colère des femmes – mères, grand-mères, arrière-grand-mères, filles, petites filles ou arrière-petites-filles – est puissante. Pouvoir l'étudier pour la mettre en valeur restera pour moi un privilège et un honneur.

---

production de besoins élémentaires, et la durabilité, c'est-à-dire la viabilité économique et écologique (Pruvost, 2019).

## Annexes



### LES MÈRES EN COLÈRE **PARTAGEZ-VOUS NOS INQUIETUDES ?**

A la suite de la publication du Professeur **Viel**, mettant en évidence un taux considéré comme anormalement élevé de leucémies chez les enfants vivant près du centre de retraitement de la Hague, des **mères de familles** inquiètes ont créé le **Collectif des mères en colère**.

Depuis, une irradiation très élevée sur la canalisation de rejets des Moulins de ce même centre de retraitement a été découverte, cela nous incite à poursuivre notre action.

Faut-il attendre un nouveau scandale de santé publique pour réagir ? Les affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle... nous montrent qu'il ne faut pas se contenter de propos rassurants !

**Quelles sont les conséquences des rejets de l'industrie nucléaire sur notre santé et celle de nos enfants ?**

**EXIGEONS** des informations

**CLAIRES et OBJECTIVES !**

Figure 1 – Tract des Mères en colère (1997).



Figure 2 – Sit-in des Mères en colère devant les grilles de la centrale de Flamanville. *La Presse de la Manche*, 9 juin 1997, « Les mères en colère manifestent à Flamanville », Laurent Gouhier.



**Figure 3 – Ambiance joyeuse et enfantine au sit-in goûter des Mères en colère devant les grilles de la Cogema. *Ouest France*, 20 mars 1997, « Après-midi goûter au nez du nucléaire ».**



**Figure 4 – Manifestation du 18 juin devant la Cogema. *Ouest France*, 20 août 1997, « Une réelle volonté d'avancer », Yann Halopeau.**

# Bibliographie

- ALEXIEVITCH, S. (1999). *La supplication. Tchernobyl, chrnoique du monde après l'apocalypse*. Éditions J'ai lu.
- BARBIER, L. (2019). *Une entreprise inaccessible ? Faire la preuve des pathologies environnementales par l'épidémiologie. L'exemple du nucléaire en Grande-Bretagne et en France*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Paris.
- BARLETT, A. (2011). « Feminist protest and maternity at Pine Gap women's peace camp, Australia 1983 ». *Women's Studies International Forum*, 34(1):145–172.
- BECKER, H. S. (2002). *Les ficelles du métier*. La Découverte.
- BROQUA, C. et FILLIEULE, O. (2009). « Act Up ou les raisons de la colère ». In TRAÏNI, C., éditeur : *Émotions... Mobilisation !* Presses de Sciences Po.
- BROWN, P. et FERGUSON, F. I. T. (1995). « "MAKING A BIG STINK" : Women's Work, Women's Relationships, and Toxic Waste Activism ». *Gender and Society*, 9(2):145–172.
- CAMBOURAKIS, I. (2019). « Articuler écologie et féminisme dans les années 1970. L'exemple du Centre non-violent des Circauds ». *Travail, genre et société*, 42:71–87.
- CARDI, C., ODIER, L., VILLANI, M. et VOZARI, A.-S. (2016). « Penser les maternités d'un point de vue féministe ». *Genre, sexualité & société*, 16.
- CARLASSARE, E. (2016). « La critique essentialiste dans le discours écoféministe ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- CONON, R. et LAURENT, A. (1981). *Femmes de Plogoff*. Éditions La Digitale.
- COOK, A. et KIRK, G. (2016). *Des femmes contre des missiles. Rêves, idées et actions à Greenham Common*. Éditions Cambourakis.
- COOK, J. (2016). « La colonisation de l'écoféminisme par la philosophie ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- CULLEY, M. R. et ANGELIQUE, H. L. (2003). « Women's Gendered Experiences as Long-Term Three Mile Island Activists ». *Gender and Society*, 17(3):445–461.
- DAUVIN, B. et MARIE, M. (1997). *Les Mères en Colère* ou le réveil de la société civile en Cotentin ? Mémoire de licence de sociologie, Université de Caen.
- DE BEAUVOIR, S. (1949). *Le Deuxième Sexe*. Gallimard.
- D'EAUBONNE, F. (1974). *Le féminisme ou la mort*. Éditions Pierre Horay.
- DI CHIRO, G. (2014). « Ramener l'écologie à la maison ». In HACHE, E., éditeur : *De l'univers clos au monde infini*. Éditions Dehors.
- DUBRANA, D. (1995). « Des leucémies en trop ». *Sciences & Vie*, 939:76–81.
- EINWOHNER, R., HOLLANDER, J. et OLSON, T. (2000). « Engendering social movements : Cultural images and movement dynamics. ». *Gender & Society*, 14:679–699.
- ENGELS, J. I. (2002). « Gender roles and German anti-nuclear protest. The women of Wyhl ». In BERNHARDT, C., éditeur : *Le démon moderne : la pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, pages 407–424. Clermont-Ferrand : Presses univ. Blaise Pascal.
- EPSTEIN, B. (1993). « Ecofeminism and grass-roots environmentalism in the United States ». In RICHARD, H., éditeur : *Toxic Struggles. The Theory and Practice of Environmental Justice*. New Society Publishers.
- ESCHLE, C. (2013). « Gender and the Subject of (Anti)Nuclear Politics : Revisiting Women's Campaigning against the Bomb ». *International Studies Quarterly*, 57:713–724.
- ESTADES, J. et REMY, E. (2003). *L'expertise en pratique. Le cas de la vache folle et des rayonnements ionisants*. L'Harmattan.

- FERGUSON, M. L. (2017). « Neoliberal feminism as political ideology : revitalizing the study of feminist political ideologies ». *Journal of Political Ideologies*, 22(3):221–235.
- GIBBS, L. M. et LEVINE, M. (1982). *Love Canal : my story*. New York : Grove Press.
- GONON, A. (2015). « Le féminisme à l'épreuve d'une catastrophe nucléaire. Mères, nature et *care* dans le Japon d'après-Fukushima ». *Cahiers du Genre*, 52(2):153–171.
- GRANDAZZI, G. (1998). « La crise de La Hague : vers une démocratisation de la gestion des risques ? ». *Mana : revue de sociologie et d'anthropologie, Laboratoire d'analyse socio-anthropologique du risque (Caen) / L'Harmattan*, pages 67–91.
- GRANDAZZI, G. (2004). *De Tchernobyl à La Hague. La vie quotidienne entre expérience de la catastrophe et épreuve de l'incertitude*. Thèse de doctorat en sociologie et démographie, Université de Caen.
- GUÉRIN, C. (2019). Engagements écologistes et féministes « ordinaires » en Bretagne dans les années 1968. Récits de vie de quatorze femmes autour de la lutte antinucléaire de Plogoff (1974-1981). Mémoire de master 2 de sociologie générale, EHESS.
- HACHE, E. (2013). « Justice environnementale, ici et là-bas ». *Contretemps*.
- HACHE, E. (2016). *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- HARAWAY, D. (1988). « Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies*, 14(3):575–599.
- HESS, D. J. (2009). « The Potentials and Limitations of Civil Society Research : Getting Undone Science Done ». *Sociological Inquiry*, 79(3):306–327.
- HOLMES, M. (2004). « Introduction. The Importance of Being Angry : Anger in Political Life ». *European Journal of Social Theory*, 7(2):123–132.
- KASPERSKI, T. et TOPÇU, S. (2016). « De Maïak à Tchernobyl, la guerre radioactive. Une liquidatrice témoigne ». *Mouvements*.
- KELLER, E. F. (1986). « Gender and science : Why is it so hard for us to count past two ? ». *Berkshire Review*, 21:7–21.
- KELLER, E. F. (1997). « Developmental Biology as a Feminist Cause ? ». *Osiris*, 12(2):16–28.
- KIMURA, A. H. (2016). *Radiation Brain Moms and Citizen Scientists : The Gender Politics of Food Contamination after Fukushima*. Duke University Press.
- KING, Y. (2016). « Si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- KOSHO, S., HAPAX, HAYASUKE, Y., YABU, S., MATSUMOTO, M. et MORI, M. G. (2018). *Fukushima & ses invisibles*. Les Éditions des mondes à faire.
- KRAUSS, C. (1993a). « Blue Collar Women and Toxic Waste Protests ». In RICHARD, H., éditeur : *Toxic Struggles. The Theory and Practice of Environmental Justice*. New Society Publishers.
- KRAUSS, C. (1993b). « Women and Toxic Waste Protests : Race, Class and Gender as Resources of Resistance ». *Qualitative Sociology*, 16(3):247–262.
- KRAUSS, C. (2016). « Des bonnes femmes hystériques : mobilisations environnementales populaires féminines ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- LARRÈRE, C. (2016). « Postface. L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- LE QUENTREC, Y. (2013). « Militer dans un syndicat féminisé : la sororité comme ressource ». *Travail, genre et sociétés*, 30(2):53–72.
- LINDGAARD, J. et BARBIER, M. (2020). « Notre dossier. Bure : Nucléaire et surveillance de masse ». *Mediapart*.
- LYMAN, P. (1981). « The Politics of Anger : On Silence, Ressentiment and Political Speech ». *Socialist Review*, 57:55–74.
- MACY, J. (1995). « Working through environmental despair ». In ROSZAK, GOMES et KANNER, éditeurs : *Ecopsychology*. Sierra Club.
- MANAGHAN, T. (2007). « Shifting the gaze from hysterical mothers to 'deadly dads' : spectacle and the anti-nuclear movement ». *Review of International Studies*, 33:637–654.
- MCRROBBIE, A. (2009). *The Aftermath of Feminism : Gender, Culture and Social Change*. Sage Publications.
- MERCHANT, C. (1980). *The death of nature : Women ecology, and the scientific revolution*. Harper & Row.

- MIES, M. et SHIVA, V. (1999). *Écoféminisme*. L'Harmattan.
- MISEREY, Y. et PELLEGRINI, P. (2007). *Le Groupe radioécologie Nord-Cotentin. L'expertise pluraliste en pratique*. La Documentation Française.
- NAPLES, N. A. (2014). *Grassroots Warriors. Activist Mothering, Community Work, and the War on Poverty*. Routledge.
- NELKIN, D. (1981). « L'énergie nucléaire dans le discours féministe ». *Sociologie et sociétés*, 13(1):147–160.
- NEWMAN, R. (2001). « Making Environmental Politics : Women and Love Canal Activism ». *Women's Studies Quarterly*, 29(1/2, Earthwork : Women and Environments):65–84.
- OUASSAK, F. (2020). *La puissance des mères. Pour un nouveau sujet révolutionnaire*. La découverte.
- PERKINS, T. E. (2012). « Women's Pathways Into Activism : Rethinking the Women's Environmental Justice Narrative in California's San Joaquin Valley ». *Organization and Environment*, 25(1):76–94.
- PHILIPPE, S. et STATIUS, T. (2021). *Toxique. Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*. PUF.
- POBEL, D. et VIEL, J.-F. (1997). « Case-control study of leukaemia among young people near La Hague nuclear reprocessing plant : the environmental hypothesis revisited ». *BMJ*, 314(7074):101.
- PRUVOST, G. (2019). « Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire ». *Travail, genre et sociétés*, 42:29–47.
- RABEHARISOA, V., MOREIRA, T. et AKRICH, M. (2014). « 'Evidence-based activism : patients' organisations, users' and activist's groups in knowledge. ». *BioSocieties*, 9(2):111–128.
- RUDDICK, S. (1989). *Maternal Thinking - Toward a Politics of Peace*. Beacon Press.
- SALLEH, A. (2016). « Pour un écoféminisme international ». In HACHE, E., éditeur : *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*. Éditions Cambourakis.
- STARHAWK (2015). *Rêver l'obscur. Femmes, magie et politique*. Éditions Cambourakis.
- TAYLOR, V. (1992). « "Watching for vibes" : Bringing emotions into the study of feminist organizations ». Paper presented at the 1992 annual meeting of the American Sociological Association, Pittsburgh, PA, August.
- THORNE, B. (1975). « Women in the draft resistance movement : A case study of sex roles and social movements. ». *Sex Roles*, 1:179–195.
- TOPÇU, S. (2010). *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*. Thèse de doctorat en histoire et sociologie des sciences et des techniques, EHESS.
- TOPÇU, S. (2013a). « Résister à la France atomique avant Mai 1968 ». In PESSIS, C., TOPÇU, S. et BONNEUIL, C., éditeurs : *Une autre histoire des 'Trente Glorieuses'. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, pages 189–210 (Chapitre 8). La Découverte.
- TOPÇU, S. (2013b). *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*. Seuil.
- TOURAINÉ, A., HEGEDUS, Z., DUBET, F. et WIEVIORKA, M. (1980). *La prophétie antinucléaire*. Seuil.
- TRONTO, J. C. et FISHER, B. (1990). « Toward a Feminist Theory of Caring ». In E., A. et NELSON, M., éditeurs : *Circles of Care*. SUNY Press.
- WITTNER, L. S. (2009). *Confronting the Bomb. A Short History of the World Nuclear Disarmament Movement*. Stanford University Press.
- ZEFF, R. L., LOVE, M. et STULTS, K. (1989). *Empowering Ourselves : Women and Toxics Organizing*. Citizens' Clearinghouse for Hazardous Wastes.
- ZITOUNI, B. (2016). « Préface : Ruses et ténacité (1981-2001). Comment récupérer les terres ». In *Des femmes contre des missiles*. Éditions Cambourakis.
- ZITOUNI, B. (2019). « Contre la destruction de la planète. L'écoféminisme dans les années 1980 en Grande-Bretagne et aux États-Unis ». *Travail, genre et sociétés*, 42(2):49–69. (traduction de l'article anglais paru en 2015).
- ZONABEND, F. (2014). *La presqu'île au nucléaire, Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima... et après ?* Éditions Odile Jacob. Première édition : 1989.